

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 7 - septembre 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

Palestine

Une déclaration de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

Le système mis en place par la constitution artificielle de l'Etat d'Israël en 1948 a été fondé sur la spoliation et la violence exercées contre le peuple palestinien exproprié, contraint à l'exil.

D'escalades en escalades, l'Etat d'Israël, sous la direction de Begin-Sharon, en est arrivé à entreprendre une véritable guerre de génocide, utilisant les plus horribles perfectionnements des moyens d'extermination.

La conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » dénonce, au nom de la solidarité des peuples, les plans meurtriers de Sharon-Begin, par lesquels ceux-ci voudraient réaliser l'asservissement des Palestiniens. Le peuple palestinien est en droit de compter sur la solidarité de tous les peuples, de tous ceux qui, dans le monde, se réclament de la démocratie et de la liberté, et plus particulièrement de la libération de la classe ouvrière de l'exploitation et de l'oppression.

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » réaffirme qu'elle défend inconditionnellement l'exigence incluse dans la charte de l'OLP : constitution d'un Etat national laïque et démocratique palestinien, où habitants d'origine arabe et juive sans distinction, égaux en droits, seraient appelés à vivre libres dans une Palestine d'où les privilèges seraient abolis.

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » salue l'héroïque combat du peuple libano-palestinien, résistant aux funestes tentatives d'extermination perpétrées par Begin-Sharon qui déjà rencontrent la condamnation de secteurs importants du peuple juif.

La conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », qui vient de clore sa session, a consacré une partie importante de ses travaux à la question palestinienne. La conférence mondiale a établi que « le cours positif de l'histoire ne peut prendre que le chemin du combat pour la reconnaissance de la nation palestinienne incluant ses deux composantes arabe et juive (dans le respect réciproque des droits, langues et cultures) sur le territoire de la Palestine, nation palestinienne qui ne peut être constituée que sur la disparition des Etats contre-révolutionnaires d'Israël et de Jordanie, ouvrant la voie à la Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient. »

Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !
Boycott international de l'Etat impérialiste d'Israël !
Rupture des relations diplomatiques avec Israël !
Défense de la résistance du peuple palestinien !
Soutien inconditionnel à l'OLP !
Constituante palestinienne !
Droit du peuple palestinien à la nation palestinienne constituée par ses deux composantes arabe et juive dans l'égalité des droits !
Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient !

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » invite ses sections à appeler, à participer à toutes manifestations et actions organisées :

Contre la guerre de génocide !
Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »,
le 3 août 1982

LIBERATION DE WALESKA, BALUKA, KURON, ET DE TOUS LES EMPRISONNES !



Waleska.



Baluka.



Kuron.

IV^e INTERNATIONALE *Centre international de reconstruction*

CONFERENCE MONDIALE OUVERTE



- *Situation mondiale*
- *Pologne*
- *Amérique centrale*
- *France*
- *Palestine*
- *Lettre ouverte aux militants du PST (A)*
- *Dispositions statutaires*

Un pas en avant

Ce numéro de *Tribune Internationale* est presque entièrement consacré aux travaux de la conférence mondiale ouverte aux organisations qui avaient constitué « IV^e Internationale (Comité international) » en décembre 1980.

La conférence mondiale s'est tenue du 24 au 31 juillet 1982, rassemblant des délégués de 31 partis, organisations ou groupes de 29 pays. A l'issue de cette conférence, tous les délégués et observateurs présents décidaient de se rassembler au sein de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » pour poursuivre le combat engagé pour la reconstruction du parti mondial de la révolution socialiste et la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays.

Des messages d'adhésion sont parvenus des groupes et militants du Burundi, de Chypre, d'Equateur, absents de la conférence et rejoignant « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » ; d'autres messages furent envoyés par des militants exclus du PST péruvien, ainsi que par le PST d'Uruguay.

Une véritable progression de la discussion

Cette conférence a permis un véritable pas en avant dans la reconstruction de la IV^e Internationale et cela pour plusieurs raisons. La première est la présence de nombreux groupes de l'ex-FB qui ont refusé le cours suivi par N. Moreno et qui, au terme de la conférence mondiale, ont décidé tous d'adhérer à « IV^e Internationale (CIR) ».

La deuxième raison, ce sont les discussions approfondies sur tous les points à l'ordre du jour, avec des divergences qui se sont exprimées

librement et qui ne recourent pas les anciens courants.

Troisièmement, sur les principales questions, des résolutions ont été adoptées qui traduisent une véritable progression de la discussion elle-même, en particulier la résolution sur le front populaire et la politique du PCI, qui, après discussion et amendements, a été adoptée à l'unanimité sans aucune abstention par la conférence.

La discussion sur le développement de la révolution politique en Pologne et en Europe de l'Est a revêtu une importance très grande. Là également, parce que précisément la révolution polonaise est l'expression, dans les pays où le capital a été exproprié, de la révolution prolétarienne internationale. Elle est à l'avant-garde de la classe ouvrière internationale, et par conséquent soulève à l'avant-garde les principaux problèmes à résoudre. Il était naturel que la conférence mondiale discute en profondeur des tâches que nous avons à accomplir et du bilan de la période écoulée, et des conditions de ce combat.

La première signification et l'acquis de cette conférence sur ce terrain, c'est par rapport aux mots d'ordre à avancer dans le cadre de cette révolution, où des divergences s'étaient fait jour à l'époque du Comité international autour de la question de l'Assemblée constituante, du rôle de ce mot d'ordre démocratique dans le cadre du développement de la révolution polonaise.

A la lumière de l'expérience de la révolution polonaise

Or, à la lumière de l'expérience vivante de la révolution polonaise, ce qui était un pronostic découlant de l'analyse politique qu'en tant

que marxistes nous faisons de la place qu'avaient les mots d'ordre démocratiques et en particulier le mot d'ordre démocratique de la Constituante dans la lutte contre la bureaucratie et le monopole du POUP, s'était chargé, comme nous l'avons vu lors du congrès de *Solidarité*, d'un contenu vivant : l'appel lancé par les délégués de *Solidarité* à la constitution de syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est, et la résolution de ce congrès appelant à des élections libres, qui rejoignaient par là même le combat dont nous avons donné l'expression avec le mot d'ordre de l'Assemblée constituante.

Or, cette conférence mondiale a fait le point du caractère correct de ce mot d'ordre, du lien entre ce mot d'ordre et la lutte contre le monopole du POUP, pour la construction d'un parti politique indépendant de la bureaucratie. Elle a constaté que les divergences qui s'étaient fait jour lors du conseil général de mai 1981 étaient résorbées par un accord général de tous les délégués sur l'importance de ce mot d'ordre, y compris pour des pays comme l'Allemagne où, dans le combat pour l'unité de l'Allemagne, contre la division, pour l'unité du prolétariat allemand, un tel mot d'ordre permet précisément d'établir le terrain de cette unification.

Cette discussion s'accompagne de la décision de redoubler d'efforts pour élargir la campagne internationale pour la libération de Walska, Baluka, Kuron et tous les emprisonnés et internés par la bureaucratie polonaise et en défense des organisations syndicales et politiques indépendantes, dont le Parti socialiste polonais du travail (PSPP).

Des délégués présents des sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et des observateurs de plusieurs pays de l'Est ont pu intervenir sur leur propre expérience de construction des organisations, et sur les problèmes spécifiques de leur pays. Une discussion a pu être menée en particulier sur la situation en Tchécoslovaquie et les tâches des trotskystes dans ce pays ; de même que sur la situation en Union soviétique et les discussions qui se déroulent dans l'organisation trotskyste qui se réclame de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » en Union soviétique même.

Le développement en cours au Nicaragua

La révolution centro-américaine a été au centre des travaux et des discussions dans la conférence et aussi dans le cadre de commissions constituées pour rédiger les projets de résolutions. Sur l'Amérique centrale et plus particulièrement sur la révolution nicaraguayenne, nous avons abouti à une résolution qui modifie certaines positions politiques qui étaient les nôtres sur son développement dans la dernière période. L'appréciation que nous portions sur la révolution nicaraguayenne a été pleinement confirmée au-delà même de toute une série de prévisions.

La première question que nous avons signalée dès la chute de Somoza même, c'est que cette chute ouvrirait la révolution prolétarienne

au Nicaragua parce qu'elle avait été le produit de la grève générale insurrectionnelle du mouvement des masses, du démantèlement des institutions somozistes qui se confondaient avec l'Etat bourgeois.

Au Nicaragua, la constitution de milices et de comités par la classe ouvrière et la paysannerie, et le combat militaire dirigé par le FSLN, axé comme il l'était sur la nécessité d'en finir avec la dictature somoziste, ont donné comme résultat l'ouverture de la révolution prolétarienne. Nous avons signalé à l'époque que cette révolution prolétarienne commençant au Nicaragua, démantelant l'Etat bourgeois, avait ébranlé l'ensemble des pays de la région et avait ouvert une situation d'instabilité généralisée en Amérique centrale.

Nous avons par la suite précisé que les développements en cours au Salvador initialement, par la suite au Guatemala et aujourd'hui même au Honduras, étaient la manifestation d'une tendance à la généralisation d'une situation révolutionnaire dans l'ensemble de l'isthme. Cependant, nous n'avons pas apprécié correctement dans son développement précis le cours qu'avait pris la révolution nicaraguayenne.

Si nous avons, au moment où s'est produit le départ des représentants de la bourgeoisie du gouvernement de reconstruction nationale en 1980, Chamorro et Robelo, signalé qu'il s'agissait là d'une victoire des ouvriers et des paysans, nous n'avons pas tiré les conclusions qui s'imposaient sur la signification de cette rupture de la part de la bourgeoisie avec le gouvernement de reconstruction nationale, et du cours que cette rupture avait imposé au gouvernement du FSLN.

Nous aurions dû dire, et nous ne l'avons pas fait, qu'il s'agissait bien d'un gouvernement du FSLN, c'est-à-dire que s'était concrétisé de façon particulière un des mots d'ordre qui étaient au centre de l'activité que nous développons au Nicaragua, quand nous avons opposé, à la politique de capitulation du Secrétariat unifié devant le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie au Nicaragua, la ligne de gouvernement du FSLN sans représentants de la bourgeoisie.

La conférence mondiale a donc abouti sur la base de l'ensemble de ces discussions à la caractérisation du gouvernement du FSLN comme étant un gouvernement ouvrier et paysan tel que le caractérise la III^e Internationale. La conférence a adopté une résolution sur l'ensemble des développements en Amérique centrale qui porte cette caractérisation. Et par ailleurs, dans le point « *La révolution mondiale et la IV^e Internationale* », cette question a été abordée sous l'angle plus théorique, plus général, pour le réarmement de l'ensemble de nos organisations.

Nous publions une déclaration sur la Palestine et nous avons adopté aussi une résolution d'ensemble sur la lutte des classes en Palestine, qui établit les axes programmatiques du combat des trotskystes dans la situation qui se développe au Moyen-Orient, sur la ligne de la destruction de l'Etat d'Israël comme instrument privilégié de l'impérialisme dans la région, comme abcès de fixation contre la lutte nationale du peuple palestinien, et ouvrant la voie à l'unité du

prolétariat juif avec les masses palestiniennes sur la ligne de la Constituante palestinienne.

Un pas dans la voie du rétablissement du centralisme démocratique

Enfin, nous avons adopté des normes statutaires de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». La conférence a élu les instances de direction de cette organisation.

Il ne s'agit cependant pas du rétablissement du centralisme démocratique, et cela pour trois raisons.

La première, c'est que pour nous, le rétablissement plein et entier du centralisme démocratique à l'échelle internationale est équivalent à la reconstruction de la IV^e Internationale sur ses propres bases, comme parti mondial de la révolution socialiste. Le centralisme démocratique, ce n'est pas seulement des mesures d'organisation visant uniquement la meilleure façon de structurer la vie de l'Internationale, mais l'expression de l'existence d'une direction internationale reconnue par l'ensemble des militants et des sections qui composent l'Internationale, capable de diriger le combat de la IV^e Internationale ; et une telle direction ne s'auto-proclame pas ; elle ne peut qu'être le produit d'une sélection liée précisément au combat pour sa reconstruction.

La deuxième, c'est que cette reconstruction s'identifie aussi au combat nécessaire pour éliminer les conséquences du pablisme, et le pablisme lui-même, dans les rangs de ceux qui se réclament de la IV^e Internationale.

Et la troisième raison est que, dans les conditions de la période de l'imminence de la révolution et dans le développement de la lutte des classes tel que l'a analysé la conférence mondiale, il est évident que cette reconstruction de la IV^e Internationale intervient dans un processus beaucoup plus large englobant les organisations qui se réclament du programme de la IV^e Internationale, intégré dans le processus même du regroupement de la classe ouvrière à l'échelle internationale indépendamment du stalinisme et de la social-démocratie, du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois. C'est-à-dire que la reconstruction de la IV^e Internationale s'identifie largement pour nous à cette reconstruction du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Ainsi, nous avons abouti à l'adoption de normes statutaires qui sont un pas dans la voie du rétablissement du centralisme démocratique dans la mesure précisément où nous progressons vers cette homogénéité, et cela a pu être réalisé à travers la conférence, dans les résolutions adoptées, qui permettent précisément de faire une progression dans ce sens.

Le conseil général a donc été élu à l'unanimité de tous les délégués, constatant dans les faits que, répétons-le, tous ceux qui ont participé à la conférence mondiale ont décidé de rejoindre « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », ce qui est de loin un des plus importants acquis de cette conférence internationale.

Organisations présentes à la conférence mondiale ouverte

Allemagne : Internationalen Sozialistischen Arbeiterorganisation (ISA)
 Angleterre : Socialist Labour Group (SLG)
 Belgique : Organisation socialiste internationaliste (OSI)
 Danemark : Internationale Kommunisters Gruppe (IKG)
 Espagne : Partido Obrero Socialista Internacionalista (POSI)
 France : Parti communiste internationaliste (PCI)
 Grèce : Politique ouvrière (PO)
 Portugal : Partido Operário de Unidade Socialista (POUS)
 Turquie : Socialist Labour League (SLL)
 Suède : Internationella socialister (IS)
 Suisse : Groupe trotskyste de Suisse (GTS)
 Irlande : League for a Workers Republic (LWR)
 Algérie : Organisation socialiste des travailleurs (OST)
 Côte-d'Ivoire : Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT)
 Maroc : Organisation socialiste internationaliste (OSI)
 Sénégal : Ligue communiste des travailleurs (LCT)
 Antilles : Groupe trotskyste antillais (GTA)
 Argentine : Militantes Socialistas (MS)
 Brésil : Organização Socialista Internacionalista (OSI)
 Brésil : Fração Pública da Convergência Socialista
 Canada : Groupe socialiste des travailleurs (GST)
 Colombie : Convergencia Socialista (CS)
 Mexique : Liga Obrera Marxista (LOM)
 Mexique : Liga Socialista (LS)
 Nicaragua : Liga Socialista de los Trabajadores (LST)
 Pérou : Partido Obrero Marxista Revolucionario (POMR)
 Venezuela : Fracción Pública del Partido Socialista de los Trabajadores
 Moyen-Orient : des militants trotskystes
 Pays de l'Est : des militants trotskystes de deux pays
 Chili : des militants trotskystes

Résolution générale

La conférence mondiale des organisations et partis ayant constitué « IV^e Internationale (Comité international) » s'est réunie du 24 juillet au 1^{er} août 1982 : 31 organisations, 29 pays, des observateurs d'organisations affiliées et non affiliées à la IV^e Internationale, des pays de l'Est, ont participé aux travaux de la conférence mondiale, ainsi que des observateurs de la Palestine.

La discussion s'est déroulée sur les points soumis à l'ordre du jour :

- rapport sur la situation de l'Internationale.
- rapport sur la révolution mondiale et la IV^e Internationale.
- rapport sur la révolution politique.
- rapport sur le front populaire en France et la politique du PCI.
- rapport sur le front unique anti-impérialiste.
- rapport sur le moment présent de la situation mondiale.

La conférence a consacré un point important de son ordre du jour au développement de la campagne de solidarité pour la défense de la révolution politique en Pologne et la libération de tous les internés et détenus politiques.

II. La conférence a constitué des commissions qui ont présenté des résolutions :

- sur la poursuite de la discussion du texte sur la révolution mondiale et la IV^e Internationale.
- sur les développements de la révolution politique et le combat pour la libération de tous les internés et prisonniers politiques.
- sur le front populaire et la politique du PCI.
- sur la poursuite de la discussion sur le front unique anti-impérialiste.
- sur le moment de la situation mondiale.
- une lettre ouverte aux militants du PST d'Argentine.
- sur l'Amérique centrale.
- sur la défense de la révolution palestinienne face à l'agression impérialiste d'Israël.
- sur l'Afrique.

III. Tous les événements de la politique mondiale confirment les immenses capacités de mobilisation des masses exploitées et opprimées. La conférence mondiale a établi au cours de ses débats que la mobilisation révolutionnaire internationale, qui exerce une influence décisive sur la politique mondiale, soulève les questions centrales à résoudre pour réaliser les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale, indispensable pour assurer la marche la plus rapide possible à la construction, dans tous les pays, de partis de la IV^e Internationale à influence de masse.

C'est ainsi que, pour conduire ces tâches avec succès, les travaux de la conférence mondiale ont confirmé la nécessité que soient clairement réaffirmés les principes et la méthode du *Programme de transition*.

Les raisons pour lesquelles Moreno a refusé la discussion

IV. Dans la vie de « IV^e Internationale (Comité international) », ont eu lieu cette dernière année des événements dont la conférence mondiale considère de son devoir d'établir les leçons.

Le refus de Moreno de participer à la discussion sur le front populaire et la politique du PCI a visé à mettre « IV^e Internationale (Comité international) » hors d'état de fonctionner. Il n'a suffi que de quelques

mois pour comprendre pourquoi Moreno s'est refusé à la discussion sur le front populaire ou sur toute autre question.

La conférence mondiale, en adoptant la lettre ouverte adressée aux militants du PST argentin a établi clairement les raisons pour lesquelles Moreno a refusé la discussion.

D'autre part, pour Moreno, il devenait intolérable que des discussions -- particulièrement celles qui ont eu lieu lors de la conférence centro-américaine (juillet 1981) convoquée par le Comité exécutif international de « IV^e Internationale (Comité international) », et au Brésil -- puissent, par leurs résultats, remettre en cause l'omnipotence de ce qu'il est convenu de dénommer la « délégation extérieure du PST argentin ».

Les pratiques de Moreno ont d'ores et déjà abouti à créer une situation de véritable désagrégation, par exemple pour Convergence socialiste au Brésil, pour le POS au Mexique, le PST en Colombie, et en Amérique centrale. Par son refus d'accepter la discussion, Moreno, grâce au sabotage des organismes élus par la conférence ayant constitué « IV^e Internationale (Comité international) », voulait créer une situation où il aurait été impossible de trouver une issue « légale » conforme aux statuts de l'Internationale.

Moreno a échoué. La démonstration en est faite. L'ample, large et fraternelle discussion qui s'est déroulée dans la conférence et en particulier sur la question du front populaire en a représenté le vivant témoignage.

Répetons-le : Moreno avait la possibilité, s'il n'avait pas décidé d'organiser une scission sans principes, de dénouer la crise qu'il avait déclenchée, en venant défendre et confronter ses « positions » dans les organismes de direction de l'Internationale dont il était membre.

Le but de Moreno était clair : il était de détruire « IV^e Internationale (Comité international) ». En conséquence, la lutte contre les pratiques de Moreno constitue une lutte pour ouvrir une issue positive à la crise fomentée par lui. La conférence mondiale établit également que la lutte contre les pratiques de Moreno, incarnées dans la constitution de la LIT (1), s'identifie à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le déroulement de la discussion

V. La conférence mondiale se félicite du développement de la discussion politique, qui s'est déroulée librement, sans entraves ni interdits sur toutes les principales questions soulevées dans la politique mondiale.

La conférence mondiale y voit la confirmation du cadre de l'unification des trois composantes qui ont constitué « IV^e Internationale (Comité international) » sur la base des thèses de principe établissant un premier bilan honnête du combat pour la IV^e Internationale depuis sa fondation en 1938.

Ces thèses ont certes des points faibles, mais elles représentent une volonté d'appliquer aux problèmes de notre époque les principes du *Programme de transition*. Là est leur importance capitale qui, dans la discussion à la conférence mondiale, a permis de constater une progression des militants et organisations dont l'origine était dans

l'ex-CORQI, l'ex-FB et l'ex-TLT, et qui ont constitué il y a un an et demi « IV^e Internationale (Comité international) ».

C'est ainsi que les travaux et les discussions sur les questions à l'ordre du jour ont, répétons-le, infligé le plus vivant démenti à ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, spéculaient sur le contraire. Les contours réels des questions soulevées à l'ordre du jour ont pu être établis sans être compliqués par les affiliations antérieures ou par des attaques de type personnel.

Nous n'en disconvenons pas, il y a eu des différences dans les appréciations portées, en particulier sur la politique du PCI face au front populaire, mais ces différences n'ont pas épousé les frontières des anciennes fractions. Il n'est pas douteux que nous ayons encore d'autres désaccords. Les problèmes et les tâches politiques qui resteront ardues à résoudre engendreront inévitablement des divergences de vue.



La conférence mondiale, en conclusion de ce point de la résolution, réaffirme :

1. C'est par le débat, la confrontation des divergences de vue que l'on avancera vers une pensée et une action plus homogène, à condition de continuer à rester inébranlablement fidèles aux principes.

2. La vérification politique des divergences de vue, des nuances d'opinion à partir du marxisme, qui a commencé à s'établir, sera toujours la méthode la plus efficace.

La racine des difficultés

VI. Aussi importante soit-elle, la racine des difficultés actuelles ne réside pas dans le fait de la crise de dispersion, qui en est le résultat, mais dans le fait du refus constant d'ouvrir de véritables discussions sur les questions essentielles de la politique entre les organisations se réclamant de la IV^e Internationale.

La conférence mondiale estime que la crise de dispersion de la IV^e Internationale, initiée en 1950-1953, n'est pas résorbée en 1982. Cela ne peut évidemment s'expliquer par des questions subalternes, ou relevant de questions personnelles ou psychologiques. Les fondements de la crise de dispersion sont à rechercher dans le fait que trotskysme et révisionnisme sont incompatibles, le Secrétariat unifié (SU) refusant d'ouvrir la discussion réelle.

La conférence mondiale rappelle :

1. La section française de la IV^e Internationale, le PCI, a été exclue par la majorité pabliste parce qu'elle revendiquait le droit inscrit dans les statuts de constituer une tendance internationale.

2. La réunification sans principe de 1963 réalisée sans discussion a constitué le terrain de nouvelles et profondes crises qui ont approfondi le révisionnisme (déviations foquistes, « unité des révolutionnaires », « théorie » des nouvelles avant-gardes, etc.)

3. Le CORQI, dès 1973, proposait l'ouverture d'une discussion sans conditions ni préalables entre les organisations se réclamant de la IV^e Internationale. Après que le SU se soit engagé -- après avoir tergiversé durant des années -- dans une discussion de type diplomatique, c'est l'expulsion de la FB, sans qu'il soit procédé à une discussion sur l'activité de la Brigade Simon Bolivar, qui a abouti, en 1979, à une nouvelle scission en son sein.

Ces faits établissent que, se refusant à la discussion démocratique dans le cadre des principes du *Programme de transition* auxquels il se réfère formellement, le SU cherche à toutes forces à maintenir et à approfondir la crise de dispersion de la IV^e Internationale.

Une période préparatoire

VII. Le regroupement théorique et organique qui s'est développé dans la conférence mondiale est évidemment loin d'être terminé. Malgré sa richesse et la densité de la discussion qui s'y est déroulée, en dépit des pas en avant franchis précédemment avec la constitution de « IV^e Internationale (Comité international) », la conférence mondiale constate que ses travaux, tout en permettant un pas en avant, se situent toujours dans la période préparatoire à la solution de la crise de dispersion.

Nous ne sous-estimons en rien l'importance de cette période préparatoire dont les travaux de la conférence mondiale ont constitué une étape. Cette période qui dure depuis plus de trente années, a fourni une vérification de la validité du programme de la IV^e Internationale, et une source d'expérience unique qui a permis, répétons-le, à la conférence mondiale d'examiner des questions parmi les plus essentielles de la politique mondiale.

Nous le savons : la IV^e Internationale verra surgir sur le chemin de sa reconstruction de nouvelles difficultés qui s'ajouteront aux anciennes, non encore définitivement résolues. Nous estimons cependant que toute la situation mondiale ouvre une phase de développement pour les sections et groupes, à partir d'une intervention active dans la lutte de classes sur la base de l'application des principes politiques d'organisation du bolchevisme.

Les principes du bolchevisme

La conférence mondiale dit ce qui est : les discussions initiées dans « IV^e Internationale (Comité inter-

national) », poursuivies dans la conférence mondiale des organisations qui ont constitué aujourd'hui « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se poursuivront. Les principes d'organisation et les statuts (que Moreno a violés) adoptés par « IV^e Internationale (Comité international) » restent à la base de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Ces principes sont contraires à la pratique fractionnelle qui marque toutes les discussions au sein du SU, pratiques qui aboutissent à ce que les désaccords et différends se résolvent par l'adoption de résolutions les plus insipides, cela pour masquer les divergences inconciliables.

Les principes politiques d'organisation du bolchevisme sont également totalement contraires à la constitution de l'« appareil » pléthorique construit par Moreno, et qui n'a pour mission que de faire obéir aveuglément militants et organisations à un centre personnel dénommé LIT.

Etouffant toute élaboration collective, ces pratiques sont mises en place pour contraindre les sections à opérer tournants sur ordre et sans discussion.

De telles pratiques n'ont qu'un seul objectif : réduire les dirigeants en de simples exécutants, les directions en de simples rouages de l'appareil pléthorique et de son centre omnipotent (LIT), les dirigeants étant appelés à être déplacés indépendamment des nécessités politiques de construction des sections.

De telles pratiques, qui ont pour objectif de dresser des obstacles à la sélection des directions, se sont néanmoins heurtées à une large résistance de militants, de dirigeants et d'organisations dont certains sont présents à la conférence mondiale. Celle-ci invite tous les militants et toutes les organisations qui ont constitué « IV^e Internationale (Comité international) », et plus particulièrement le PST argentin, à combattre pour retrouver le cadre commun que constitue « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », pour avancer dans l'accomplissement des tâches de reconstruction de la IV^e Internationale.

VIII. La conférence mondiale réaffirme que *Tribune internationale* (éditée en français, portugais et espagnol tous les mois, en anglais et en allemand sous forme de version abrégée) est l'organe de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Elle appelle tous les militants à élargir la vente de *Tribune internationale* comme un moyen de renforcement de la IV^e Internationale dans chaque pays.

IX. La conférence mondiale a procédé à l'élection d'un conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », comme direction de l'organisation, lequel désignera un secrétariat international pour centraliser le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Adoptée à l'unanimité des délégués et observateurs (aucune abstention).

(1) LIT : Ligue internationale des travailleurs, regroupement international constitué par Moreno après qu'il ait scissionné « IV^e Internationale (Comité international) ».

La reconstruction de la IV^e Internationale — Rapport de Luis Favre

« Camarades, cette conférence mondiale des organisations ayant constitué « IV^e Internationale (Comité international) », convoquée par « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », commence ses travaux à un moment particulier du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale, caractérisé par une tendance à la généralisation des situations d'explosion révolutionnaire, d'affrontement de la révolution et de la contre-révolution, de tournants brusques du développement de la situation à l'échelle internationale.

Cette conférence se déroule au moment où devient évident l'échec du coup de force de la bureaucratie polonaise au compte de la bureaucratie de Moscou contre les travailleurs polonais.

Cette conférence se déroule au moment où les masses d'Amérique centrale, malgré la terrible répression qui s'abat sur les ouvriers et paysans du Salvador, du Guatemala, du Honduras, infligent des coups très durs à la bourgeoisie compradore locale, infligent des coups très durs à l'impérialisme mondial, en particulier à l'impérialisme américain. »

PARTOUT dans le monde, nous assistons, aussi bien au Moyen-Orient où la résistance du peuple palestinien, son combat pour ses droits nationaux, de même que la poursuite de la révolution iranienne ébranlent l'ordre impérialiste, qu'en Europe, en Espagne, en France, en Amérique du Sud, comme conséquence de la crise politique de la bourgeoisie argentine et du développement du mouvement des masses, au Brésil, comme produit de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un axe indépendant à travers la construction du PT, nous assistons donc à l'échelle internationale à un développement accru de la lutte des classes, à une généralisation des conflits entre les masses exploitées, l'impérialisme et la bureaucratie.

Mais, contradictoirement avec le fait que tous ces événements témoignent des énormes possibilités qui existent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dans le développement de la période que nous avons caractérisée comme celle de l'imminence de la révolution, où l'initiative à l'échelle internationale appartient aux masses et au prolétariat, nous assistons en même temps à la poursuite de la crise de la IV^e Internationale, crise qui a commencé en 1951-1953 par le surgissement du révisionnisme dans la direction de la IV^e Internationale et aboutit à sa dislocation, crise qui s'est poursuivie durant les 30 dernières années. C'est-à-dire que la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, l'initiative appartenant au mouvement ouvrier international, la crise des appareils contre-révolutionnaires ouvrant des brèches et des possibilités extraordinaires pour la construction des partis révolutionnaires et pour le combat de la IV^e Internationale, trouve paradoxalement une situation aggravée de cette crise comme produit de la persistance du révisionnisme dans les rangs de ceux qui se réclament de la IV^e Internationale.

Cette conférence a besoin aussi de discuter en profondeur du

moment présent du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, combat que nous avons engagé depuis que le révisionnisme a pris pied dans les rangs de la IV^e Internationale, combat qui s'est poursuivi à travers le Comité international de 1953 à 1963 et qui s'est développé malgré la réunification de 1963. Cette réunification ne permettait pas de surmonter la crise de la IV^e Internationale, car elle signifiait un renforcement du révisionnisme et était l'aboutissement d'un accord sans principes, sans discussion, auquel participaient des organisations qui avaient appartenu au Comité international et qui avaient résisté à l'entreprise pabliste.

Et nous devons le dire, cette crise, malgré le redoublement du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, s'est poursuivie dans les rangs de tous ceux qui se réclament de la IV^e Internationale.

De ce point de vue, c'est aussi une manifestation de cette crise que l'éclatement du Comité international et c'est l'objet de ce rapport que de tirer un bilan de ce que fut le Comité international, de ce qu'ont été les causes de la scission perpétrée par Moreno et quels sont les éléments qui permettent aujourd'hui la poursuite du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale étroitement liée à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays.

Le Secrétariat unifié face aux derniers développements de la lutte des classes

Cette crise à laquelle je faisais référence se manifeste de façon éclatante au sein du Secrétariat unifié, prétendument IV^e Internationale, par un approfondissement de l'entreprise du révisionnisme dans

ses rangs a eu lieu face à chaque événement crucial de la lutte des classes, en particulier dans la dernière période.

Si nous nous référons à la révolution polonaise, qui constitue à bien des égards l'avant-garde du processus révolutionnaire international, nous avons vu comment, devant le coup de force de Jaruzelski, l'une des principales sections du Secrétariat unifié, le SWP, condamnait les actions de défense de la révolution polonaise menées aux Etats-Unis mêmes. Nous avons vu comment le SWP se refusait à tout combat de front unique en défense de la révolution polonaise aux Etats-Unis mêmes et se refusait à porter une nette caractérisation sur le rôle du gouvernement de Castro aux côtés de la bureaucratie de Moscou contre les masses polonaises.

Si nous considérons le Nicaragua, nous avons vu dans les trois années qui ont suivi la chute de Somoza comment le Secrétariat unifié s'est lui-même identifié au FSLN, à l'ensemble de sa politique, jugeant et caractérisant le FSLN comme une direction révolutionnaire.

Appuyant tout d'abord le gouvernement de coalition du FSLN avec Chamorro et Robelo, aujourd'hui les principaux ennemis de la révolution nicaraguayenne, appuyant ensuite l'unité du FSLN et par là même la présence dans ses rangs de forces qui crient ouvertement leur volonté de contenir la révolution nicaraguayenne, de la faire refluer, et dont un de ceux qui représentent ces forces, Pastora, qui était membre du gouvernement de reconstruction nationale appuyé par le Secrétariat unifié et responsable de l'armée sandiniste nommée par le FSLN et appuyée par le Secrétariat unifié, ce même Pastora est aujourd'hui, avec Robelo et Chamorro, avec l'impérialisme, la pointe avancée de la tentative contre-révolutionnaire contre les masses nicaraguayennes.

C'est-à-dire que nous avons vu comment, au nom de la révolution centro-américaine et à partir d'un alignement sur les positions du gouvernement Castro, aussi bien le SWP que le Secrétariat unifié se sont refusés à combattre pour la construction de sections de la IV^e Internationale en Amérique centrale et en particulier au Nicaragua, s'adaptant par là même à la politique hésitante, oscillante, de la direction du FSLN et à toute sa politique diplomatique.

Ces temps-ci, nous avons vu le Secrétariat unifié et nombre de ses sections souscrire lors du forum de Mexico aux documents constitutifs du Front mondial de solidarité dont l'objectif, selon sa propre plateforme, est, entre autres, de soutenir non seulement toute la politique diplomatique du FSLN et du gouvernement nicaraguayen, mais toutes les propositions avancées par le gouvernement italien, par le mouvement des pays « non alignés », par le gouvernement mexicain et le gouvernement de front populaire français, toutes propositions, cette dernière en particulier, qui visent à contenir, à détruire le développement de la révolution centro-américaine. Indépendamment du fait que la direction de la guérilla au Salvador, que la direction du FSLN se doivent d'utiliser les contradictions inter-impérialistes, il ne peut être question, pour les organisa-



Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campononico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Gamma : Perrin - pages 7 et 9, Hires - page 21, Neumann - page 22. Sygma : Chauvel - page 19, Gianini - pages 28 et 29 - Awakumwski - page 30. Sipa-Press : Leclerc - page 1, Laski - pages 14 et 17. R. Viollet : pages 25 et 26. AFP - page 15. AP - page 10. Damien : pages 1, 3, 8, 12, 16, 17, 20, 23, 29. Ch. Avril - page 4. Vincent - page 6. Plisson - page 32. DR - pages 1, 13, 24, 27, 31.

tions qui se réclament de la IV^e Internationale, d'accorder un quelconque soutien à tout plan de l'impérialisme, soutien que seul le Secrétariat unifié a apporté.

Le refus de la discussion

Mais le plus sérieux et le plus important des problèmes qui est au cœur de la crise de la IV^e Internationale n'est cependant pas ce cours suivi par le Secrétariat unifié et ses prises de position sur tel ou tel événement de la lutte des classes, devant tel ou tel développement de la révolution.

Le plus important, c'est que, pour tous ceux qui se réclament de la IV^e Internationale, pour la compréhension et la reconnaissance, la vérification — ce que tout militant peut constater — de la crise de la IV^e Internationale qui se manifeste dans l'existence des différents regroupements qui se réclament de la IV^e Internationale, de sa légitimité et de sa continuité, il devrait être logique que tous ceux qui veulent rester fidèles à la IV^e Internationale, constatant que cette crise existe, affirment que le moyen de la surmonter est d'ouvrir une discussion politique approfondie sur l'ensemble des problèmes et véritablement d'essayer de régler, de résoudre cette crise de la IV^e Internationale.

Or, le refus de la discussion de la part du Secrétariat unifié, comme d'ailleurs le refus de la discussion de la part du regroupement de Moreno — nous ne parlons pas là de semblant de discussion, mais d'une véritable discussion politique sur les problèmes soulevés par la crise de la IV^e Internationale et sur les problèmes soulevés dans la lutte des classes et par l'intervention dans la lutte des classes de l'ensemble des organisations —, le fait que le Secrétariat unifié, qui se proclame la IV^e Internationale, par son refus de la discussion, nie ou prétend nier l'existence de cette crise, établit par là même qu'il ne peut pas sérieusement prétendre se servir, utiliser, développer la méthode du programme de la IV^e Internationale pour avancer dans le règlement des problèmes politiques qui surgissent dans la construction des partis révolutionnaires.

Une unité de façade

Et c'est pour cela que nous assistons dans le Secrétariat unifié à un camouflage permanent, lié au refus de la discussion internationale avec les forces qui se réclament de la IV^e Internationale et de sa continuité, à la tentative permanente de masquer les divergences, de cacher la discussion politique, de refuser dans ses rangs le débat sur l'ensemble de ces problèmes politiques.

Nous assistons donc à une unité de façade, visant à camoufler la profondeur de la crise du Secrétariat unifié qui est une expression de la crise générale de la IV^e Internationale, et nous entendons le Secrétariat unifié nous répéter que leur organisation se base sur le centralisme démocratique. Nous les entendons nous répéter inlassablement que l'une des solutions pour résoudre la crise serait l'acceptation de ce prétendu centralisme démocratique qui en fait n'est qu'une caricature, qui de centralisme n'a que le nom — car sur les tâches les plus élémentaires de défense de la révolution polonaise, il est incapable de s'exercer — et dont le caractère démocratique part de la prémisse que les véritables problèmes politiques doivent être camouflés, et que donc la véritable discussion démocratique doit être bannie des rangs du Secrétariat unifié parce qu'elle doit être bannie des rangs de ceux

qui se réclament de la IV^e Internationale.

Et parallèlement, nous avons vu, de la part de Moreno et de ceux qui l'ont suivi, un élément semblable et parallèle à celui du Secrétariat unifié lui-même. Sur cette question cruciale, la nécessité de la discussion politique véritable sur la crise de la IV^e Internationale, Moreno règle le problème en proclamant que la LIT aussi se base sur le centralisme démocratique, que la LIT est la seule organisation de la IV^e Internationale.

En ce qui concerne la discussion, laissons-le parler lui-même. Il dit, dans un bulletin intérieur de la LIT, je cite : « Notre orientation doit être celle de frapper dur pour liquider une fois pour toutes la discussion. L'objectif de nos partis ce n'est pas la discussion avec l'OCI ou avec tout autre courant, c'est l'intervention dans la lutte des classes (...). Nous ne reconnaissons pas à Ruben Rivera le droit de discuter ou de présenter des critiques. »

Poursuivant avec cette logique, Moreno a procédé, depuis la scission de « IV^e Internationale (Comité international) », à l'application dans ses propres rangs de son orientation, refusant, comme il l'avait fait au sein du Comité international, la discussion des problèmes politiques et excluant de toutes ses organisations des militants, des groupes et aujourd'hui des organisations tout entières qui, tout en respectant le cadre et du Comité international auparavant, et aujourd'hui le propre cadre de la LIT, prétendaient simplement discuter des divergences politiques.

C'est ainsi que des exclusions se sont généralisées au Mexique, au Nicaragua, en Colombie, au Brésil, au Chili, en Argentine, et aujourd'hui nous assistons, du fait du même refus de discuter, à une profonde crise entre Moreno et la LSR italienne.

Et les racines de la méthode de Moreno se trouvent dans ce qui est devenu une contradiction insupportable pour lui, qui étaient les bases de principe de « IV^e Internationale (Comité international) » et le cours qu'il est en train de poursuivre dans la lutte des classes, incompatible avec ces bases de principe.

Le cadre du Comité international...

J'aimerais m'arrêter un instant sur ce que fut le Comité international. Nous avons, parce que précisément nous avons un souci d'avancer pas à pas et à travers le règlement des problèmes politiques, à la suite de l'exclusion de la Fraction bolchevique et de la TLT du Secrétariat unifié, constitué le Comité paritaire avec ses trois composantes.

Comme le Comité paritaire l'avait établi, si les trois composantes décidaient dans ce cadre d'agir ensemble pour défendre le programme de la IV^e Internationale contre le révisionnisme, si les trois composantes décidaient de combattre ensemble pour reconstruire la IV^e Internationale, si, par cette définition, les trois composantes, malgré leurs histoires différentes, malgré les divergences politiques, se situant sur le terrain de la IV^e Internationale et dans le cadre de ses méthodes pour régler sa crise, ont constaté que ces divergences exigeaient une discussion politique, un bilan de la crise de la IV^e Internationale, nous avons décidé d'aborder le problème dans la plus large discussion.

Et pour cela, les trois composantes gardaient leur structure, leur existence, leur physionomie propre, et le Comité paritaire, comme nous l'avions caractérisé, était un organe de front unique de défense des principes de la IV^e Internationale face

au révisionnisme, abordant la discussion politique dans ses rangs et qui entendait l'ouvrir à ceux qui se réclamaient de la IV^e Internationale.

Le Comité paritaire avait, par la discussion politique, établi sa position face aux principaux événements de la lutte des classes : la révolution iranienne, l'invasion en Afghanistan, le développement de la révolution nicaraguayenne et centro-américaine, et, en même temps, il discutait des problèmes qui se posaient dans le cadre de la construction de partis révolutionnaires. Nous avons alors décidé de commencer une discussion approfondie sur la crise de la IV^e Internationale, sur le bilan de 30 années de développement de la lutte des classes, et nous avons mis en chantier la réalisation d'un projet de thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui devait précisément fournir l'état, établir les bases pour la dissolution des courants existants et, fondamentalement, établir un bilan honnête de cette crise de la IV^e Internationale et des moyens de la surmonter.

Pendant un an, ce projet de résolution a fait l'objet de discussions au sein du Comité paritaire entre les dirigeants des trois courants et parmi les organisations. Pendant un an, nous avons discuté, thèse par thèse, l'ensemble des problèmes de la lutte des classes à l'échelle internationale relié à la crise de la IV^e Internationale, à ses causes.

Nous avons abouti à un document, celui qui fut adopté lors de la conférence mondiale de décembre 1980, qui permettait, et nous le revendiquons aujourd'hui, de dissoudre les courants existants, et de proclamer « IV^e Internationale (Comité international) », parce que cela ne signifiait pas, comme le dit explicitement le prologue du projet de thèses, comme cela a été réaffirmé clairement dans les rangs de « IV^e Internationale (Comité international) », que l'ensemble des problèmes politiques étaient réglés.

Mais dissoudre les courants était une nécessité parce que les bases de l'existence d'une organisation internationale comme produit d'une discussion politique véritable avaient été réalisées et concrétisées dans les thèses, ce qui permettait, dans un cadre international commun, de commencer à aller plus loin dans la discussion politique des problèmes en cause et des divergences, permettant d'aboutir, s'il y avait une solution positive à ces divergences, à la constitution d'organisations uniques dans chaque pays de « IV^e Internationale (Comité international) », d'avancer dans l'éclaircissement des problèmes de stratégie et de tactique de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, et, par là même, d'avancer dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale comme jamais auparavant les possibilités n'en avaient été réunies.

Et nous avons procédé de la sorte, et nous avons pu avancer avec méthode. Le projet de thèses, qui a fait l'objet d'une discussion approfondie à l'occasion de la conférence mondiale, qui a fait l'objet de nombreux amendements, a été adopté dans sa version définitive lors du conseil général de « IV^e Internationale (Comité international) » du mois de mai 1981 au cours duquel la discussion s'est poursuivie.

Sur l'ensemble des problèmes de la lutte des classes mondiale, le comité exécutif de « IV^e Internationale (Comité international) » aboutissait à des documents et à des prises de position de principe, et il ne s'agit pas bien entendu ici de défendre chacun de ces textes et chacune de ces phrases, mais du fait que leur contenu d'ensemble ait été dicté par une position de défense intransigeante des principes du programme

(suite page 6)

Les dispositions statutaires de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

I. « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se constitue en organisation mondiale qui se réclame des principes d'organisation du centralisme démocratique, tels qu'ils ont été développés au travers de l'expérience du Parti bolchevique, mondialement mis en œuvre par l'Internationale communiste et repris lors de la fondation de la IV^e Internationale.

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » vise à la reconstruction de la IV^e Internationale comme organisation unique mondialement centralisée sur la base de son programme de fondation, c'est-à-dire comme parti mondial de la révolution socialiste. Cet objectif se fonde avec celui du rétablissement plein et entier du centralisme démocratique à l'échelle internationale.

II. Tous les militants prolétariens et révolutionnaires qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IV^e Internationale et qui acceptent les orientations internationales définies par les documents adoptés par la présente conférence de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », et par les Thèses adoptées par la conférence mondiale constitutive de « IV^e Internationale (Comité international) », se réunissent en une seule organisation mondiale, sous une même discipline qui s'exerce dans les conditions précisées par les présents statuts provisoires. Cette organisation, « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », est régie par les présents statuts.

III. Dans chaque pays, les membres de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se rassemblent en organisations nationales (partis, organisations, ligues, groupes) régies par les principes du centralisme démocratique, qui se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle définie et établie par la conférence de fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938).

Dans sa plate-forme, la IV^e Internationale concentre l'expérience internationale du mouvement révolutionnaire marxiste, en particulier telle qu'elle ressort des conquêtes socialistes de la révolution d'octobre 1917 en Russie. Elle assimile et s'appuie sur toutes les expériences sociales progressives de l'humanité qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à la suppression finale des classes.

Les organisations affiliées se constituent sur la base des décisions et de l'orientation définies par la présente conférence et ont par conséquent comme objectif la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale, c'est-à-dire son rétablissement comme parti mondial centralisé et la construction, dans chaque pays, de partis révolutionnaires dirigeants, sections de la IV^e Internationale.

IV. Toutes les organisations nationales signataires de la résolution générale adoptée par la conférence mondiale de juillet 1982 sont affiliées à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Dans les pays où il existe plusieurs organisations affiliées à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », l'objectif est d'aboutir, sur la base des décisions politiques de la conférence mondiale et au travers de l'action commune et de la discussion, à la constitution d'une seule organisation dans chaque pays. Les instances internationales élues par la conférence, et dont les attributions sont précisées dans les articles suivants, auront comme tâche essentielle de mener à bien la constitution d'organisations uniques de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » avant la prochaine conférence mondiale.

V. Le régime intérieur de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » à l'échelle locale, nationale et mondiale procède des principes et de la pratique du centralisme démocratique.

En conséquence, les organisations affiliées sont tenues d'observer les décisions de la conférence mondiale ainsi que les décisions des instances auxquelles la conférence délègue ses pouvoirs, dans les conditions précisées plus loin dans les statuts.

VI. Les organisations affiliées doivent verser une cotisation internationale en fonction de leur force et des conditions politiques et de leur activité, selon les normes fixées par le conseil général.

VII. L'instance suprême de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » est la conférence mondiale, représentative de l'ensemble des organisations affiliées.

C'est elle qui fixe la politique de l'Internationale et de ses sections sur toutes les questions politiques importantes. C'est elle qui tranche en dernier ressort les questions d'organisation et les conflits intérieurs.

La prochaine conférence mondiale ou congrès se réunira, au plus tard, dans deux ans.

VIII. La conférence mondiale élit un conseil général de 18 membres titulaires et de 4 suppléants auxquels elle délègue ses pouvoirs. Ce conseil général se réunira trois fois par an ou à la demande d'un tiers de ses membres.

Il définira les grandes orientations de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » dans le cadre des décisions de la conférence mondiale. Il est responsable devant l'ensemble des sections de l'application des décisions de la conférence. C'est lui qui sera appelé à ratifier les fusions à l'échelle nationale, la constitution ou l'intégration de nouvelles sections. Le conseil général peut révoquer ou coopter de nouveaux membres. Les décisions de caractère exécutoire du conseil général sont prises à une majorité des trois quarts.

IX. Le conseil général élit en son sein un secrétariat international de 7 membres résidant au siège de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Le secrétariat international se réunit hebdomadairement. Il assure la direction internationale entre deux sessions du conseil général. Il adopte et publie les documents et déclarations définissant la position de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » par rapport aux développements de la IV^e Internationale. Il assure la liaison entre les sections, l'impulsion de la discussion politique internationale, et prend toute mesure nécessaire à cette fin.

Le conseil général peut modifier la composition du secrétariat international. Les décisions de caractère exécutoire du secrétariat international sont prises à une majorité des trois quarts.

X. La conférence mondiale élit une commission de contrôle internationale de trois membres.

XI. Le conseil général peut prononcer l'exclusion de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » d'un militant ou d'une section. Toute mesure disciplinaire peut faire l'objet d'un appel devant la conférence mondiale.

Dans le cas de l'exclusion d'une section, cette mesure s'accompagne nécessairement d'un rapport présenté devant la conférence mondiale.

XII. Les présentes dispositions statutaires provisoires sont valables jusqu'à la prochaine conférence mondiale.

(suite de la page 5)

de la IV^e Internationale. Nous aboutissons par là même à une homogénéité dans l'intervention dans la lutte des classes internationale, au règlement de certains des problèmes politiques les plus importants parmi les divergences, comme par exemple les pas avancés dans la voie du règlement des divergences posées par la situation politique en Espagne, et donc de la construction d'une organisation unifiée, de même qu'au Mexique, ainsi qu'au Pérou et ailleurs.

... que Moreno a tenté de détruire

Et c'est au moment où ce processus allait pour ainsi dire faire un saut qualitatif dans la réalisation de toute une série d'unifications à l'échelle nationale comme produit des discussions politiques qui permettaient d'établir ce que nous caractérisions tous comme la base du parti, à savoir une compréhension commune des événements et des tâches, que Moreno choisit la scission.

Il choisit la scission indépendamment du fait que celle-ci ait été couverte par des divergences à propos du front populaire et de la France. Je ne vais pas m'attarder beaucoup pour démontrer combien cette prétention de Moreno est fallacieuse et qu'elle se couvre d'ailleurs d'un mensonge ouvert, puisqu'il prétend que « IV^e Internationale (Comité international) » est divisée comme produit des divergences sur le front populaire en France et la révolution polonaise, alors que, jusqu'en décembre 1981, Moreno n'avait exprimé aucune divergence sur les positions politiques prises par « IV^e Internationale (Comité international) » autour de la révolution polonaise et que la décision de scission de Moreno, en relation soi-disant avec le front populaire en France, était mise en marche avant même les élections du 21 juin en France qui ont donné la majorité PS-PCF et à la suite desquelles fut constitué le gouvernement de front populaire.

Nous avons aussi, par la volonté de rupture et de scission de Moreno qui était précisément à la base de ses prétendues divergences, le développement d'une méthode qui visait à détruire « IV^e Internationale (Comité international) » et mettant en cause l'ensemble de ses acquis théoriques, politiques, programmatiques et organisationnels.

Les bolcheviks ne séparent jamais la théorie de la pratique, le programme de l'organisation, parce que, précisément, le parti révolutionnaire, sa construction, est la fusion de la théorie et de la pratique dans l'organisation. Admettre la remise en cause de tous les acquis organisationnels de « IV^e Internationale (Comité international) », c'était admettre la remise en cause de tous ses acquis politiques et théoriques.

Admettre les méthodes destructrices de Moreno aurait été faillir aux tâches que nous nous sommes assignées lors de la conférence mondiale quand nous avions proclamé « IV^e Internationale (Comité international) ».

Moreno a prétendu que la scission était devenue inévitable à cause du refus de la discussion de la part de la section française et donc par la suite de la majorité des organisations de « IV^e Internationale (Comité international) », et que ce refus de discuter se serait exprimé dans les exclusions de militants par le seul fait d'exprimer des divergences politiques.

Il affirme même dans le bilan adopté par la LIT lors de sa constitution, que toutes les organisations, que toutes les directions et tous les militants qui ont condamné la politique de l'OCI l'ont fait dans le

cadre du respect de « IV^e Internationale (Comité international) » et de son fonctionnement, ainsi que des instances de ses sections.

Un aveu instructif

Mais voyons ce que dit Moreno dans une résolution dans laquelle il procède à l'exclusion de Camilo Gonzalez de ses propres rangs, et qui constitue, à bien des égards, un aveu de ce qu'étaient les méthodes de Moreno appliquées dans la section française, concernant précisément ce respect des instances d'organisation et de fonctionnement de « IV^e Internationale (Comité international) ».

Moreno affirme : « A partir de juillet 1980, s'ouvre, dans "IV^e Internationale (Comité international)" la discussion sur la politique de l'OCI (U) face au gouvernement de Mitterrand ; discussion qui fait entrer en crise "IV^e Internationale (Comité international)" en raison des obstacles placés à plusieurs reprises par l'OCI (U) contre le développement d'un débat démocratique.

A partir de juillet jusqu'en octobre, plusieurs faits ont lieu qui aggravent encore plus la situation, jusqu'à la scission qui se produit le 31 octobre, quand les représentants de l'OCI (U), devant le comité exécutif, ne reconnaissent pas la représentation du PST (A), la déclarant en dehors du CEI.

Comme nous le savons déjà, ce processus a abouti au protocole signé entre Pierre Lambert et Andrés Romero, entre l'OCI (U) et le PST (A) respectivement. Quand a commencé ce processus de crise de "IV^e Internationale (Comité international)", deux tendances se sont formées de fait, avec leurs respectives directions : celle de l'OCI (U) et les membres de l'ex-CORQI dans le conseil général, et celle du PST (A) et les membres de l'ex-FB dans le conseil général.

De fait, un organisme s'est constitué avec les camarades Andrés, Roberto et Camilo, membres du CEI, plus le camarade Anibal, intimement lié aux membres du CEI résidant à Bogota : Mercedes, Capa.

Citons la déclaration des camarades Roberto et Anibal : « Nous, les quatre camarades, nous nous réunissons régulièrement, nous discutons et nous votons des déclarations et des projets de résolutions du comité exécutif international, des tâches diverses comme l'organisation du groupe français, nous suivons d'autres sections et des camarades d'Europe, et nous avons commencé à avoir nos propres finances. »

Et suit une longue liste de projets de résolutions, de textes et de propositions qui ont été soumis entre juillet et octobre au sein du comité exécutif par cette direction clandestine qui, de l'aveu même de Moreno, avait pour tâche la constitution d'un groupe français et qui développait des finances propres.

Cela, camarades, vient confirmer a posteriori ce qui était à la base de ces exclusions qui se sont déroulées au sein de la section française à partir du 24 octobre 1981 et qui ont été toutes le fait non pas de l'existence de divergences politiques, mais de la manifestation ouverte d'une activité fractionnelle remettant en cause les bases mêmes de l'OCI, de la section française, et qui était à la base d'une tentative de provocation et de destruction visant précisément à trouver les excuses nécessaires à la proclamation de la rupture de « IV^e Internationale (Comité international) ».

Mais, camarades, c'est dans le développement par la suite des positions mêmes de Moreno que nous voyons tout le contenu de la scission



N. Moreno.

perpétrée contre « IV^e Internationale (Comité international) » prendre son plein développement.

Une conférence sans base politique

Tout d'abord, et c'est la marque : la constitution de la LIT est le produit d'une conférence convoquée sans aucune base politique, sans aucune plate-forme, et qui avait pour dénominateur commun la prétendue défense de l'honneur révolutionnaire de R. Napuri face aux attaques de « Staline-Vychinski/Lambert-Villaran ».

Comme le reconnaît Moreno dans le bilan adopté par la LIT dans la réunion du comité exécutif de la LIT qui se déroule en ce moment ou qui vient de se dérouler à Bogota, l'objectif de cette campagne et l'objectif donc de cette conférence constitutive de la LIT était simplement d'utiliser la question Napuri pour essayer de détruire les organisations qui appartenaient à l'ancien CORQI, se servant du fait que Ricardo Napuri avait appartenu à ses rangs et en cherchant donc à l'utiliser comme instrument de la dislocation de ces organisations.

C'est pour cela, d'ailleurs, dit ce bilan qu'ils viennent d'adopter au comité exécutif de la LIT à Bogota, qu'il fallait que dans les premiers mois cette campagne de défense de l'honneur révolutionnaire de R. Napuri soit au premier plan de l'activité des organisations qui sont dans la LIT « parce que c'était seulement à ce moment-là que nous pouvions utiliser la question de Napuri pour essayer de porter des coups aux organisations trotskystes. Aujourd'hui, il est évident que cette campagne, dit encore le bilan, doit être entretenue pour essayer d'isoler les organisations qui sont dans "IV^e Internationale (Centre international de reconstruction)", mais elle n'est pas tout à fait de premier plan. »

Sur la base donc de la défense de ce prétendu honneur révolutionnaire de R. Napuri, des affirmations de l'existence de je ne sais quelle campagne internationale de calomnies contre ce sénateur,

Moreno avait procédé à la constitution de la LIT.

A cette constitution de la LIT, Moreno ajoutait, pour faire bonne mesure, l'adoption de deux documents : le « bilan d'activités » et des « Thèses pour la proclamation d'une direction et d'une organisation internationale centralisée démocratiquement », et, d'entrée de jeu, définissait clairement l'incompatibilité de la LIT avec « IV^e Internationale (Comité international) » et les raisons exactes de la scission.

Le bilan d'activités et les thèses en question proclamaient tour à tour que « IV^e Internationale (Comité international) » avait été un « front sans principes », parce que constituée sur la base de l'amalgame entre trotskysme et révisionnisme pourtant incompatibles ; que cette « erreur » selon Moreno était le produit du fait qu'ils avaient caractérisé l'OCI et les organisations qui constituaient le CORQI comme étant des organisations trotskystes, et qu'en fait c'étaient des organisations révisionnistes, agents de la social-démocratie internationale.

Nous signalons que « IV^e Internationale (Comité international) » avait été constituée en décembre 1980, bien avant la défaite de Giscard, bien avant la victoire aux élections de F. Mitterrand, bien avant la constitution d'un gouvernement de front populaire.

« Grâce à la réunification de 1963 et à la direction du Secrétariat unifié »

C'est-à-dire que ce n'était plus, et d'entrée de jeu, les divergences sur la France qui disaient que nous basculions du côté du révisionnisme, du côté de la social-démocratie, mais que « IV^e Internationale (Comité international) » était une erreur parce que, dès sa constitution, elle était « sans principes ». Sur les thèses adoptées à la conférence mondiale de décembre 1980, Moreno considérait qu'il fallait

réviser celles qui portaient sur la révolution politique, le front unique anti-impérialiste, le front unique ouvrier, les questions d'organisation.

Lors de la conférence constitutive de la LIT, Moreno commençait déjà à réviser les Thèses quand il affirmait que la réunification de 1963 était un fait positif dont la LIT se revendique, ce qui rentrait directement en contradiction non seulement avec ce que Moreno avait affirmé depuis la constitution du Comité paritaire, mais de ce qui explicitement figurait dans les thèses comme un bilan sérieux de la crise de la IV^e Internationale.

Dans les « Thèses sur la nécessité de construire une direction internationale », Moreno caractérisait ainsi entre autres la réunification de 1963, et je demande aux camarades d'y prêter attention, car je suis sûr qu'ils vont être relativement surpris. Moreno dit : « Le trotskysme est parvenu à la victoire du mai français (il se réfère à ce qu'avait signifié pour les trotskystes la grève générale de mai-juin 1968) grâce à la réunification de 1963 et à la direction du Secrétariat unifié. » Les « nouvelles avant-gardes », la direction « marxiste naturelle » de Castro, le « détonateur étudiant », le « pouvoir étudiant », le pouvoir partout, le refus de combattre pour le comité central des comités de grève pendant la grève générale, le refus de prendre l'orientation de front unique ouvrier, Rudi Duschke, Cohn-Bendit, tout ce que fut la politique du Secrétariat unifié en mai 1968, Moreno le définit d'entrée de jeu : « C'est la réunification de 1963 plus la direction du Secrétariat unifié qui sont à la base de la victoire pour le trotskysme du mai français. »

Comme je le disais, si Moreno renonce donc aux thèses de « IV^e Internationale (Comité international) », s'il remet en cause toute son activité politique et organisationnelle, cela n'était que le début des raisons qui étaient à la base de la scission, le plein contenu et le plein développement de ses positions politiques ultérieures ont donné un éclairage nouveau suffisamment éloquent.

Et pas par rapport à n'importe quoi, mais par rapport aux principaux événements de la lutte des classes des six derniers mois.

Moreno face à la révolution polonaise...

Par rapport à la révolution polonaise — dont Moreno se fait le partisan sous la forme de la défense du front unique du mouvement ouvrier avec les forces pro-impérialistes, selon ses dires nécessaires au développement de la révolution politique en Pologne —, Moreno se fait le champion de la lutte pour la restauration capitaliste en Pologne.

Cela était le masque. En fait, les positions de Moreno visaient à interdire au prolétariat polonais la constitution de ses organisations syndicales et politiques indépendantes, ce qui faisait qu'une des premières campagnes de la LIT (je me réfère à des campagnes journalistiques, bien sûr) consistait à se prononcer et à lutter contre la légalisation du KPN et contre la légalisation d'un éventuel parti lié à Walesa en Pologne, au moment où, précisément, le coup de force de Jaruzelski visait à interdire toute organisation politique et syndicale indépendante contre la bureaucratie.

Plus encore, partant, sur la question des mots d'ordre à avancer dans le cours même de la révolution polonaise, que nous allons aborder dans le rapport du camarade Stéphane Just, et de comment la question du pouvoir s'est posée jusqu'au coup de force de Jaruzelski, Moreno, révisant les Thèses, révisant le programme de la IV^e Internationale, révisant les bases mêmes du marxisme, a affirmé que dans la révolution politique, les trotskystes ne devaient pas avoir peur de faire le jeu de l'impérialisme, qu'ils devaient lutter pour la dictature révolutionnaire du prolétariat dirigée par Walesa et qu'il ne fallait pas craindre que cette dictature révolutionnaire du prolétariat dirigée par Walesa soit en fait la représentation directe de Reagan, du pape, de Mitterrand au sein de l'Etat ouvrier, ce qui déjà constitue une drôle de dictature révolutionnaire du prolétariat.

... et au conflit des Malouines

Mais, comme toujours, c'est par rapport à l'Argentine qui, somme toute, est le centre du courant constitué par Moreno, qui est la base de sa propre organisation, le PST argentin, organisation trotskyste avec une longue tradition d'intervention dans la lutte des classes, de lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, organisation trotskyste qui trouve ses racines dans la IV^e Internationale et dans son histoire, c'est par rapport donc à cette organisation trotskyste, une des principales organisations trotskystes d'Amérique latine, que le cours de Moreno devait s'exprimer par une volonté délibérée de détruire le PST et sa politique d'indépendance, et son combat intransigent contre la dictature militaire.

Moreno avait fait plusieurs tentatives, il en fait encore, et l'enjeu de ce combat n'est pas encore réglé. Il avait auparavant essayé de faire que le PST abandonne, bien avant la guerre avec l'Angleterre, le combat pour la réapparition en vie des disparus. Il avait exigé de la direction du PST à l'intérieur l'abandon de cette exigence parce qu'elle était utopique, parce que les disparus sont morts et que donc la dictature militaire ne peut pas les faire réapparaître en vie, et que par là même ce mot d'ordre ne pouvait pas se réaliser et était un mot d'ordre stérile.

Le PST a résisté à cette proposition et il a maintenu — avec quelles conséquences, cela est une autre affaire, étant donné les pressions qu'il subissait — l'exigence de la réapparition en vie des disparus. Et à l'occasion de la guerre avec l'Angleterre, Moreno en profitait pour essayer cette fois-ci de faire à la fois disparaître tous les disparus, et de travestir la dictature militaire argentine en un gouvernement anti-impérialiste conséquent et de transformer le soutien à l'Argentine dans la guerre contre l'Angleterre en un soutien ouvert, éhonté, à la dictature militaire argentine.

Après avoir dépêché deux ambassadeurs, A. Franceschi et R. Napuri, pour rencontrer la dictature argentine et lui exprimer de vive voix leur soutien, A. Franceschi, dans une interview à « Convergence socialiste » du Brésil, généralisait cette politique de soumission à la dictature argentine sous la forme d'une soumission à tous les gouvernements bourgeois d'Amérique latine, en affirmant : « En ce qui concerne l'Argentine, le PST a été la seule organisation qui a distingué parfaitement qu'en ce moment, il est nécessaire de mettre au premier plan tout ce qui concerne le soutien à l'effort de guerre contre l'impérialisme, réservant les attaques frontales (contre le gouvernement) au terrain de la seule conduite de la guerre. »

Et se référant au reste de l'Amérique latine, il disait : « Nous sommes disposés à faire l'unité d'action avec des partis, y compris avec des gouvernements bourgeois, qui défendent l'Argentine contre l'agression impérialiste. » Il finissait par accuser l'OSI du Brésil, en disant : « Leur critique du gouvernement argentin, si elle se faisait en Argentine, serait très inopportune, puisque Mme Thatcher elle-même essaie d'expliquer son agression armée avec la démagogie sur l'absence de démocratie en Argentine. Il est évident qu'il existe une dictature en Argentine, disait Franceschi, et c'est quand même curieux que Mme Thatcher avance ce fait comme argument. »

Vieux langage stalinien qui, s'adressant aux trotskystes qui défendent la révolution polonaise, dit : « C'est quand même bien curieux que le trotskysme défende

la révolution polonaise, Reagan fait de même. » Mais la critique sur le simple terrain militaire de la dictature militaire en Argentine, Moreno l'a explicitée très rapidement.

Dans le bulletin intérieur n° 84 du PST argentin et qui porte comme titre « La situation politique et l'orientation du parti », se référant à la conduite de la guerre, Moreno dit : « Jusqu'à maintenant, la politique et l'action menées par le gouvernement et les forces armées sont objectivement l'affrontement avec l'impérialisme anglais, européen et nord-américain. Cette confrontation s'est approfondie jour après jour indépendamment des prévisions plus ou moins étendues d'un règlement rapide ou d'une complète capitulation. Et c'est ainsi que ce qui s'est maintenu et réaffirmé, c'est la tendance opposée à la capitulation : on réaffirme la souveraineté, on résiste militairement, sur le plan diplomatique on radicalise les positions au point qu'à l'OEA ont fait un discours (il se réfère toujours au gouvernement, bien sûr) clairement anti-impérialiste et on rompt politiquement avec les Américains, dénonçant enfin leur partialité. »

Une attaque en règle contre le PST argentin...

Comme on le voit, si Franceschi avait la pudeur de dire que le seul terrain sur lequel il portait une critique à la dictature argentine c'était dans la conduite de la guerre, la critique que porte Moreno à cette conduite, c'est que s'il avait été à sa place, il n'aurait pas fait mieux.

Dans le même document, et contre les déclarations du PST argentin, Moreno exige un tournant de son parti et passe à un soutien ouvert de la dictature argentine, disant : « Nous devons exploiter avec la plus grande audace et souplesse la tactique de l'unité d'action anti-impérialiste à tous les niveaux, y compris avec les secteurs bourgeois. Un ajustement tactique important est le fait qu'aujourd'hui, dans ces circonstances, nous devons retirer de l'agitation le mot d'ordre de « A bas la dictature ». »

Manifestation à Buenos Aires contre l'intervention de l'impérialisme britannique aux Malouines.



Et pour être clair, ce soutien politique à la dictature devait s'accompagner d'une attaque en règle contre le PST et ses propres militants, Moreno attaquant en ces termes le PST argentin : « Dans le meeting de lundi, beaucoup de camarades ont vu une contradiction : nous avons tiré 35 000 tracts contre l'impérialisme où on ne mentionne nulle part le gouvernement, et pourtant, notre colonne à cette manifestation était un cortège antidictatorial. Cela a été une contradiction concrète, parce que nous n'avons pas accompagné dans l'agitation orale le changement politique produit par le parti et qu'exprimait le tract. »

Et c'est précisément par rapport à ce tract et cette partie du texte qui expliquait pourquoi il fallait abandonner le mot d'ordre de « A bas la dictature ! », que le cortège du PST dans la manifestation, avec des milliers et des milliers de travailleurs, était condamné par la direction extérieure du PST argentin comme une incompréhension sectaire des militants et de la classe ouvrière argentine du fait qu'il fallait abandonner le combat contre la dictature militaire.

Franceschi lui-même, dans l'interview auquel je faisais référence, s'attaquait en ces termes à la classe ouvrière argentine : « Le mouvement ouvrier argentin, dans un premier moment, a eu une réaction de complet scepticisme, y compris par rapport à l'opération militaire. Mais au bout de quelques jours, à mesure que la flotte anglaise s'approchait, il a commencé à accompagner, par couches chaque fois plus larges, le reste de la nation dans la solidarité, même si c'était d'une façon encore dubitative, contre l'agression militaire impérialiste. » « Convergence socialiste » pose la question : « Cela veut dire qu'au début, le secteur le plus méfiant c'était le mouvement ouvrier ? » Et Franceschi répond : « Evidemment. La classe ouvrière hésitait entre deux positions : accompagner le gouvernement dans la lutte anti-impérialiste, ou maintenir vivante sa méfiance absolue par rapport à ce gouvernement qui avait liquidé toutes ses conquêtes et maintenu dans l'illégalité ses organisations pendant les 17 derniers mois. En vérité, ce qui s'est passé, c'est que le mouvement ouvrier a gelé de fait sa résistance face au gouvernement, et c'était là la façon de démontrer sa solidarité face à l'agression impérialiste. »

Comme on le voit, Franceschi et la direction extérieure du PST, pour condamner la classe ouvrière argentine, sont obligés de recourir au mensonge pur et simple. Toutes les manifestations anti-impérialistes en Argentine se sont déroulées aux cris de « A bas la dictature ! ». La classe ouvrière n'était pas confrontée à l'alternative : accompagner le gouvernement ou maintenir sa défiance, mais à la nécessité, dans la lutte anti-impérialiste, d'accroître sa méfiance, de combattre la dictature, comme seul instrument pour pouvoir mener cette lutte anti-impérialiste à la victoire.

Moreno ordonnait un tournant à 180° au PST argentin et les dirigeants de la LIT se faisaient leurs porte-parole à l'échelle de l'Amérique latine. Et comme la politique n'est pas séparée de la méthode, voici comment aujourd'hui la direction de la LIT, la direction du « PST argentin à l'extérieur » et Moreno expliquent leur politique en Argentine.

... et contre la LSR italienne

Dans le journal *Correo Internacional* n° 7 qui vient de sortir en espagnol, nous lisons dans un article de polémique avec la LSR italienne ce qui suit : « La résolution

du comité central italien insiste — très correctement — sur l'importance de maintenir la lutte contre la dictature encore et plus que jamais au cours même du conflit militaire. Sur ce point, nous avons un accord de bases de principe, aussi important que la dénonciation du caractère impérialiste de l'agression anglaise. Celle-ci a été la position du PST argentin et de la direction de la LIT depuis le début du conflit. Cependant, il y a confusion à propos de certaines positions exprimées dans nos rangs qui ouvrent la porte à l'opportunisme à l'égard de la dictature argentine. Nous faisons référence à certaines parties de l'éditorial et du commentaire sur la politique du PST argentin du journal *Convergence socialiste du Brésil* (23-6-1982). Disons tout de suite que ceci est une critique à un aspect partiel de toute la position de *Convergence socialiste*, position sans aucun doute correcte, et nous devons souligner l'activité développée par l'organisation brésilienne en solidarité avec l'Argentine pour la défaite des Anglais. Le journal de *Convergence socialiste* présente la lutte en Argentine comme si, avant le 2 avril, nous étions pour la chute de la dictature, et à partir de la guerre des Malouines, nous étions contre les Anglais, suspendant la lutte pour la chute de la dictature. Après avoir dénoncé le fait que Galtieri prépare la défaite de l'Argentine, l'éditorial de CS critique durement ceux qui ont avancé le mot d'ordre « A bas la dictature » : « Il ne manque pas la 5^e colonne de gauche qui a profité de la guerre pour faire une grande campagne... contre la dictature argentine, exigeant sa chute. »

Disons pour notre part que le PST argentin peut être inclus comme étant à la tête de ce groupe, puisque catégoriquement, « il a profité de la guerre pour faire une grande campagne contre la dictature et exiger sa chute ».

Et ensuite, l'éditorial, à travers un prétendu exemple de lutte contre la dictature à Puerto Argentino, met un signe égal entre « la lutte contre la dictature et pour sa chute, et la capitulation devant les Anglais ».

Pour l'éditorial de *Convergence socialiste*, le PST a eu une politique différente : « Avant c'étaient les seuls qui luttaient ouvertement contre la dictature, maintenant... » (et là, ils citent du journal argentin une série de mots d'ordre contre les Anglais, et aucun mot d'ordre contre la dictature). »

C'est-à-dire, en résumé, que Moreno attribue à la *Convergence socialiste* du Brésil sa propre position que je viens de citer : une politique de capitulation.

Nous ne savons pas encore si la direction de *Convergence socialiste* va une fois de plus, comme elle l'a déjà fait dans le passé, admettre de subir dans son propre corps la politique de la direction de Moreno et faire une autocritique, mais nous espérons que les militants du PST argentin, eux qui savent parfaitement bien l'orientation que la direction extérieure du PST argentin et Moreno lui-même ont donnée à leur combat contre la dictature militaire, les amenant à abandonner la lutte pour l'apparition en vie des disparus, à abandonner le mot d'ordre de « A bas la dictature », vont bientôt exiger des comptes sur la signification de ce soutien à la dictature militaire et sur ce que nous affirmons : les liens entre la scission perpétrée contre « IV^e Internationale (Comité international) » et ce soutien politique à la dictature militaire en Argentine.

En tout cas, si les camarades de la direction de *Convergence socialiste* du Brésil n'exigent pas des comptes de Moreno, les camarades de la direction de la LSR italienne ont eu l'audace, à l'occasion de ce CE de la

(suite de la page 7)

LIT qui se déroule en ce moment, non pas de demander des comptes à Moreno, mais de demander seulement si on pouvait leur donner le bulletin intérieur n° 84, et Moreno leur a répondu :

« Il n'y a jamais eu aucun changement d'orientation de la part du PST argentin, il n'y a aucun BI qui modifie en quoi que ce soit notre orientation, et donc vous êtes ici les porte-parole de calomnieux qui ont lancé une campagne de diffamation contre nous en nous attribuant une orientation qui n'est pas la nôtre. »

Et comme le camarade de la LSR italienne au CE avait l'air de trouver cela un peu léger, Moreno a poursuivi : en ce qui concerne la LSR, son « rôle destructeur », il a fait envoyer une lettre le 14 juillet signée Nicolas, membre du CE de la LIT, au délégué de la LSR italienne au CE qui se déroule en ce moment.

Commentaires sur un matériel... jamais reçu !

Et dans cette lettre dont je vous livre quelques extraits, Moreno a dit, à travers « Nicolas » : « Aux Etats-Unis, malgré mes demandes répétées, je n'ai jamais reçu le matériel de la LSR italienne. Pour cette raison, les commentaires sur ce matériel — que je n'ai jamais reçu — que je ferai par cette lettre sont le produit d'une lecture faite récemment, ces derniers jours : il est même possible qu'il y ait d'autres matériels que je n'aie pas employés parce que je ne les connais pas. Mais je crois qu'en général, cela ne changerait pas mes opinions. »

Et trois paragraphes plus loin, après avoir dit : je n'ai jamais reçu les documents de la LSR italienne, je ne sais pas s'il y a des documents que je connais ou pas, je ne sais donc rien de votre politique, de ce que vous dites, de ce que vous faites, Nicolas explique : « Ma caractérisation de la LSR, c'est que c'est une organisation en crise totale, ce qui se manifeste dans la méconnaissance complète du centralisme démocratique, dans la violation du centralisme démocratique de la LIT trois fois en six mois, dans une dangereuse dynamique vers le centrisme et dans le fait que la LSR se trouve

en crise de direction et d'organisation. »

Et je ne vais pas revenir longuement là-dessus, cette caractérisation lapidaire, sans avoir lu aucun matériel de la LSR italienne, commence par reprocher à la LSR « d'avoir violé le centralisme démocratique de la LIT parce que la LSR a réalisé comme campagne centrale des six derniers mois une campagne en défense de la révolution polonaise ». Les délégués qui le désirent pourront avoir une photocopie de cette lettre.

La première violation du centralisme démocratique qu'on reproche à la LSR italienne, c'est que, contre les décisions de la direction de la LIT qui avait décidé que la campagne prioritaire c'était la campagne de défense de Napuri et ensuite la campagne de défense de l'Amérique centrale, et que la campagne Polonoise était une campagne exclusivement de propagande (parlez-en aux militants emprisonnés de Solidarité !), la LSR italienne, pendant six mois, a développé une campagne de défense de la révolution polonaise.

L'ensemble de ces éléments éclaire la nature de la rupture perpétrée par Moreno contre « IV^e Internationale (Comité international) ».

Parce que « IV^e Internationale (Comité international) » était incompatible avec la défense de la dictature argentine ;

Parce que « IV^e Internationale (Comité international) » était incompatible avec l'absence de lutte pour l'apparition en vie des disparus ;

Parce que « IV^e Internationale (Comité international) » était incompatible avec l'alliance avec la bourgeoisie latino-américaine ;

Parce que « IV^e Internationale (Comité international) » était incompatible avec le sabotage de la révolution polonaise, Moreno avait besoin de casser « IV^e Internationale (Comité international) », d'éviter le regroupement des trotskystes combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale, et pour cela, d'utiliser le prétexte d'une discussion que, par ailleurs, il ne voulait pas mener, à propos du front populaire en France. D'ailleurs, Moreno ne parle presque plus de la situation française — si ce n'est pour calomnier la section française —, il ne se préoccupe plus du front populaire, il a aujourd'hui des choses, comme on le voit, beaucoup plus importantes à faire.



Le 21 juillet 1982, les militants du PCI manifestent devant l'ambassade de Pologne à Paris.

Un coup qui n'a pas renforcé le révisionnisme

Mais, camarades, et cela est très important pour notre conférence, si nous sommes loin de minimiser les coups portés par Moreno, cela de toute évidence n'a rien à voir avec les coups portés par le révisionnisme à la IV^e Internationale en 1951-1953, où la majorité absolue de la IV^e Internationale avait fait bloc avec la direction du SI contre la section française, cela n'a rien à voir avec le coup porté à la IV^e Internationale par le SWP en 1963 en se réunifiant avec le révisionnisme.

Tout d'abord, parce que si ce coup, objectivement, affaiblit les forces qui combattent pour la

reconstruction de la IV^e Internationale, il n'a pas renforcé le révisionnisme. Il ne l'a pas renforcé pour deux raisons : la première, c'est que la crise du SU qui a éclaté en 1979 avec l'exclusion de la FB et de la TLT et qui était l'expression de l'incompatibilité entre trotskysme et révisionnisme se poursuit à l'intérieur du SU.

C'est le cours révisionniste que j'ai signalé qui s'approfondit dans des conditions où même l'aspect d'un semblant d'Internationale qui se réduisait par le passé à sortir des déclarations sur tous les sujets de la lutte des classes, tout en menant une politique ouvertement contradictoire pour chacune de ses sections, aujourd'hui, même cet aspect-là apparaît assez réduit dans la vie du SU. Ce qui prime, c'est par contre l'affirmation ouverte, le refus de discuter de positions politiques profondément contradictoires, parfois antagoniques, mais couvertes par une volonté commune des uns et des autres de masquer ces contradictions.

La deuxième raison, et la plus fondamentale, c'est que non seulement la majorité des organisations de « IV^e Internationale (Comité international) » ont résisté au coup porté contre « IV^e Internationale (Comité international) » par Moreno, défendant les principes de l'Internationale, ses bases politiques et d'organisation, mais que des secteurs très importants qui avaient leur origine dans la FB, qui avaient combattu dans le cadre de la FB le révisionnisme au sein du SU, qui avaient constitué avec le CORQI et la TLT « IV^e Internationale (Comité international) », des secteurs importants donc de la FB et défendant les acquis historiques de la FB, défendant son caractère trotskyste, défendant le caractère de principe du regroupement opéré entre les trois composantes, ont résisté à l'entreprise de Moreno. Certains d'entre eux et non des moindres se trouvent aujourd'hui dans cette conférence ; d'autres qui ne se trouvent pas encore dans nos rangs, nous espérons les trouver bientôt au vu de la résistance qu'ils exercent au cœur de la LIT même, et nous avons pu par ailleurs réduire au strict minimum les dommages causés par la scission perpétrée par Moreno.

Le seul cadre permettant la libre discussion politique

Précisément, cela renforce encore plus la nécessité d'ouvrir très largement la discussion politique sur l'ensemble des problèmes en cause.

Et dans les réponses apportées précisément à la tentative de Moreno, cela a entraîné de notre part la nécessité d'approfondir l'ensemble des questions qui ont été soulevées par Moreno à tort et au profit du révisionnisme, et de faire la démonstration dans le cadre de cette conférence et dans les tâches qui vont suivre cette conférence que précisément le seul cadre existant aujourd'hui permettant la libre discussion politique des véritables problèmes de la crise de la IV^e Internationale pour agir dans la fidélité au programme de la IV^e Internationale pour la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est celui que nous sommes en train de nous donner, que nous nous sommes donné dans le combat contre Moreno, et qui devra se poursuivre à partir de cette conférence internationale par la défense internationale dans une même organisation des principes de la IV^e Internationale, de son programme, de sa méthode, des thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale et sa continuité et de la méthode de la démocratie que nous avons exprimée dans le respect du centralisme démocratique bolchevique.

Ce qui est la tâche que nous venons de nous assigner dans le combat de reconstruction de la IV^e Internationale, dans le respect des normes que nous établissons nous-mêmes librement pour avancer dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale indissolublement liée à la reconstruction du centralisme démocratique à l'échelle internationale, seul cadre, je le répète, permettant cette libre discussion des véritables problèmes, permettant d'avancer dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Quelques-unes des publications des organisations membres de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».



Résolution sur le moment de la situation mondiale

Cette résolution s'inscrit dans la continuité de l'analyse de la situation internationale faite dans les documents élaborés par « IV^e Internationale (Comité international) ». Elle n'a pas pour objet de revenir sur l'analyse d'ensemble de la période et des grandes tendances qui s'y affirment, mais de définir certains des aspects les plus caractéristiques du « moment » de la situation mondiale.

En mai 1981, le conseil général de « IV^e Internationale (Comité international) » adoptait unanimement une résolution sur la situation mondiale qui dégagait les aspects suivants :

— que le contenu de la situation mondiale était avant tout dominé par le développement de l'action mondiale du prolétariat et par les conséquences de la crise économique mondiale qui, du fait des rapports mondiaux entre les classes, impulsaient la marche en avant du prolétariat mondial ;

— dans ce cadre, la résolution soulignait la place toujours occupée par les éléments qui avaient été au centre de l'analyse faite par la conférence mondiale en décembre 1980 : la révolution politique en Pologne, dont le développement et l'approfondissement se poursuivaient, la situation révolutionnaire en Amérique centrale où l'« impérialisme américain n'avait pu réaliser l'objectif qu'il s'était fixé, écraser la lutte révolutionnaire des masses salvadoriennes » ;

— revenant sur la politique de l'impérialisme américain, elle caractérisait la signification de l'élection de Reagan comme une « tentative de redonner, à l'échelle mondiale, une orientation cohérente à la politique de l'impérialisme américain » ;

— le conseil général adoptait — également à l'unanimité — une résolution sur la signification des élections françaises.

QUINZE mois plus tard, quels sont les traits qui caractérisent les développements de la lutte des classes qui se sont produits pendant cette période marquée par des événements considérables : en Grèce, l'approfondissement de la crise de domination de classe de la bourgeoisie avec l'avènement du PASOK au gouvernement comme conséquence de la défaite que les masses travailleuses ont infligée à la bourgeoisie et à son parti, la « Nouvelle démocratie », aux élections d'octobre 1981 ; le coup d'Etat militaire en Turquie, la déstabilisation de la dictature au Brésil et la montée de la classe ouvrière exprimée dans le développement du Parti des travailleurs, l'approfondissement de la révolution politique en Pologne à laquelle la bureaucratie a répondu préventivement par le coup de force de Jaruzelski qui s'est avéré incapable d'avoir raison de la résistance révolutionnaire des masses, la continuation de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme des masses opprimées d'Amérique centrale, la crise ouverte de la dictature argentine et l'agression impérialiste dans l'Atlantique Sud, la signification des élections régionales en Andalousie du point de vue de la crise irréversible de la monarchie franquiste, l'opération visant au génocide du peuple palestinien engagée par l'Etat sioniste avec l'appui de l'impérialisme américain ne sont que quelques-uns des exemples que l'on pourrait citer.

La récente réunion des représentants des pays les plus industrialisés, le « sommet de Versailles », s'est tenue dans les conditions les plus critiques connues par le système impérialiste mondial et par l'« ordre international » établi en coopération avec la bureaucratie stalinienne à la fin de la guerre. Sur tous les terrains, qu'il s'agisse de la mobilisation du prolétariat et des développements révolutionnaires, de la crise politique généralisée des régimes bourgeois, des « relations internationales » marquées par des conflits armés, de ce qu'on appelle pudiquement le désordre monétaire et en définitive de la situation économique dans son ensemble, ce sommet s'est tenu dans un contexte de crise aiguë.

Le taux d'inflation qui continue à ravager tous les pays capitalistes avancés se maintient dans la zone de 15-20 % annuels — pour ne pas parler des taux astronomiques atteints dans les pays industriellement arriérés et dominés par l'impérialisme. Les modestes reculs constatés aux USA et en RFA (d'ailleurs accompagnés d'un développement très rapide du chômage) ne modifient pas la tendance générale et n'ont rien de durable. La dépréciation générale des monnaies s'accompagne d'une montée relative en flèche du dollar, conséquence de la politique des taux d'intérêts pratiquée par les USA qui déséquilibre les échanges internationaux.

30 millions de chômeurs

Le nombre de chômeurs dans les seuls pays industrialisés atteint 30 millions (en Angleterre, il a d'ores et déjà dépassé le « record » établi lors des années 1930). Ce sont à l'échelle mondiale, aussi bien aux USA qu'en Europe, des régions qui sont durablement sacrifiées, tandis que dans les pays économiquement arriérés, des pans entiers de l'industrialisation des dernières années, déterminée non par l'établissement d'un marché national mais par les besoins de l'impérialisme, s'effondrent.

Les porte-parole et les économistes de la bourgeoisie ne prévoient aucune amélioration fondamentale de la situation bien qu'ils en appréhendent les conséquences : « Il est hors de doute que l'existence simultanée d'une vive inflation et d'un chômage important constitue un mélange explosif si on laisse cette situation durer et empirer », expliquait en juin 1981 le président de la Bundesbank. Or, cette situation dure et elle empire.

Au sommet de Versailles, une fois de plus, la position dominante de l'impérialisme américain s'est manifestée et les rapports de force entre les différents impérialismes se sont traduits dans les conclusions

auxquelles elle a abouti. Mais cela dans des conditions qualitativement différentes de celles existant lors du début des années 1970, lors de la décision prise par Nixon de non-convertibilité du dollar liquidant le cadre existant depuis les accords de Bretton-Woods et lors des initiatives de Kissinger pour qui « 1973 devait être l'année de l'Europe ».

A cette époque encore, bien que tout le cours suivi par la politique de l'impérialisme américain conduise à la situation actuelle, la défense prioritaire de ses propres intérêts par l'impérialisme américain — y compris aux dépens de ses partenaires et rivaux — n'entraîne pas dans la même contradiction ouverte avec les besoins de chaque impérialisme que ce n'est le cas aujourd'hui. Et l'impérialisme américain n'était pas pris à la gorge avec la même intensité qu'actuellement par la crise mondiale du système impérialiste, dont sa puissance ne l'émancipe pas.

Ces éléments nouveaux, qui ont mûri en particulier dans les deux dernières années, nous rapprochent d'un nouveau seuil qualitatif dans la dislocation du marché mondial et la division internationale du travail par rapport auquel la décennie passée aura constitué une transition dans la matérialisation des facteurs de désintégration de l'équilibre rétabli après-guerre et de ruine de la « prospérité » (c'est-à-dire de la période d'une nouvelle accumulation du capital fondée sur un développement sans précédent des dépenses parasitaires et d'abord des dépenses d'armement).

Il n'est pas possible d'expliquer le cours actuel de la crise économique comme étant la simple réalisation d'une crise cyclique. De la fin des années 1960 à aujourd'hui, le développement se poursuit dans le même sens : celui de la marche à la dislocation du marché mondial. Ce n'est qu'au niveau d'une description superficielle que l'on peut parler d'une première récession (1974-1975) et d'une seconde (1980-1982). Quel « boom » sépare ces deux « récessions » ? Les limites de la « reprise » qui les unit, malgré le nouvel appel massif à des dépenses improductives (notamment le développement des budgets d'armements), c'est que celles-ci parviennent à jouer le rôle de « ballons d'oxygène » passagers mais ne permettent pas une relance de l'économie.

En d'autres termes, ce que l'on constate c'est l'épuisement des effets des moyens jusqu'alors utilisés pour assurer la marche du système capitaliste ; plus encore c'est le fait que le résultat accumulé sur des décennies de recours au parasitisme se solde aujourd'hui par la menace d'un écroulement sans précédent dont nous vivons encore les prémices.

Ce qui se manifeste de plus en plus directement, c'est l'impasse du mode de production capitaliste dans des conditions où les facteurs mêmes qui lui ont donné un sursis constituent aujourd'hui des facteurs catastrophiques d'accentuation de sa crise.

La situation de la plus forte puissance impérialiste, les Etats-Unis, en est tout particulièrement une expression. La clé de la politique de Reagan n'est bien évidemment pas à

chercher dans une idéologie « libérale » ou « monétariste » mais dans la nécessité pour le capitalisme américain de faire face — à son échelle — aux mêmes maux que ceux qui assaillent tous les Etats impérialistes. Ce n'est que dans ses dimensions que les plans d'austérité de Reagan diffèrent de ceux que, partout, tous les gouvernements bourgeois tentent de mettre en place.

La puissante économie américaine apparaît comme écrasée par un monstrueux endettement public et privé (ce dernier ayant plus que septuplé dans les trente dernières années, tandis que la dette publique a été multipliée par 4,5).

Comme le constate un économiste américain, « la superstructure financière de l'économie est tout à fait hors de proportion avec la croissance léthargique de l'infrastructure productive et de la formation de capital réel ». En d'autres



Ronald Reagan au « sommet » de Versailles.

termes, les investissements spéculatifs et non productifs, les dépenses parasitaires sont de plus en plus le moteur de la réalisation du profit. Les capacités productives dans l'industrie ne sont utilisées en moyenne qu'aux deux tiers. La production industrielle baisse (de 10 % en un an, de février 1981 à février 1982). Le taux de chômage atteint environ 9 % tandis que l'inflation se maintient à 8 - 9 %. Les faillites se multiplient. Un fantastique accroissement des dépenses militaires (un tiers du budget global) n'a pas dégrappé la machine. A tout moment une dislocation du marché financier peut se produire.

Les objectifs annoncés par Reagan étaient la « réactivation » de l'économie par le rétablissement de meilleures conditions de profit, le stoppage de l'inflation et la diminution de la dette publique, le retour à un équilibre budgétaire.

En réalité, en dehors de la réalisation partielle — et insuffisante du point de vue des besoins du capitalisme américain — d'un vaste ensemble de mesures anti-ouvrières qui ont commencé à provoquer une

mobilisation de la classe ouvrière, ce plan est resté à l'état de projet. Le grand expert du « monétarisme », Milton Friedmann, est amené à faire part de sa perplexité qui ne fait que révéler l'effroi de la classe dominante devant la marche irréversible à la catastrophe.

Accentuation et accélération de la marche à la dislocation du marché mondial

La défense du dollar — par sa non-convertibilité en or depuis 1971 — signifiait certes permettre à l'impérialisme américain l'exporta-

tion de sa crise vers ses partenaires et rivaux plus faibles, mais le maintien artificiel du dollar était indispensable au fonctionnement mondial de l'économie capitaliste. Cela reste vrai, mais le moyen employé — la politique américaine des hauts taux d'intérêts — se retourne en son contraire dans la mesure où elle précipite la désarticulation des échanges à l'échelle mondiale et la menace d'effondrement de pans entiers de l'économie mondiale.

Les nécessités spécifiques de l'impérialisme américain, pivot et cœur du système impérialiste mondial, entrent aujourd'hui en contradiction avec les intérêts des autres impérialismes sous une telle forme que, bien que tous les gouvernements bourgeois soient conscients du fait qu'une relative stabilité de l'impérialisme américain leur est indispensable, ils sont contraints — dans les limites fixées par la prééminence de l'impérialisme américain et par la période — de mener une lutte pour la vie dont les conséquences sont de plus en plus difficilement contrôlables. Une sauvage

(suite de la page 9)

guerre commerciale, portant non seulement sur l'exportation des capitaux, mais aussi sur celle des marchandises est engagée, qui oppose non seulement les USA au Japon et aux impérialistes européens, mais ceux-ci entre eux.

L'accentuation de la marche à la dislocation du marché mondial affecte, sous une forme spécifique, l'économie de l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS et de tous les Etats ouvriers bureaucratiques dont la dépendance à l'égard du marché mondial structuré sur la base des rapports de production capitalistes, est renforcée. Il sera revenu plus loin sur ce point.

Les nécessités contraignantes de la situation imposent à toutes les bourgeoisies une politique « sociale » dont l'axe est identique quels que soient les gouvernements en place, une attaque forcenée contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des masses laborieuses dans leur ensemble, une remise en cause des acquis et des conquêtes ouvrières. Elle implique aussi l'offensive de la bureaucratie parasitaire, dans tous les pays où elle détient le pouvoir politique, contre la classe ouvrière.

La contradiction majeure qui marque la tentative de réalisation de tous ces plans, c'est que leur accomplissement implique que des défaites décisives soient infligées à la classe ouvrière, que ses organisations de classe soient détruites. Or — quelle que soit la forme du régime —, ils sont mis en avant dans une période marquée par le développement de la lutte de la classe ouvrière mondiale, par son initiative, par des rapports de force défavorables à l'impérialisme dans le cadre desquels l'aggravation de la crise stimule la résistance ouvrière, ce qui n'exclut ni que des coups lui soient portés, ni qu'elle connaisse des reculs.

La réalité des rapports entre les classes...

C'est la réalité des rapports entre les classes fondamentales à l'échelle de la planète et l'irréversible déclin du mode de production capitaliste qui est à la racine de l'incapacité de l'impérialisme — et d'abord de l'impérialisme américain — à maîtriser la situation et par là même à redonner à sa politique mondiale contre-révolutionnaire une véritable cohérence. Ce sont ces mêmes facteurs fondamentaux qui conduisent la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties contre-révolutionnaires à resserrer leurs liens avec l'impérialisme, tout en minant en même temps le terrain même de la « coexistence pacifique ».

Lorsque le programme de fondation de la IV^e Internationale, le *Programme de transition*, analyse les « prémisses objectives de la révolution socialiste » au travers d'un examen concret de la situation existant à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, après avoir dressé un bilan des conséquences de « la crise sociale de tout le système capitaliste », il constate que le « tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect ».

Certes, des différences fondamentales existent entre la situation de 1938 et celle de 1982. Le déclin de l'impérialisme se développait alors dans une situation marquée par les défaites successives (« les plus grandes défaites » de l'histoire du prolétariat, comme le soulignait Trotsky), tandis qu'aujourd'hui, la situation est non seulement mar-

quée par l'initiative et l'action du prolétariat mondial, mais par le fait que toutes les conquêtes arrachées par lui dans les quarante dernières années forment un constituant central de l'aggravation de la crise du système impérialiste. D'autre part, il est évident que dans le cadre de la période historique présente, les besoins de la coalition contre-révolutionnaire et la suprématie de l'impérialisme américain interdisent toute tentative de repartage mondial par les armes entre les grandes puissances impérialistes.

Mais l'état critique des « relations internationales » indique comment on arrive à un moment où le « déclin capitaliste » a conduit à une situation qui met en cause la capacité de l'impérialisme à contrôler la situation. Au moment où se réunissait le sommet de Versailles, éclataient ou se développaient des conflits armés qui, soit par leur existence même, soit dans les conséquences de la manière dont ils se développaient, constituaient des éléments de déstabilisation du système impérialiste.

...en Amérique latine...

L'agression impérialiste britannique contre l'Argentine au sujet des Malouines est, de ce point de vue, particulièrement significative. Le déclin particulier de l'impérialisme britannique lui interdisait d'accepter le fait accompli de la réintégration des îles Malouines dans le territoire argentin. Ce refus correspondait en un sens aux intérêts de toutes les puissances impérialistes car l'initiative du gouvernement argentin créait un précédent inacceptable, ce qui explique le soutien que toutes les puissances impérialistes ont donné à l'Angleterre dans cette affaire.

Il demeure que le déclenchement d'une véritable guerre entre l'Angleterre et l'Argentine était radicalement contraire aux nécessités d'une stratégie cohérente, commandée par la place centrale de l'impérialisme américain. Elle opposait le gouvernement impérialiste qui constitue l'un des plus sûrs soutiens de Reagan en Europe et l'une des dictatures militaires les plus étroitement subordonnées à l'impérialisme américain et qui tenait un rôle essentiel dans la stratégie de l'impérialisme sur tout le continent latino-américain.

L'impérialisme américain n'a pu tout d'abord empêcher l'initiative militaire du gouvernement Galtieri, avant tout provoquée par sa situation face à la montée du mouvement des masses argentines contre elle. Puis, malgré ses interventions répétées, il n'a pu prévenir la transformation du conflit en une véritable guerre. Il a ainsi été amené, contraint à intégrer à sa propre politique les contradictions d'un autre impérialisme, à remettre en cause tout son dispositif en Amérique latine. Apportant jusqu'au bout son soutien à l'Angleterre dans le conflit armé, il s'est montré incapable non seulement de prévenir le mûrissement d'une crise explosive en Argentine, mais il a contribué à préparer de puissantes explosions sociales et politiques dans toute l'Amérique latine.

La place particulière du gouvernement Thatcher et celle de la dictature militaire argentine peuvent se mesurer au fait que cette dernière avait envoyé au Salvador des spécialistes de la lutte anti-subversive et que le gouvernement Thatcher avait été le seul gouvernement européen à cautionner les élections salvadoriennes par la présence d'un observateur. Les conséquences de la guerre des Malouines se combinent avec l'incapacité de l'impérialisme amé-

ricain à écraser ou à faire refluer la montée révolutionnaire en Amérique centrale, malgré les coups qui lui ont été portés, ce qui, avec le développement de la révolution politique en Pologne et la résistance révolutionnaire du peuple polonais depuis le coup de force de Jaruzelski, constitue l'un des événements majeurs de la lutte des classes mondiale dans ce moment particulier.

Amorcée dans les derniers mois de la présidence Carter, la politique poursuivie par Reagan à l'égard du Salvador consistait à la recherche, par la combinaison des moyens militaires (aide directe à la junte) et politiques (élections), de l'écrasement de la lutte révolutionnaire des masses opprimées du Salvador, s'appuyant sur l'aide que lui fournissait la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de Castro.

Mais à partir de la révolution nicaraguayenne et de l'activité des masses au Salvador, malgré le caractère sanglant de la répression, c'est à l'échelle de toute l'Amérique centrale que s'est imposée une situation révolutionnaire. L'organisation d'élections au Salvador et au Guatemala a eu l'effet contraire de ce qui était recherché : loin d'affermir les régimes en place et de leur donner une façade de légitimité, elles se sont soldées — du fait de la lutte des masses — par une crise aggravée de ces régimes, par l'absence dans les conditions actuel-



Le 15 juin, 40 000 travailleurs et jeunes qui manifestent devant la Maison-Rose (le siège du gouvernement) aux cris de « Elle va finir, la dictature ! », « Vous n'avez du courage que pour tirer sur le peuple ! », sont violemment dispersés par la police.

les de toute possibilité d'une « négociation ».

L'intensification à partir de là de l'action militaire et de l'intervention de l'impérialisme, la pression sur le Nicaragua allant jusqu'au soutien d'opérations armées à partir du Honduras, ont abouti, comme le constatent des commentateurs américains, à unifier les différentes zones de guérilla en une seule guerre centro-américaine, à stimuler la radicalisation en cours au Nicaragua et à imposer au gouvernement du FSLN de s'engager dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

...et au Moyen-Orient

Si l'on se tourne vers le Moyen-Orient, où aucune véritable stabilisation n'a pu être rétablie depuis le déclenchement de la révolution iranienne, la sauvage agression israélienne au Liban, en dépit des coups qu'elle porte à la révolution palestinienne, ouvre la voie à de nouvelles convulsions.

Certes, l'entrée en force des armées israéliennes au Liban avec comme but avoué de briser les reins du mouvement national palestinien s'est faite avec l'aval et l'appui de l'impérialisme américain, face à la situation existant dans la région et plus particulièrement à l'action des masses palestiniennes dans les frontières mêmes d'Israël et dans les territoires occupés.

Mais, comme l'établit la résolution particulière consacrée au Moyen-Orient, l'impérialisme ne peut s'appuyer seulement sur Israël comme garant de sa domination dans la région, et, dans la mesure où le gouvernement Begin (du fait de la situation internationale et de la situation dans la région) ne peut aller au bout de sa politique d'extermination du peuple palestinien, la situation qui se développe menace les fragiles équilibres sur lesquels reposent tous les Etats de la région.

Le rebondissement du conflit entre l'Irak et l'Iran ajoute considérablement à cette instabilité. La guerre irako-iranienne, commencée comme une opération où l'impérialisme utilisait en fait l'Irak contre la révolution en Iran, est maintenant entrée dans une nouvelle phase dont les conséquences sont aujourd'hui imprévisibles mais dont il est certain qu'elle sape les fondations de l'« ordre » très relatif dans la région.

Ses développements mettent bien évidemment en péril le régime de

pouvoir politique est usurpé par des bureaucraties contre-révolutionnaires (Etat ouvrier dégénéré, Etats ouvriers bureaucratiques dès l'origine). Mais la révolution politique ne constitue pas seulement la matérialisation directe, pour le pouvoir et les privilèges de ces bureaucraties, de la révolution prolétarienne. Le développement de la révolution politique est aussi un élément central dans l'aggravation de la situation de l'impérialisme, à la fois comme composante de la montée révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale et comme facteur tendant à la dislocation du cadre au sein duquel opère la « coexistence pacifique ».

Le processus de la révolution politique

Le processus de la révolution politique n'est pas un « effet second » ou une « conséquence ». La révolution politique est une composante active du mouvement organiquement unifié du prolétariat mondial dans sa marche à la révolution. La révolution politique, dans son contenu, est, dans les pays où le capital a été exproprié et l'Etat

Sadam Hussein avec tout ce que signifierait son effondrement, mais ses résultats en Iran même — où malgré la violence contre-révolutionnaire du régime Khomeini, le processus de reconstruction d'un Etat bourgeois quelque peu stable n'a pas pu être mené à bien — sont incontrôlables.

Sur tous les plans, l'impérialisme est amené à réagir à une multiplication de crises qui sont toutes des expressions de la crise généralisée de l'ordre mondial établi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et dont le cadre se maintient, bien que ses fondations mêmes soient minées.

La seule cohérence de sa politique mondiale est donnée par son axe contre-révolutionnaire, par la nécessité où il est placé partout, même lorsque la situation lui est particulièrement défavorable, d'entreprendre — ou de tenter — des attaques de grande ampleur contre les positions occupées par la classe ouvrière et les masses opprimées, nourrissant en retour la mobilisation de celles-ci contre sa domination.

Cette instabilité généralisée, elle vaut aussi pour l'ensemble des pays où le capital a été exproprié et où le

bourgeois détruit mais où règne une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire — agence de l'impérialisme —, l'expression de la révolution prolétarienne internationale. Le développement de la révolution politique en Pologne place le prolétariat polonais non seulement à l'avant-garde du mouvement des masses d'Europe de l'Est, d'URSS et de Chine contre la bureaucratie, mais à l'avant-garde du combat du prolétariat mondial, aux côtés en particulier des masses exploitées et opprimées d'Amérique centrale et de la révolution palestinienne.

La crise des régimes bureaucratiques procède de la crise de l'impérialisme parce que la domination de la bureaucratie est organiquement fondée sur le maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale. C'est la base objective de la « coexistence pacifique » qui n'est pas une coopération harmonieuse, mais l'expression de la subordination de la bureaucratie à l'impérialisme dans le cadre de leur alliance contre-révolutionnaire.

L'affaiblissement social et politique de l'impérialisme, la marche à la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail ne renforcent pas la bureaucratie. Elles la rendent plus vulnérable

à la matérialisation directement dirigée contre son pouvoir de la marche à la révolution prolétarienne : la révolution politique. Elles conduisent au resserrement de ses liens de subordination à l'égard de l'impérialisme, dans le même temps où la situation de l'impérialisme pousse inexorablement celui-ci à œuvrer à la réalisation de ses propres fins qui, en dernière instance, visent à la restauration de la propriété privée des moyens de production, donc à la destruction des bases sur lesquelles repose la bureaucratie.

Que, dans ces deux dernières années, la « coexistence pacifique » ait continué à opérer est indéniable : la véritable coordination des initiatives de l'impérialisme et de la bureaucratie face à la révolution polonaise, le rôle de la bureaucratie du Kremlin, en particulier par l'intermédiaire du gouvernement cubain et de sa pression sur le FSLN (par exemple, le gouvernement de Managua avait reconnu la junte salvadorienne), sa complicité ouverte face à l'invasion du Liban en donnent quelques exemples, tout comme la politique dans chaque pays des agences nationales de l'appareil stalinien international.

La pression de l'impérialisme

Mais il est nécessaire de dégager quelques-uns des aspects qui, de ce point de vue, constituent le moment présent. L'impérialisme — et tout d'abord l'impérialisme américain — exerce une pression accrue sur les bureaucraties et en particulier sur la bureaucratie du Kremlin, pression accrue dont les bases sont données par l'impasse de la gestion bureaucratique, par la subordination croissante des économies d'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiques — y compris la Chine — à l'économie mondiale structurée sur la base des rapports de production bourgeois, sur le développement de la révolution politique.

L'un des moyens de cette pression est l'intensification de la course aux armements. La production massive de moyens de destruction, volant nécessaire d'entraînement de l'économie capitaliste (au sein de laquelle elle introduit d'ailleurs de nouvelles contradictions) est pour l'économie de l'URSS un fardeau intolérable. Si aujourd'hui, cette réalité s'aggrave considérablement, ce n'est pas seulement le résultat de la croissance des budgets d'armement aux USA, mais aussi l'essoufflement de l'économie de l'URSS dont le développement est de plus en plus lié au marché mondial avec lequel elle ne pourrait opérer une jonction harmonieuse que par la révolution prolétarienne internationale.

Toutes les analyses des économistes bourgeois — et les déclarations des représentants de la bureaucratie — se rejoignent pour constater qu'en URSS, le taux de

croissance diminue rapidement, passant d'une moyenne de 6 % dans les années 1950 à une moyenne de 3,1% entre 1976 et 1979. Si les dépenses militaires auxquelles l'impérialisme accule la bureaucratie continuent à croître au rythme actuel (7 % de taux de croissance en 1981), cela excède largement le taux de croissance.

Ce déséquilibre qui va croissant ne peut trouver de « solution » que dans un renforcement de la pénurie, ce qui signifierait se heurter frontalement à la classe ouvrière. Or, l'insistance, lors du XXVI^e Congrès du PCUS, mise sur la « priorité » à la consommation révèle précisément, dans les conditions créées par l'éclatement de la révolution politique en Pologne, la crainte devant la classe ouvrière. La combinaison de ces facteurs entraîne un renforcement de la dépendance à l'égard de l'impérialisme, à un double niveau : dépendance technologique accrue, nécessité de développer les emprunts.

La politique de l'impérialisme américain, telle qu'elle a été réaffirmée notamment au sommet de Versailles, n'est pas d'aboutir à un « blocus » total de l'Union soviétique. Les faits parlent d'eux-mêmes : les échanges entre l'URSS et les USA ont augmenté de 50 % en 1981, même si l'état des interdictions se resserre.

Au-delà de l'aspect « règlement de comptes » avec ses partenaires et rivaux impérialistes plus faibles, c'est-à-dire la volonté de l'impérialisme US de préserver ses intérêts spécifiques dans le cadre du « commerce Est-Ouest », il s'agit pour l'impérialisme d'assurer un contrôle politique plus efficace du moyen de pression sur l'URSS et ses satellites que représente la dépendance de son économie vis-à-vis du marché mondial.

Ce que vise l'impérialisme américain, c'est à obtenir de la bureaucratie de nouvelles concessions quant à l'ouverture de marchés et quant au contrôle de ses investissements. C'est l'un des aspects principaux de la « négociation globale » que l'impérialisme amorce avec la bureaucratie et qui rejoint la discussion sur les armements stratégiques et leur contrôle. L'impérialisme américain, depuis les premières discussions de ce type avec Khrouchchev, poursuit inexorablement le même objectif : lier la question des armements stratégiques à celle de leur contrôle et de leur vérification sur place.

Il ne s'agit pas d'une question simplement « militaire », mais elle est liée au contrôle des investissements, à l'ouverture d'une brèche dans les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre, et c'est ce qui est aujourd'hui au cœur des discussions entre représentants de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Ce qu'est la stratégie de l'impérialisme américain à cet égard a été parfaitement formulé, lors de la décision de la construction de la bombe à neutrons, par C. Weinburger, le secrétaire d'Etat américain à la Défense : « Nous arriverons à ces négociations en position forte, ce

qui est essentiel pour obtenir un résultat effectif. » (10 août 1981), faisant écho à la déclaration de Haig du 11 juillet selon laquelle l'URSS devra accepter « les mesures de vérification nécessaires pour des limitations plus ambitieuses ». C'est cette même ligne qui sera maintenue dans les entretiens Haig-Gromyko de septembre 1981 et de janvier 1982 (après le coup de force de Jaruzelski et dans les négociations Salt de juin 1982).

La fonction restaurationniste de la bureaucratie comme caste (malgré les contradictions existant en son sein et que sa crise amplifiera), son rôle contre-révolutionnaire d'agence de l'impérialisme, de courroie de transmission de sa pression au sein de l'Etat ouvrier, se manifeste ainsi directement en rapport avec les bases sociales fondées sur l'expropriation du capital en URSS même, tandis que son rôle contre-révolutionnaire et celui des autres bureaucraties — à l'échelle mondiale — s'exprime dans sa politique acharnée de défense de l'ordre bourgeois partout où il est menacé.

L'impérialisme combine sa pression militaire et diplomatique sur l'URSS et les Etats ouvriers bureaucratiques avec une véritable politique d'assistance — qui renforce ses moyens de pression et rend la bureaucratie de plus en plus vulnérable à celles-ci. Cette combinaison se fait sur un même axe : prévenir les explosions ouvrant de nouveaux processus de révolution politique et œuvrer à la pénétration capitaliste dans ces pays.

Le contenu de la coopération entre l'impérialisme et la bureaucratie

Ce n'est pas principalement pour éviter les conséquences, qui pourraient être sérieuses pour les économies capitalistes, d'une situation de banqueroute dans un ou plusieurs pays de l'Europe de l'Est que l'impérialisme aménage, renégocie emprunts et paiements des intérêts, c'est aussi comme arme politique contre la révolution prolétarienne mondiale exprimée dans la montée de la révolution politique. Il précise en même temps ces conditions, les liant à un « assainissement » de l'économie des pays les plus endettés (Pologne, Roumanie), c'est-à-dire à l'application des réformes décidées par le pouvoir bureaucratique contre la classe ouvrière.

Mais — et là se matérialisent les rapports mondiaux entre les classes ainsi que la force du prolétariat dans les pays où le capital a été exproprié — la tentative d'appliquer ces plans nourrit puissamment la marche à la révolution politique. On le sait, c'est l'application de ces plans, c'est-à-dire l'alignement des conditions de fonctionnement de l'économie polonaise sur les nécessités de sa subordination au marché mondial qui a entraîné les hausses massives des prix et le blocage des salaires, conduisant aux explosions révolutionnaires de 1970-1971 et de 1976, aboutissant au déclenchement de la révolution politique à partir d'août 1980. En se dressant pour défendre leurs revendications les plus élémentaires, en refusant de voir se détériorer encore plus leurs conditions de vie et de travail, les travailleurs se dressent pour défendre les rapports de propriété issus de l'expropriation du capital.

La coopération contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale entre l'impérialisme et la bureaucratie se poursuit dans un cadre de plus en plus contraignant pour la bureaucratie et repose en même temps, du fait du développement international

de la lutte des classes, sur un terrain de plus en plus instable.

Comme nous le soulignons déjà en mai 1981, le contenu de cette « coopération » n'est pas seulement que la bureaucratie laisse les « mains libres » à l'impérialisme dans ses entreprises contre-révolutionnaires. Il doit au contraire y concourir activement, et cela s'est manifesté, face à la montée de la révolution en Amérique centrale, par la politique de l'impérialisme américain à l'égard de Cuba. Il ne s'agit pas d'une question « régionale » mais d'un processus de contenu mondial où se conjuguent les lignes de force de la situation mondiale.

L'intervention militaire directe de l'impérialisme dans la région, le déchaînement d'opérations contre-révolutionnaires s'accompagnent de la nécessité pour la bureaucratie du Kremlin de participer à l'isolement des luttes révolutionnaires en Amérique centrale. La politique de l'impérialisme américain à l'égard de Cuba illustre cette réalité. Elle combine une intense pression, un chantage au renforcement du blocus, avec la reprise d'initiatives diplomatiques, notamment au travers du gouvernement mexicain.

En fait, l'impérialisme américain se refuse à considérer le gouvernement castriste comme un « interlocuteur valable » au sens plein du terme. L'alignement strict de Cuba sur ses exigences est une demande adressée avant tout à la bureaucratie du Kremlin. L'Etat ouvrier bureaucratique cubain est étroitement dépendant politiquement, économiquement et financièrement de l'URSS — ce qui ne veut pas dire que les intérêts de la bureaucratie cubaine coïncident sur tous les points avec ceux du Kremlin.

Mais, par sa dénonciation de la révolution politique en Pologne, sa justification anticipée d'une intervention militaire du Kremlin, son soutien au coup de force de Jaruzelski comme par sa politique à l'égard du développement de la révolution en Amérique centrale située dans le cadre de la coexistence pacifique, la bureaucratie cubaine a témoigné du fait qu'elle ne peut développer une politique indépendante.

Ce qui s'exprime dans la situation présente des régimes bureaucratiques, c'est le fait que le développement de la lutte entre les classes fondamentales mine les bases de l'existence des bureaucraties, de leur pouvoir et de leurs privilèges. C'est là une donnée générale du développement de la situation internationale depuis des années. Mais au moment présent, le degré atteint par les processus de la révolution politique (la signification de l'échec patent de Jaruzelski) et les exigences de l'impérialisme tendent à aboutir à un seuil de rupture à partir duquel des crises ouvertes et explosives peuvent à tout moment éclater au sein des régimes bureaucratiques et précipiter le cours de la révolution politique en URSS même.

Polarisation accrue entre révolution et contre-révolution

La ligne directrice de la marche des événements, c'est l'activité des masses, le mouvement ascendant du prolétariat mondial. C'est la poursuite, certes différenciée, irrégulière, intégrant des coups d'arrêt et des reculs, mais sur une même ligne ascendante de ce mouvement, qui constitue l'axe du développement de la situation mondiale.

Ainsi, par exemple, l'agression impérialiste britannique contre l'Argentine et son succès militaire

constituent non une conclusion mais le prélude de crises d'ampleur considérable dans toute l'Amérique latine d'ores et déjà ouvertes par les phénomènes de dislocation de la dictature militaire argentine non comme une conséquence automatique de la défaite militaire, mais du fait de l'irruption des masses dans la situation créée par la réoccupation par les forces britanniques des îles Malouines (manifestation du 15 juin).

Et la manifestation du 15 juin elle-même ne surgit pas du vide : elle est l'aboutissement de tout un processus de mobilisation contre l'impérialisme et la dictature qui n'a pas pour point de départ la décision de Galtieri au sujet des Malouines, mais l'intensification de la lutte de la classe ouvrière contre la dictature aboutissant à la manifestation de Buenos Aires du 30 mars.

Les exemples pourraient être multipliés. Indépendamment même du fait que cela entraînerait des développements dépassant les limites d'une résolution de ce type, ils auraient un aspect arbitraire car il faudrait en fait décrire la situation dans tous les continents, analyser les expressions concrètes de l'actuel développement de la lutte des classes mondiale dans la lutte dans chaque pays. En effet, l'un des traits les plus frappants de la période de la lutte des classes dans laquelle nous sommes engagés et qui s'affirme avec d'autant plus d'intensité que se développent tous les éléments constitutifs de cette période, c'est l'étroite imbrication de la lutte des classes dans chaque pays, le caractère particulièrement dense par lequel s'affirme l'unité mondiale de la lutte des classes.

Pas plus que la ligne directrice de la marche des événements ne signifie, répétons-le, que le développement de ceux-ci suit un cours unilatéral, ni que la multiplication de situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires n'empêche l'émergence de situations contre-révolutionnaires, cette constatation ne veut pas dire que la situation dans chaque pays ne serait qu'un décalque de la « situation mondiale ». Elle signifie qu'au travers de conditions concrètes qui sont précisément la matérialisation différenciée de processus mondiaux, se manifestent dans chaque pays les traits distinctifs de la situation actuelle.

Une situation marquée par une intense polarisation des forces de classe à l'échelle internationale et dans chaque pays, une polarisation et une tension croissante entre les forces de la révolution et de la contre-révolution.

Cette situation, naturellement, trouve son expression différenciée dans le cadre de la lutte des classes mondiale. Les résolutions particulières présentées à cette conférence (Pologne, Amérique centrale, Palestine) dégagent les manifestations les plus aiguës des affrontements entre la révolution et la contre-révolution, les combats de classe qui centralisent aujourd'hui avec le plus d'intensité les problèmes de la marche à la révolution prolétarienne.

Précisément, les conditions dans lesquelles se développe et s'approfondit la révolution politique en Pologne, les conditions dans lesquelles s'amplifie la vague révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale, les conditions dans lesquelles se poursuit la résistance révolutionnaire du peuple palestinien suffisent pour souligner que ce qui se noue à l'échelle mondiale et dans chaque situation particulière, ce sont des affrontements de grande ampleur.

Tout examen du développement de la lutte des classes, y compris là où le développement de la lutte entre révolution et contre-révolution n'a pas atteint le même

(suite page 12)

THESES
POUR LA
RECONSTRUCTION
DE LA
IV^e INTERNATIONALE

Les thèses adoptées
lors de la conférence
mondiale
de décembre 1980
et amendées en mai 1981
viennent d'être publiées
en français.
En vente à la SELIO : 20 F

(suite de la page 11)

point de maturité, qu'il s'agisse de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe dans son ensemble où se concentre avec une intensité toute particulière la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique, conduirait aux mêmes conclusions.

Il faut se garder de tout objectivisme. Précisément parce que tout le développement de la situation internationale met à l'ordre du jour, dans l'action de classe du prolétariat, la question du pouvoir et celle de la lutte pour le pouvoir, elle met au premier plan du développement de cette situation la question non résolue de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Dans des conditions profondément différentes de celles qui marquent la fondation de la IV^e Internationale, comme cela a déjà été souligné, dans des conditions où le prolétariat s'engageant dans la lutte pour le pouvoir cherche à s'organiser sur de nouveaux axes, dans des conditions marquées par l'intensification de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, la position de Léon Trotsky dans le Manifeste d'alarme de la conférence de la IV^e Internationale reste le guide de notre action :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêves, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète.

Mais en aucun cas, le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela, précisément, réside la tâche de la IV^e Internationale. »

Le champ de la reconstruction de la IV^e Internationale n'est pas limité par les contours dessinés par sa crise et sa dispersion. La reconstruction de la IV^e Internationale — indissolublement liée à la construction de partis révolutionnaires à influence de masse dans chaque pays — ne prend sa pleine dimension que par rapport à l'ensemble du mouvement du prolétariat, s'identifie en dernière analyse avec la reconstruction du mouvement de la classe ouvrière internationale sur de nouveaux axes.

Mais des avancées sur ce plan sont inséparables de la reconstruction de la IV^e Internationale comme organisation démocratiquement centralisée sur la base de son programme de fondation et de ses principes, éliminant le révisionnisme de ses rangs, tâche qui ne peut être réalisée en ignorant la spécificité de l'histoire de la IV^e Internationale, des résultats de sa crise et de la poursuite de celle-ci.

Parce que cette conférence représente un pas significatif dans cette voie, c'est par rapport au développement même de la lutte des classes internationale, dont quelques aspects sont résumés dans cette résolution, qu'elle prend toute sa signification.

Lettre ouverte aux camarades

CAMARADES, la conférence mondiale des organisations qui ont constitué « IV^e Internationale (Comité international) » s'est tenue et a abordé les différents problèmes concernant la crise de « IV^e Internationale (Comité international) », ainsi que la situation politique internationale. Parmi ceux-ci, l'analyse de la situation argentine, de la crise de la dictature, du mouvement des masses, et en particulier de la guerre des Malouines et du rôle que vous y avez joué ont occupé une place importante.

Pour cela, en même temps que nous vous transmettons un fraternel salut de tous les participants à la conférence mondiale pour votre lutte héroïque de ces dernières années, lutte à laquelle quelques-uns d'entre nous ont participé, tant directement dans le PST qu'à travers la Fraction bolchevique, nous voulons vous faire quelques réflexions sur les événements récents en Argentine et la part que vous y avez prise. La guerre des Malouines a représenté un saut dans la crise de la dictature militaire en même temps qu'elle ouvrait une occasion incomparable pour avancer significativement dans la construction du PST comme Parti trotskyste ayant une influence de masse.

En effet, à la base de la décision du général Galtieri de récupérer les îles, il y avait, de façon décisive, une tentative pour dévier la puissante pression combative du peuple travailleur. Les manifestations du 30 mars en sont le plus évident exemple. Comme vous l'affirmiez vous-mêmes dans le BI n° 82, du 22 avril, « l'attitude des militaires argentins ne s'explique que par le degré de crise où se trouve le régime. »

Une immense possibilité

Cependant, la situation contradictoire ouverte le 2 avril représentait aussi l'ouverture d'une immense possibilité pour avancer dans la construction du parti. La haine des masses envers la dictature, leur degré de mobilisation, non seulement rendaient stériles les manœuvres du gouvernement et de la bourgeoisie, mais menaçaient l'existence même de la dictature. Que cela soit dépendait dans une large mesure de l'existence d'un programme correct et d'une organisation implantée dans le mouvement des masses. Et nous pensons que dans les grandes lignes, l'orientation de votre parti durant tout le mois d'avril remplissait ces conditions.



Manifestation à l'appel du PCI devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris.

« Rupture totale avec l'impérialisme anglais et avec tous les pays impérialistes qui ont voté pour l'Angleterre au Conseil de sécurité des Nations-Unies (comme le sont les Etats-Unis, la France et le Japon) ou qui, de quelque manière soutiennent l'Angleterre (comme l'Allemagne). Pour cela, procéder à la nationalisation sans indemnités de la Banque de Londres, de la Barclay's Bank, de la Shell et de toutes les entreprises, banques et capitaux de ces pays. Non reconnaissance de la dette extérieure que nous aurions vers les pays impérialistes mentionnés. Rupture de tous les pactes coloniaux (Rio de Janeiro, TIAR, etc.) signés avec l'impérialisme. Thatcher et Reagan hors des Malouines et de toute l'Argentine !

Appel à la solidarité internationale contre la menace impérialiste. Appel de la CGT, de la CNT et de tous les partis ouvriers et démocratiques au mouvement ouvrier et aux peuples d'Amérique latine, d'Europe et du monde entier pour qu'ils se solidarisent. Appel particulier à l'URSS, à la Chine, à Cuba et aux autres Etats ouvriers leur demandant leur appui et que les gouvernements du Kremlin et de Pékin rectifient la position pro-impérialiste qu'ils ont adoptée en n'opposant pas leur veto à la Grande-Bretagne et au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Que le Parti communiste argentin s'adresse publiquement à l'URSS, désavouant sa trahison au Conseil de sécurité et en lui demandant de changer de position.

Rétablissement immédiat de toutes les libertés, droits et garanties consacrés dans la Constitution nationale. En particulier, l'abrogation de toutes les lois qui interdisent l'activité politique et proscrivent certains partis, plein droit de grève, de réunion et de manifestation ; plein droit à l'activité syndicale et retrait immédiat de toutes les interventions de l'Etat dans les syndicats ; levée immédiate de l'état de siège (comment est-il possible qu'il continue à régner sur tout le territoire continental alors qu'il a été levé aux îles Malouines ?).

Face à cette situation d'urgence, interdiction pour toutes les entreprises de procéder à des licenciements. Disposer d'une augmentation générale des salaires avec un minimum de 4 000 000 de pesos. Etablir l'assurance chômage et un plan de travaux publics pour donner un emploi à tous les chômeurs, financé par les capitaux expropriés à la Grande-Bretagne et à ses alliés.

Assez de gouvernements que personne n'a élus ! Que les militaires s'en aillent ! Elections immédiates, sans proscriptions ni conditions, d'une Assemblée constituante qui réorganise le pays et prenne les mesures pour nous libérer définitivement de toute sujétion impérialiste. »

Comme vous le dites dans le BI n° 82 que nous venons de citer, « nous avons un large terrain pour intervenir avec nos positions, en faisant de la propagande et de l'agitation sur la nécessité d'une mobilisation ouvrière et populaire contre l'impérialisme et la dictature. » Cet axe de travail et de votre participation nous semble totalement correct. C'est que « la lutte contre l'impérialisme est une et indivisible. On ne peut être anti-impérialiste aux Malouines et soumis à celui-ci dans le reste du pays » (tract du 6 avril 1982). C'est ainsi qu'une fois la manœuvre initiale transformée en affrontement armé direct, la dictature s'empressait de discuter les termes de sa défaite.

Et même si cette défaite représentait aussi une aggravation sans précédents de la crise de la dictature, celle-ci préférerait cette option plutôt que d'affronter l'impérialisme avec la mobilisation des masses — comme vous le dites dans Palabra socialista n° 40 — en faisant le bilan de la raison pour laquelle la guerre a été perdue : « ... Ils ont préféré la défaite plutôt que de s'appuyer sur la mobilisation des masses... pour mener une guerre totale et obtenir ainsi une victoire. Pour vaincre l'impérialisme, il faut d'autres chefs ! Aucun gouvernement du patronat — et encore moins la dictature, agent de l'impérialisme — n'est capable de rompre totalement et définitivement avec l'impérialisme, et de l'affronter d'une manière conséquente. Ses liens d'intérêts communs avec l'impérialisme et surtout la peur des masses, le lui interdisent. »

C'est, à quelques mots près, la perspective que signalait, au début de la guerre, un autre numéro de Palabra socialista, le n° 37, du mois d'avril. Et de son analyse au début de la guerre, il découle que « la conclusion est claire : pour défendre réellement la souveraineté et le territoire national — y compris les Malouines — face à toute agression de l'impérialisme, nous devons commencer par renverser un groupe d'agents de Washington qui, depuis 1976, occupe un espace important de notre territoire : la Maison rose (1). Et pour cela, le mouvement ouvrier ne peut permettre que l'affaire des Malouines soit montée en épingle comme prétexte pour suspendre ses luttes. »

A partir de ces appréciations, le PST est devenu, dès le début de la guerre, la seule organisation qui pouvait orienter le peuple travailleur vers la victoire, avec un programme de mobilisation. Ce programme, plaçant au premier rang la lutte contre l'agression impérialiste, intègre les exigences démocratiques, salariales et anti-dictatoriales auxquelles aspirent les masses et qui sont la seule possibilité d'affronter l'impérialisme. De cette manière, le BI n° 82 que nous avons cité, précise ainsi l'orientation du PST pour le 1^{er} mai : « Notre mot d'ordre central devient, comme nous le signalions, celui de grands meetings de la CGT dans tout le pays contre l'agression impérialiste et pour le programme anti-impérialiste et anti-dictatorial que nous avons ins-

crit dans les précédents manifestes. »

Le PST devenait ainsi la seule force qui affrontait l'agression impérialiste en même temps qu'il signalait que, pour porter la lutte nationale à la victoire, il était nécessaire d'affronter et de vaincre une dictature incapable d'affronter conséquemment l'impérialisme. En s'appuyant sur la haine du peuple travailleur envers la dictature, le PST affrontait aussi le réformisme et le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois. Le PC continuait son soutien vieux de six ans à la dictature, se refusant à y faire allusion sous prétexte d'unité anti-impérialiste. Pour sa part, le nationalisme bourgeois proposait à la classe ouvrière d'abandonner ses exigences anti-dictatoriales pour joindre ses forces à la tâche nationale d'affrontement contre l'agression. Dans ce contexte, les perspectives qui s'ouvraient pour le PST étaient immenses : la capitulation du PC et du péronisme laissait entre ses mains le drapeau de la lutte (« une et indivisible ») contre l'impérialisme et la dictature.

Un tournant à 180° ou des « corrections de nuances » ?

Cependant, deux jours à peine après le BI précédent, après les tracts, journaux, manifestes cités, le PST introduisait des « corrections à des nuances sectaires » dans sa ligne, qui n'étaient rien d'autre que l'abandon de la position principale avancée jusque là. Nous faisons référence au changement de ligne développé dans les BI n° 83 et 84, datant respectivement de fin avril et début mai. La direction nationale du PST y dit : « Il s'impose d'apporter un correctif aux nuances sectaires de l'agitation politique centrale du parti, sectarisme qui s'étend et se multiplie dans l'ensemble de l'organisation. » Mais ces nuances sont en rapport avec le fait que « ... il y a un changement catégorique en ce qui concerne les relations avec l'impérialisme... qui, en changeant, changent tout l'équilibre ».

Et en quoi s'expriment ces changements catégoriques ? Par le fait que « ... ceci implique de combattre en acceptant la direction militaire du gouvernement militaire... ». Alors qu'une semaine auparavant, vous affirmiez que la dictature préparait la défaite, qu'en raison de ses relations avec l'impérialisme et de sa peur des masses, elle ne pouvait conduire la lutte contre l'impérialisme, maintenant, la direction nationale du PST affirme exactement le contraire :

« ... Ce qui s'est maintenu et affirmé dans le gouvernement, c'est la tendance opposée (à la capitulation) : la souveraineté a été réaffirmée, on résiste militairement... A l'OEA, un discours a été prononcé d'un ton clairement anti-impérialiste et on rompt politiquement avec les Yankees, comme partie de l'attitude de gouvernement, il y a le fait qu'on a continué à mobiliser contre l'agression... Internationalement, l'action gouvernementale a recueilli déjà quelques victoires politiques et diplomatiques très significatives... L'expression la plus haute en est la victoire politique qu'a représentée la prise de position de l'OEA... » (BI n° 83). En conséquence, la modification de nuance devient le suivant « ajustement tactique... Nous devons exploiter avec le maximum d'audace et de souplesse la tactique de l'unité d'action anti-impérialiste à tous les niveaux,

du PST d'Argentine

y compris avec des secteurs bourgeois ou du gouvernement lui-même.»

Camarades, le PST dénonçait avec justesse une semaine auparavant le fait que la bourgeoisie conservait unie « un front unique pour éviter des situations insurrectionnelles et arriver à une solution négociée ». Il disait en outre que « pour faire front à toute agression impérialiste, nous devons commencer par renverser un groupe d'agents de Washington qui, depuis 1976, occupe un espace important de notre territoire : la Maison rose », pour faire allusion à la dictature. Cependant, le PST se déclare partisan de faire un accord anti-impérialiste avec des secteurs de cette même bourgeoisie et avec une partie de ces agents de Washington eux-mêmes !

La conclusion ne peut être plus claire : l'« ajustement tactique important » consiste en ce qu'aujourd'hui, dans ces circonstances, nous retirons de l'agitation le mot d'ordre de « A bas la dictature ! ». La soumission complète qu'entraîne ce « changement tactique » ne peut être cachée en disant sur un ton défensif : « Bien sûr, ceci n'implique aucun soutien politique pas même critique au gouvernement » ; étant donné que quand un tel changement tactique se traduit dans votre activité quotidienne, il veut dire que « nous tirons 35 000 tracts contre l'impérialisme, où on ne mentionne pas le gouvernement » ! (BI n° 84).

De cette manière, l'application de l'« unité d'action anti-impérialiste » avec la dictature conduisait inévitablement à faire le silence sur le combat contre « les agents de Washington » et plus encore à leur confier la direction de la guerre anti-impérialiste. « C'est la clé de notre politique », allait dire le BI n° 83. C'est ainsi que les revendications démocratiques pour renverser le gouvernement vont se transformer en mesures pour l'aide — pour aider les militaires pro-impérialistes — à gagner la guerre : « Y compris les mots d'ordre que nous continuons à avancer, comme celui d'Assemblée constituante, nous les formulons pour... mieux lutter contre l'impérialisme, avec une participation plus démocratique de la population, tant pour le combat que pour les négociations. » (!)

De manière que la revendication d'élections libres tout de suite (« dans 30 jours » disait Palabra socialista) n'était déjà plus un instrument pour renverser la dictature mais un mécanisme de co-gouvernement, à ses côtés, qui dirige la guerre ! C'est pour cela que ce même BI analyse, sérieusement, la possibilité que la dictature (qui 7 jours auparavant était structurellement incapable de la faire) vainque l'impérialisme : « Si nous, les Argentins, vainquons l'agression impérialiste, nous sommes dans les meilleures conditions pour vaincre la dictature. »

La conséquence en est que le PST publie un manifeste le 1^{er} mai qui ne parle plus de la chute de la dictature mais de la nécessité que « le peuple intervienne », qu'il ait une participation à la conduite de la guerre, à travers une Assemblée constituante ! Et deux jours plus tard, le 3 mai, un nouveau tract ne mentionne même plus l'Assemblée constituante. Encore moins la dictature.



Une manifestation du PST. Sur la banderole, il est écrit : « Le Parti socialiste des travailleurs luttant et combattant contre les exploités ».

De graves conséquences

La capitulation était consommée. Le PST abandonnait les drapeaux anti-dictatoriaux, il se donnait une politique d'unité d'action contre l'« ennemi commun » aux côtés de secteurs du gouvernement, et cela pas avec un gouvernement nationaliste, mais aux côtés de secteurs du gouvernement pro-impérialiste militaire !

Le changement, qui allait durer tout le conflit, aura à partir de là de très graves conséquences pour la construction du parti révolutionnaire. Le PST s'est placé dans l'ombre du PC, à la seule différence que le PC n'appelait pas la « participation populaire », « assemblée constituante », mais l'appelait « gouvernement civilo-militaire ». Pire encore, le PST dans l'UNBA (2), proposait la constitution de « Comités patriotiques » et un travail en commun avec un organe parapoliticien, la Défense civile, dans les quartiers.

Pour sa part, la gauche péroniste a maintenu quelques-uns des mots d'ordre anti-dictatoriaux que le PST abandonnait et est devenue un pôle d'attraction pour des milliers de jeunes et de travailleurs combattants. Tandis qu'ils commençaient à se réorganiser dans tout le pays comme dirigeants de la lutte, « une et indivisible » comme le disait le PST au début, anti-impérialiste et anti-dictatorial, le PST se heurtait à la conscience du mouvement des masses.

C'est ainsi que le même BI se lamentait de « la démoralisation », de l'« incompréhension », « des conséquences de la défaite », du « retard » du mouvement ouvrier ou du sectarisme des camarades militants du Parti, pour justifier le vide dans lequel tombait sa politique d'accommodation avec la bourgeoisie, son abandon d'une juste politique trotskyste.

Cependant, la direction nationale a avancé contre le mouvement des masses et contre le refus des militants. Elle a avancé en suivant le PC : elle a avancé en temporisant avec la dictature ; elle a avancé en négligeant l'immense occasion que lui ouvrait son programme du 6 avril ; elle a avancé en laissant le terrain à la gauche nationaliste.

L'« erreur » commise est très grave. Aussi grave que le seront ses conséquences. Le PST postulait comme alternative de la lutte anti-dictatoriale. Il le faisait en opposi-

tion au soutien que le PC apportait à la dictature et en remplissant le vide de direction du mouvement des masses. Il le faisait aussi en couvrant l'espace politique que la gauche péroniste et les Montoneros ont laissé. Aucune croissance fugace ne peut occulter ces graves conséquences : le tournant à 180° du PST a permis au PC de gommer, au moins partiellement, sa perte de prestige de parti ayant soutenu la dictature durant six ans. Pire encore : cela a permis le ressurgissement de la gauche nationaliste dans un processus qui ne s'arrêtera plus. L'« erreur » commise est très grave : le PST a renoncé à devenir, dans la prochaine période, l'alternative de direction du peuple travailleur.

Les raisons de ce « changement »

Camarades, nous pensons que ce « tournant » et ses graves conséquences ont une raison et elle doit être explicitée. Faire un bilan sévère de ce qui est arrivé est la seule voie qui permettra, même si c'est en partie, de récupérer un peu du terrain perdu. Camarades, votre juste politique d'avril, la correcte politique trotskyste de votre direction nationale et de tout le PST allait en claire contradiction avec la position publique de l'organisation internationale à laquelle le PST adhère.

Dans sa déclaration du 6 avril, bien qu'elle avertit qu'avec « la conduite du gouvernement militaire... cette lutte sera exposée à une défaite », la LIT-CI n'appelle pas à lutter contre la dictature mais à se situer dans le même camp militaire contre l'agression. Et en n'appelant pas au renversement de la dictature, l'exigence des libertés démocratiques acquiert le caractère de réformes de la dictature assassine, pro-impérialiste, qui ne peut conduire qu'à une défaite, pour aider à gagner la guerre.

De cette manière, la LIT-CI avançait une ligne de collaboration avec la dictature militaire qui conduisait à désarmer le PST et le prolétariat argentin. La politique de l'« unité d'action anti-impérialiste » avec la dictature est contenue dans cette déclaration et une preuve en est l'abandon total de la part du PST d'une exigence clé, l'apparition en vie des « détenus-disparus », absente de toute la politique de votre parti à partir du BI n° 83 et jusqu'à la fin de la guerre. Était-ce là une conséquence de l'« unité d'action anti-impérialiste » ? L'organisation de N. Moreno

reniait ainsi six années de lutte contre la dictature de l'héroïque PST argentin ; et il cédait cet espace, conquis de plein droit, au stalinisme et à la gauche nationaliste.

Pour cela, nous ne pouvons nous étonner de ce que, alors que les dirigeants actuels de la LIT, A. Franceschi et R. Napuri entraient librement et publiquement en Argentine, les dirigeants des Montoneros étaient empêchés de le faire par tous les moyens. La dictature a su faire les différences de traitement que les circonstances conseillaient.

Suivant cette orientation de la LIT-CI, Convergence socialiste du Brésil en est venue à qualifier de « cinquième colonne de gauche » ceux qui « profitaient de la guerre pour faire une grande campagne contre la dictature argentine, en exigeant sa chute ».

C'est la conséquence logique de la capitulation devant la dictature, impulsée par Moreno et la LIT-CI : non seulement l'abandon de la lutte anti-dictatoriale, mais la dénonciation de ceux qui la continuent (la majorité écrasante du mouvement ouvrier argentin) comme « cinquième colonne », agents de l'ennemi. Convergence socialiste du Brésil développe l'adaptation de Moreno à la dictature jusqu'à ses ultimes conséquences.

« Les éléments sectaires qu'il fallait extirper »

Cependant, ce « tournant » a rencontré des résistances. Non seulement parmi le reste de ceux qui ont fait partie de « IV^e Internationale (Comité international) » mais dans son propre courant. La LSR italienne a commencé une polémique publique avec Moreno et la LIT. La base et les cadres du PST (A) ont aussi résisté et tenté de maintenir les mots d'ordre anti-dictatoriaux.

Parlant d'une manifestation réalisée par le parti sur sa nouvelle ligne et de la réaction de militants face à celle-ci, la direction nationale leur répond dans le BI n° 84 : « ... Dans le rassemblement du lundi, beaucoup de camarades se sont trouvés face à une grande contradiction : nous avons tiré 35 000 tracts contre l'impérialisme, où le gouvernement n'est pas du tout mentionné directement, mais nous avons formé un cortège anti-dictatorial. Cela a été une contradiction concrète, parce que nous n'avons pas suivi dans l'agitation orale, le changement opéré par le parti et bien exprimé dans le tract... »

La direction nationale illustre de cette manière « les éléments sectaires qu'il fallait extirper », dont parle ce même BI. Malgré cela, la capitulation a été imposée au PST (A), sa direction nationale et ses militants. Les résultats sautent aux yeux. Le PST a perdu la plus grande occasion qu'il avait eue. Les conséquences en seront très graves. Et c'est ainsi que Moreno le comprend aussi, à tel point qu'il a déjà commencé à affirmer que sa politique, celle de la capitulation devant la dictature, n'est pas en réalité la sienne mais celle de Convergence socialiste du Brésil.

Pour cela, M. Petit, dans *Courrier international* n° 7 (en espagnol) reproche aux camarades brésiliens d'avoir été conséquents avec l'adaptation au régime : « Cependant, il y a confusion en ce qui concerne quelques positions exprimées dans nos rangs qui ouvrent la porte à l'opportunisme vis-à-vis de la dicta-

ture argentine. Nous voulons parler de l'éditorial et des commentaires sur la politique du PST argentin paru dans le journal Convergence socialiste du Brésil (10-23 juin 1982).

Précisons tout de suite que c'est une critique envers un aspect partiel de toute la position de Convergence socialiste, position sans aucun doute correcte et soulignant l'activité développée par l'organisation brésilienne en solidarité avec l'Argentine et pour la défaite des Anglais.

Le journal présente la lutte en Argentine, comme si, avant le 2 avril, nous étions pour la chute de la dictature, et comme si, à partir de la guerre des Malouines, nous sommes contre les Anglais et suspendons la lutte pour la chute de la dictature. Après avoir dénoncé le fait que Galtieri prépare la défaite de l'Argentine, l'éditorial critique durement ceux qui avancent la chute de la dictature : « Il ne manque pas d'hommes de la cinquième colonne de gauche qui ont profité de la guerre pour faire une grande campagne contre la dictature argentine, en exigeant sa chute. »

Disons pour notre part que le PST argentin peut être intégré à la direction de ce groupe, puisque, catégoriquement, « il a profité de la guerre pour faire une grande campagne contre la dictature et exiger sa chute ». Et ensuite l'éditorial, à l'aide d'un prétendu exemple de lutte anti-dictatorial à Puerto Argentino, tire un trait d'égalité entre « lutte contre la dictature et pour sa chute égale à la capitulation face aux Anglais ». Pour l'éditorial de Convergence socialiste, le PST a eu une politique différente : « Avant, il était le seul à lutter ouvertement contre la dictature. Maintenant... » (et du journal argentin, ils citent une série de mots d'ordre contre les Anglais et aucun contre la dictature) ».

Il ne fait aucun doute pour nous que Convergence socialiste du Brésil a défendu une politique de capitulation face à la dictature. Mais elle l'a fait comme l'ont fait toutes les organisations de la LIT (sauf la LSR italienne) qui ont suivi les directives de Moreno, y compris le PST (A), depuis la fin avril.

Cette méthode que nous connaissons déjà tous, va ajouter une nouvelle et grave conséquence au désastre politique impulsé par Moreno : évacuer les responsabilités, tergiverser sur ses propres positions et celles des autres, adjuger la responsabilité des désastres à des tiers, conduit inévitablement à la destruction de cadres et d'organisations. Ce sera l'autre conséquence de cette adaptation à la dictature.

Camarades, seule une discussion franche, démocratique, pourra corriger la situation créée. Un sérieux bilan de ce qui est arrivé, des responsabilités et des conséquences, doit être le pas pour commencer à renverser la crise du PST (A).

Camarades, nous, militants trotskystes qui avons fait partie de « IV^e Internationale (Comité international) », à vos côtés, nous reconnaissons le PST (A) comme parti révolutionnaire argentin. Sur cette base, nous nous adressons à vous pour vous appeler à commencer ce débat et corriger le cap vers la liquidation du PST qui vous a été imposé.

(1) Siège du gouvernement argentin.
(2) Université nationale de Buenos Aires.

Résolution sur la révolution politique

La conférence mondiale réunie à la fin de décembre 1980, constitutive de « IV^e Internationale (Comité international) » avait affirmé, quatre mois après la grève généralisée d'août 1980, que la révolution politique en cours en Pologne n'avait pas moins d'importance pour la révolution prolétarienne mondiale, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, que la révolution russe n'en avait eue pour la révolution mondiale, la fondation et la construction de la III^e Internationale.

La résolution adoptée par la III^e et dernière session du conseil général de « IV^e Internationale (Comité international) » affirmait : « *Quelles que soient les difficultés à venir, et elles seront très nombreuses, sur le chemin de la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, les révolutionnaires reconnaissent dans la révolution politique en Pologne l'avant-garde de la révolution mondiale.* »

En effet, la fonction de la révolution politique est de balayer les bureaucraties parasitaires du pouvoir politique, d'en finir avec le monopole institutionnel conféré au parti bureaucratique (en l'occurrence, le POUP) par lequel s'exerce le pouvoir de la bureaucratie, de libérer la propriété sociale de leur mainmise et de leur gestion. La révolution politique rendra ou donnera le pouvoir à la classe ouvrière, et par là même, en permettant la gestion de la propriété

sociale par les producteurs eux-mêmes, de réaliser une authentique démocratie socialiste, donnera son véritable sens et contenu à l'expropriation du capital qui est d'ores et déjà réalisée sur une grande partie de la surface de la terre. La révolution politique en marche donne par là même une impulsion à la révolution sociale dans les pays où le capital n'a pas été exproprié et où la crise du régime capitaliste, du système impérialiste rend urgente son expropriation.

La révolution politique, en mettant en cause et en détruisant les bureaucraties parasitaires, toutes produits directs ou indirects de la bureaucratie du Kremlin, met en cause, ébranle, fissure, disloque le gigantesque appareil contre-révolutionnaire édifié par le Kremlin et dont le rôle, depuis des décennies, est décisif dans la défense de l'ordre bourgeois international, du système impérialiste, appareil qui porte la responsabilité du prolongement de l'époque du pourrissement du capitalisme avec toutes les conséquences dramatiques et les dangers mortels qu'il en résulte pour l'humanité.

Elle est donc d'une importance capitale pour la construction de partis de la IV^e Internationale, et pour la reconstruction de la IV^e Internationale, sans que pour autant il en résulte automatiquement cette construction et cette reconstruction.

écoles, le mouvement de résistance des masses s'est reconstitué pour faire échec au coup de force.

La prolifération de comités de soutien à *Solidarité* ou se réclamant de *Solidarité*, l'extension du réseau de contacts entre les différentes usines et villes, la diffusion massive de publications clandestines, de bulletins, les émissions de la radio de *Solidarité* qui empêchent toute « normalisation », la forme brutale dans laquelle s'exerce le monopole politique de la bureaucratie incompatible avec l'organisation indépendante de la classe ouvrière, ainsi que les manifestations de masse des 21 mars, 1^{er} et 3 mai dans les villes les plus importantes de Pologne avec la participation massive de la jeunesse mettent en relief l'incapacité du coup bureaucratique à contenir le mouvement de reconstruction des organisations que créent les masses pour la révolution politique.

L'aggravation de la crise économique, sociale, la catastrophe économique dont la bureaucratie stalinienne est coupable augmentent la dépendance extérieure vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme mondial. Les délais de paiement de la dette ont été repoussés par les banques européennes et nord-américaines. Jaruzelski demande un moratoire de 4 ans. Ainsi, ce qui maintient Jaruzelski et sa *junte au pouvoir* contre la volonté inéquivoque des masses, ce ne sont que les appuis de la bureaucratie du Kremlin, de l'appareil international de la bureaucratie et de l'impérialisme.

Huit mois après le coup de force de Jaruzelski et sans diminuer ses effets pour les organisations indépendantes des masses, on peut affirmer que le coup de force n'a pas réalisé ses objectifs et qu'il a échoué dans sa tentative de détruire le mouvement indépendant des masses. Bien plus, toutes les manœuvres d'intégration des syndicats indépendants à l'Etat sont plus difficiles que jamais.

Les aspirations nationales et politiques du peuple travailleur polonais, la rapide réorganisation de la résistance qui montre la vitalité de la révolution politique posent, sous de nouvelles conditions, la question du pouvoir pour les masses opprimées.

Dans tout le pays, se réunissent les conditions politiques et organisationnelles allant vers un affrontement général entre la société dans son ensemble et la bureaucratie stalinienne polonaise. Le peuple polonais n'accepte pas de supporter les conséquences dramatiques de la faillite entraînée par la gestion bureaucratique de l'économie planifiée.

L'état de guerre contre le peuple polonais décrété par la bureaucratie le 13 décembre n'a pu « normaliser » la vie en Pologne. Jaruzelski et sa *junte* sont obligés de réaliser des concessions partielles, tout en maintenant l'ensemble des mesures du coup de force. Tout en annonçant la libération de certains prisonniers, il exprime sa volonté de maintenir en prison Lech Walesa, prépare mauvais coups et procès contre A. Michnik, J. Kuron, Baluka, Rulewski, Modzelewski, Jurczyk...

Mais la *junte* militaire est profondément isolée, discréditée. La bureaucratie est divisée. Le POUP est disloqué. Contre le coup de force de Jaruzelski se sont mobilisés

LA révolution politique en Pologne se développe à un moment déterminé du cours de la lutte de classes en Europe et dans le monde, de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, au centre desquelles est la bureaucratie du Kremlin. Elle se développe comme composante et facteur de ceux-ci, dans le cadre de la période de la révolution imminente (cf. la résolution qui fait le point sur le moment de la situation mondiale). Elle met en cause non seulement la bureaucratie polonaise, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, mais tout l'« ordre » européen et mondial consacré à Yalta et Potsdam et qui défend la division du monde, de l'Europe, de l'Allemagne en deux.

Elle est un facteur majeur de la crise de l'appareil international édifié par le Kremlin, comme le prouvent les crises des différents PC dont ceux d'Espagne, d'Italie, de France. Elle ouvre de larges possibilités pour la construction de partis de la IV^e Internationale évidemment en Pologne, et à des degrés divers dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, mais aussi dans les grandes puissances impérialistes dont l'économie domine le marché mondial et la division internationale du travail, et dans les pays semi-coloniaux, à partir de sa défense, en relation avec le combat, l'intervention dans la lutte des classes, telle que celle-ci se développe dans chaque pays. Elle ouvre bien sûr également les plus grandes possibilités pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Jaruzelski et sa *junte* ont été incapables de détruire le mouvement de la révolution politique en Pologne

Huit mois après le coup de force du 13 décembre en Pologne, l'annonce publique faite par Jaruzelski de la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques ainsi que de l'assouplissement de l'état de guerre constitue un recul de la bureaucratie face à la résistance



Le 1^{er} mai 1982, à l'appel de *Solidarité*, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes manifestent dans toute la Pologne. Sur cette photo, la manifestation de Varsovie.

organisée des masses, face à la mobilisation internationale en solidarité avec le peuple polonais et ses organisations.

Le coup de force de Jaruzelski n'était pas une question interne à la République polonaise, comme l'ont déclaré les gouvernements capitalistes d'Europe, les gouvernements bureaucratiques et les PC, ainsi qu'une importante partie des dirigeants sociaux-démocrates.

Quand, le 13 décembre, le général Jaruzelski, aux ordres de la bureaucratie du Kremlin, a décrété l'état de guerre, institué le « Conseil militaire de salut national », il a mis en œuvre un plan destiné à détruire la marche de la révolution politique en Pologne. Cela passait par la destruction des organisations indépendantes, de *Solidarité*, qui, de fait, mettait en question le monopole bureaucratique du pouvoir politique et qui, lors de la dernière réunion de sa direction, avait décidé d'organiser un référendum sur l'opportunité d'élections libres. Il avait annoncé qu'en cas de mise en cause du droit de grève, il déclen-

cherait la grève générale, où la direction de *Solidarité* de Varsovie appelait à une manifestation massive pour le 17 décembre à Varsovie en commémoration de la grève de 1970-1971.

C'est contre ce mouvement politique des masses que *Solidarité*, syndicat indépendant, était dans l'obligation d'impulser, que la contre-révolution stalinienne a organisé le coup de force pour détruire l'expression la plus élevée de la montée du prolétariat à l'échelle mondiale et du regroupement de celui-ci sur un nouvel axe.

Le pouvoir de la bureaucratie était et reste en danger. Par son coup de force, la bureaucratie polonaise, soutenue par la bureaucratie du Kremlin, a voulu effacer de la carte les organisations indépendantes de masse créées par les ouvriers, les étudiants, les paysans, les intellectuels, qu'elle avait dû reconnaître par les accords d'août 1980 et au cours des mois suivants pour contenir la grève généralisée de juillet-août 1980 qui avait trouvé son expression la plus achevée dans la constitution des comités inter-

entreprises, noyaux constitutifs du syndicat indépendant.

Malgré la force des armes, malgré l'ampleur de la répression militaire et policière, malgré la prise d'assaut et l'occupation des usines les plus importantes par la milice et l'armée, et surtout malgré le fait que la direction de *Solidarité* ait été massivement décapitée par l'emprisonnement de milliers et de milliers de dirigeants ouvriers, paysans et étudiants, la bureaucratie polonaise, avec la bénédiction de toutes les bureaucraties parasitaires, avec la couverture de tous les partis communistes, a cependant été dans l'incapacité d'empêcher le développement rapide du mouvement des masses qui reprenait la tradition de luttes et d'organisation du prolétariat et des masses populaires et réalisait dès le lendemain du 13 décembre une grève généralisée.

Ne pouvant se centraliser face au pouvoir centralisé que détenait Jaruzelski, la grève généralisée a été progressivement liquidée. Mais à partir d'elle, dès le 14 décembre, dans toutes les usines, les villes, les

dans les cinq continents des centaines de milliers de travailleurs et jeunes exigeant la liberté pour leurs frères polonais. Dans cette action du prolétariat se sont inscrites dès le premier moment « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et ses sections nationales.

Sans pouvoir prédire les rythmes et les formes précises, ce qui se prépare en Pologne c'est l'affrontement de tout le peuple polonais contre la bureaucratie stalinienne, contre la junte de Jaruzelski. La révolution politique en Pologne continue sa marche dont l'objectif est le pouvoir des travailleurs qui ne peut passer que par la destruction du monopole du pouvoir de l'appareil stalinien, tâche centrale qui se confond avec celle de la lutte pour les libertés, pour les droits d'organisation syndical et politique, pour la libération de tous les emprisonnés, pour l'abrogation de l'état de guerre, pour l'auto-détermination du peuple polonais.

La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire et la révolution polonaise, la politique de l'impérialisme

Aujourd'hui comme hier, toutes les forces de la conservation et de la réaction sociale sont naturellement coalisées contre le développement de la révolution politique en général, et contre le développement de la révolution politique en Pologne en particulier : la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, l'appareil international du stalinisme évidemment, Fidel Castro y participe pour sa part, mais également l'impérialisme et ses agences social-démocrates.

Rappelons-le : aux premiers jours du coup de force, tous les gouvernements bourgeois, et notamment ceux des puissances impérialistes, ont déclaré avec le Kremlin : « Il s'agit d'une affaire intérieure à la Pologne ». Manifestement ils étaient informés de sa préparation et de son déclenchement. Ce n'est nullement par hasard que Schmidt a rencontré le jour même du coup de force Honnecker en Allemagne de l'Est. Il apportait la caution du gouvernement Schmidt-Genscher à la bureaucratie est-allemande, et par extension à celles de Pologne et du Kremlin, ainsi qu'à la division de l'Allemagne en deux. Mais cette caution n'était efficace que parce qu'il s'agissait de la caution d'un gouvernement à direction social-démocrate, et conjointement de celle de l'appareil social-démocrate allemand, parti que les masses de l'Est de l'Allemagne comme celles de l'Ouest de l'Allemagne considéraient comme leur parti. D'autres exemples pourraient être cités.

De leur côté, les gouvernements des grandes puissances impérialistes, y compris le gouvernement US, sont soucieux de ne pas étrangler les bureaucraties de l'Europe de l'Est en leur coupant par exemple tous les crédits. Ils acceptent l'aménagement des dettes des pays de l'Europe de l'Est, des remboursements en capital et même des intérêts, y compris en ce qui concerne la Pologne, éventuellement d'accorder de nouveaux crédits s'ajoutant à la dette immense que ces pays ont déjà accumulée et qu'ils sont incapables de rembourser.

Il va sans dire et encore mieux en le disant que nous sommes contre toute forme de « boycott » des pays de l'Est de l'Europe, de l'URSS et de tous les pays où le capital a été

exproprié par les puissances impérialistes. Mais cette question des crédits à l'Europe de l'Est est significative des relations entre les bureaucraties de l'Europe de l'Est et l'impérialisme, de la politique que celui-ci pratique vis-à-vis de celles-là.

Les crédits massifs que l'impérialisme a accordés et vraisemblablement continuera d'accorder aux gouvernements de l'Europe de l'Est combinent l'objectif d'empêcher l'effondrement économique à celui d'accroître la dépendance de ces pays par rapport aux grandes puissances impérialistes et ainsi d'ouvrir la voie la plus large à la pénétration des capitaux et des marchandises des pays capitalistes. Les agents de cette pénétration sont les bureaucraties parasitaires, elles-mêmes en lutte ouverte ou sourde avec les prolétariats et les masses populaires de leurs pays. Ce sont elles qui mettent en place des réformes économiques qui tendent à faire prévaloir les lois du marché, la rentabilisation au détriment de la planification, la subordination de l'économie de leur pays à la concurrence internationale, l'appel massif au capital étranger, la liquidation d'entreprises dites non-concurrentielles, la liquidation des droits et garanties dont bénéficiaient sur le plan du travail et contre le chômage les prolétariats de ces pays.

La Hongrie est un exemple de ces faits. Jaruzelski, en ce qui concerne la Pologne, vient d'affirmer l'impérieuse nécessité de la « réforme économique » et son intention de liquider les milliers de fonctionnaires qui n'en comprennent pas la nécessité. Il s'agit de la « nécessité » de liquider de multiples entreprises, de licencier des centaines de milliers d'ouvriers. Il s'agit d'une véritable entreprise de destruction du prolétariat de ces pays que l'expropriation du capital et la planification ont considérablement renforcé en nombre et en poids social. Ainsi s'affirme que les agents de la restauration capitaliste dans les pays où le capital a été exproprié sont bien les bureaucraties parasitaires elles-mêmes, et cela contre le prolétariat.

L'attribution de crédits par les grandes puissances impérialistes aux pays de l'Europe de l'Est participe d'un ensemble. Elle n'est pas contradictoire avec l'énorme pression économique, militaire et politique que l'impérialisme américain plus particulièrement exerce sur ces bureaucraties et la bureaucratie du Kremlin. L'impérialisme américain, par le blocus partiel qu'il entend imposer vis-à-vis de l'URSS, vise à déstabiliser plus encore son économie, à affirmer la différenciation au sein de la bureaucratie, à l'obliger

d'avoir recours à lui dans les conditions qu'il entend, à ouvrir les portes de l'URSS à son contrôle et à la pénétration libre de ses marchandises et de ses capitaux, à renoncer au monopole du commerce extérieur.

Contradictions dans les partis staliniens et social-démocrates...

Mais si l'appareil international du stalinisme, les divers PC, la social-démocratie apportent leur soutien aux bureaucraties parasitaires contre le développement de la révolution politique, la révolution politique développe d'énormes et explosives contradictions y compris dans l'appareil international du stalinisme, dans les partis social-démocrates et les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier en général.

L'une des raisons de la non-intervention militaire massive et ouverte de la bureaucratie du Kremlin en Pologne a précisément été qu'une telle intervention aurait pu faire exploser son appareil international (cf. le rapport écrit), qu'elle soulevait à l'intérieur de l'URSS d'énormes problèmes (pour les masses de l'URSS, la Pologne n'est pas l'Afghanistan), et cela jusqu'au plus haut niveau de la bureaucratie.

La défense de la bureaucratie polonaise contre le prolétariat et le peuple polonais en lutte, constituant ses organisations, a déjà accentué considérablement la crise de l'appareil international du stalinisme. Le PCF, par exemple, a subi une dure défaite aux élections présidentielles et législatives françaises en raison fondamentalement certes de son soutien quasi ouvert à Giscard, de sa politique de division, mais également des prises de position de sa direction contre la classe ouvrière et le peuple polonais, contre les organisations qu'ils constituaient et leur combat, et apportant son soutien à la bureaucratie.

Des partis comme le PC italien ou le PCE devaient se démarquer. Le soutien au coup de force de Jaruzelski et de la répression que le PCF a pratiqué et pratique en criant « surtout pas de guerre civile » a approfondi cette crise. Le PC italien a dû dénoncer formellement le coup de force, ainsi que le PCE, sans pour autant engager de combat contre Jaruzelski et la junte militaire.

En ce qui concerne les partis social-démocrates, les contradic-

tions qu'y soulève la révolution politique sont fondamentales. Elles correspondent au caractère ouvrier-bourgeois de ces partis. Prétendant parler au nom du Bureau de l'Internationale socialiste, Willy Brandt a apporté de fait son soutien au coup de force de Jaruzelski, mais le BI de l'Internationale socialiste l'a dans une certaine mesure désavoué.

L'arrestation d'Uwe Trieschmann en Allemagne de l'Est s'inscrivait dans le cadre de la politique répressive de la bureaucratie de l'Est de l'Allemagne contre les masses, leurs aspirations à l'unité de l'Allemagne, à la démocratie, que l'appareil social-démocrate soutient. Mais l'appareil social-démocrate a été contraint de négocier sa libération par suite de la campagne menée pour cette libération qui a trouvé un important écho à l'intérieur de la social-démocratie, jusques et y compris auprès de certains secteurs de l'appareil.

Actuellement, la lutte pour la libération des emprisonnés en Pologne, pour le respect des droits et libertés démocratiques, les droits des organisations constituées par la classe ouvrière et le peuple polonais entre août 1980 et décembre 1981, peut et doit avoir un puissant écho à l'intérieur de la social-démocratie allemande. En France, en d'autres pays, à l'intérieur des PS et des partis social-démocrates, cet écho n'est pas moins grand et ces partis en tant que tels ont dû prendre position en principe contre le coup de force et la répression.

En France, Mitterrand a décommandé le voyage qu'il devait faire en Roumanie en raison de l'enlèvement de V. Tanase par les services secrets roumains sur le territoire français.

Si nous prenons le cas de la France, de nombreux syndicats, des militants dirigeants de ces syndicats, par exemple jusqu'au sommet d'une centrale syndicale comme FO, occupent une place importante dans la lutte contre le coup de force et ses conséquences. Ainsi, par exemple, pour la constitution du comité pour la défense des syndicats libres à l'Est de l'Europe.

... dont il nous faut tenir compte

Ces contradictions recourent, ont même origine que celles qui résultent du fait que les appareils de ces partis, ces partis comme partis sont amenés à prendre en charge les

conséquences de la crise de l'impérialisme et des crises de leurs propres bourgeoisies, alors que leur base militante et les masses les chargent de leurs aspirations anti-capitalistes.

Il faut insister, en ce qui concerne la social-démocratie, sur un autre aspect. En Tchécoslovaquie, en Hongrie, notamment, la social-démocratie était extrêmement puissante, il y a une vieille et profonde tradition. Le mouvement de la révolution politique, en faisant surgir les organisations du prolétariat contre la bureaucratie, ses institutions, ses partis, fera inéluctablement ressurgir la social-démocratie comme parti ouvrier ayant une influence de masse considérable.

En Allemagne de l'Est, les masses, répétons-le, reconnaissent, contre la bureaucratie et son parti le SED, le SPD comme leur parti. En d'autres pays de l'Europe de l'Est, de nouveaux partis social-démocrates peuvent surgir. Ces partis social-démocrates se constitueront sur le terrain de la propriété sociale, et dans le cadre des rapports sociaux et politiques où celle-ci existe. Ce qui ne peut manquer de poser de nouvelles et profondes contradictions. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les partis social-démocrates qui renaîtront en Europe de l'Est, mais d'autres partis, comme les partis paysans. Déjà, le Parti populaire socialiste s'est reconstitué en Pologne, ainsi que d'autres partis, tel le PSPP.

Ces partis seront tous marqués du fait que le capital y a été exproprié et que dans ces pays existe la propriété sociale des moyens de production. En Pologne, même l'Eglise doit tenir compte de ces données, et la hiérarchie catholique est prise dans des contradictions qui en résultent.

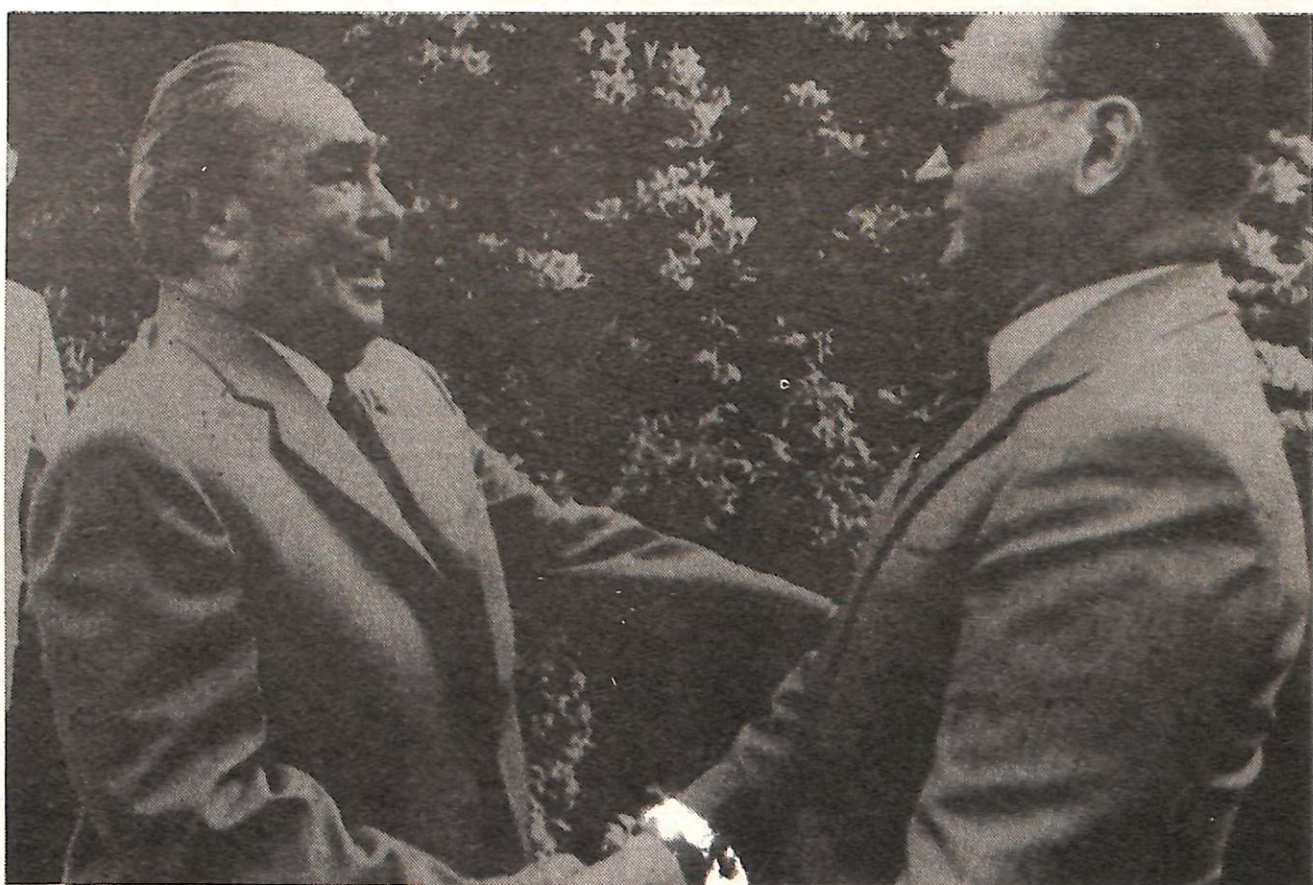
Les appareils social-démocrates des partis des pays capitalistes tiennent le plus grand compte, eux, de ces données. C'est ainsi que le SPD se refuse à appeler les masses allemandes de l'Allemagne de l'Est à s'organiser en son sein contre le SED, qu'il se refuse à mettre en cause le monopole politique du parti de la bureaucratie de l'Allemagne de l'Est, comme la DGB ne met pas en cause les « syndicats » officiels de l'Allemagne de l'Est.

En Allemagne de l'Est, les masses, répétons-le, reconnaissent, contre la bureaucratie et son parti le SED, le SPD comme leur parti. En d'autres pays de l'Europe de l'Est, de nouveaux partis social-démocrates peuvent surgir. Ces partis social-démocrates se constitueront sur le terrain de la propriété sociale, et dans le cadre des rapports sociaux et politiques où celle-ci existe. Ce qui ne peut manquer de poser de nouvelles et profondes contradictions. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les partis social-démocrates qui renaîtront en Europe de l'Est, mais d'autres partis, comme les partis paysans. Déjà, le Parti populaire socialiste s'est reconstitué en Pologne, ainsi que d'autres partis, tel le PSPP.

En général, les partis socialistes et social-démocrates se refusent à appeler à la constitution de partis social-démocrates à l'Est de l'Europe. Ils se refusent à intégrer une représentation réelle de partis social-démocrates des pays de l'Europe de l'Est à l'intérieur de l'Internationale socialiste ou dans leur cadre, à leur donner la moindre aide politique. A l'exception du parti social-démocrate de Suède qui accepte dans ses locaux la représentation à l'étranger des social-démocrates de ces pays, et leur permet d'éditer leurs journaux.

En d'autres pays de l'Est, de nouveaux partis social-démocrates peuvent surgir. Ces partis social-démocrates intégreront de profondes contradictions dans leurs rangs dans la mesure où les masses de ces pays qui affluent dans ces partis le

(suite page 16)



Jaruzelski, reçu à Moscou le 15 août 1982 par Brejnev.

(suite de la page 15)

feront pour en finir avec le monopole du pouvoir de la bureaucratie et pour la défense de la propriété sociale ; tandis que les liens organiques permanents de ces partis qui se dénomment social-démocrates en Europe de l'Est avec l'Internationale socialiste et ses partis d'Occident joueront fondamentalement le rôle d'instruments des appareils social-démocrates contre-révolutionnaires.

Aussi bien pour déterminer notre tactique dans les pays de l'Europe de l'Est, pour combattre en défense de la révolution politique en Pologne, que pour construire nos partis à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, nous devons tenir le plus grand compte de ces contradictions.

Kuron

Le développement de la révolution politique en Pologne, la résistance de la classe ouvrière polonaise au coup de Jaruzelski, la maturation politique dans *Solidarité* et la différenciation politique au sein de sa direction s'expriment dans les positions développées par J. Kuron dans sa lettre ouverte à Bujak et Kulewski.

soient reculées les manifestations pour la défense des prisonniers politiques. Il reste que, durant cette période, Kuron se prononça pour l'indépendance de *Solidarité*.

Depuis le coup de force du 13 décembre, la classe ouvrière polonaise, au travers de *Solidarité*, a exprimé sa résistance au coup d'Etat par des grèves, des manifestations, des minutes de silence, le boycott des nouvelles radiotélévisées, des grèves nationales à durée limitée.

Bien que le gouvernement ait été obligé de concéder la libération de certains emprisonnés, il a refusé de discuter de la levée des mesures imposées le 13 décembre avec les dirigeants de *Solidarité*, comme *Solidarité* l'avait demandé.

Dans la crise actuelle qui le paralyse, le gouvernement est incapable de prendre une mesure d'importance décisive dans n'importe quel domaine. Dans une lettre à Bujak et Kulewski, discutant de la prochaine étape de la lutte, Kuron écrit qu'il faut préparer une grève générale, qu'il faut un programme, qu'il faut s'adresser à l'armée et à la milice, qu'il faut une direction centralisée, qu'il faut fixer la date de la grève générale. « *Le temps des illusions est passé* », écrit-il.

Le but fixé est de forcer le gouvernement à reculer, à faire des con-

Notre ligne politique

La situation politique en Pologne est marquée, comme nous l'avons expliqué plus haut, par la résistance des masses au gouvernement et par la crise de la bureaucratie elle-même. Ces deux facteurs sont renforcés par l'incapacité de la bureaucratie à résoudre les problèmes économiques du pays, et par la dégradation des conditions de vie des masses laborieuses.

Les revendications autour desquelles les masses se mobilisent en ce moment sont celles qui concentrent la demande de levée de l'état de siège : libération immédiate de tous les détenus, reconnaissance de toutes les organisations et avant tout de *Solidarité* que la classe ouvrière, les masses populaires ont constituées entre août 1980 et le 13 décembre 1981 ; respect de leur indépendance ; liberté d'organisation syndicale et politique ; restitution de ce qui a été confisqué à *Solidarité* et aux autres organisations ; abrogation de l'état de guerre ; liberté de presse ; revendications matérielles de la classe ouvrière et des masses populaires contre la hausse des prix, l'absence des pro-

tous les pouvoirs, c'est-à-dire une Assemblée constituante.

Cette revendication ne découle pas immédiatement des conditions mises en place par le coup d'Etat. Mais elle émergera avec une force renouvelée dès que le peuple polonais se dressera dans la grève générale, par exemple.

A une certaine étape de la mobilisation des masses pour les libertés démocratiques, pour l'indépendance nationale, pour leurs revendications « économiques », les conseils peuvent et doivent surgir.

La mise en place de l'état de siège a mis à nu l'essence de la répression bureaucratique. Elle a renforcé les profondes aspirations démocratiques du peuple polonais, dont les partis ont été interdits et les droits nationaux et démocratiques foulés aux pieds par le régime imposé par la bureaucratie. L'état de siège a révélé de façon aiguë le précipice absolu qui existe entre la bureaucratie et son parti d'un côté, et le peuple polonais dans son entier de l'autre. Le peuple polonais aspire profondément à exprimer sa volonté politique, à démontrer son rejet total de la bureaucratie et de son parti. C'est à cette aspiration que répond la revendication de l'Assemblée constituante.

Le coup d'Etat, clairement inspiré par le Kremlin, a renforcé les aspirations du peuple polonais à l'indépendance nationale, contre la domination de la bureaucratie russe au travers de ses marionnettes polonaises. Le peuple polonais exprimera également son aspiration profonde à ses droits nationaux par le biais de l'Assemblée constituante.

Dans ce combat pour la légalisation de tous les partis, pour une Assemblée constituante, la subordination de la Pologne au Kremlin au travers des accords de Yalta et de Potsdam et le pacte de Varsovie, sera remise en cause.

Le combat pour l'Assemblée constituante

Les aspirations fondamentales du peuple polonais — travailleurs, paysans, étudiants, intellectuels — à la liberté, aux droits démocratiques, à l'indépendance nationale, pour que soit mis un terme à l'inégalité sociale et aux privilèges bureaucratiques, au contrôle sur l'économie, sont incompatibles avec le règne de la bureaucratie. Elles nécessitent que le pouvoir de la bureaucratie soit remplacé à tous les niveaux par le gouvernement des ouvriers et des paysans.

Les mécanismes par lesquels un tel gouvernement sera formé ne peuvent être établis à l'avance. Sans aucun doute, ils comprendront des comités ouvriers et paysans, centralisés aux niveaux régional et national. De tels comités surgiront au cours de la grève générale et pour répondre à la dislocation de l'économie par la bureaucratie.

Mais la revendication qui centralise les aspirations politiques du peuple polonais à en finir avec le pouvoir de la bureaucratie, c'est la revendication de l'Assemblée constituante et d'un gouvernement responsable devant elle.

Un tel mot d'ordre centralise toutes les oppositions politiques face au pouvoir de la bureaucratie, et fournit la base pour une alliance gouvernementale entre les travailleurs et les paysans.

D'ores et déjà, l'alliance entre les ouvriers, les paysans et les étudiants en Pologne s'est exprimée dans la construction de *Solidarité paysanne* et de *Solidarité étudiante*. Celles-ci, sous la protection de *Solidarité ouvrière*, se sont développées face à

la désorganisation de l'économie par le gouvernement. Mais cela ne suffit pas pour répondre à la question du gouvernement. Il faut la centralisation politique de tout le peuple polonais dans une Assemblée constituante.

Dans le cours du développement de la révolution politique, la revendication de l'Assemblée constituante peut se concrétiser dans la formation d'un comité national fondé sur tous les comités ouvriers et paysans qui se seront formés au cours de la lutte. Mais ce problème sera réglé dans le cours du développement de la révolution elle-même.

Pour l'instant, le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan passe par le combat pour une Assemblée constituante. Bien entendu, dans le cours de la lutte, éventuellement de la grève générale, la question de la constitution d'un gouvernement provisoire se substituant à celui de la bureaucratie peut se poser. Mais si c'est là une perspective, nous ne pouvons anticiper sur le cours des événements dans ce domaine.

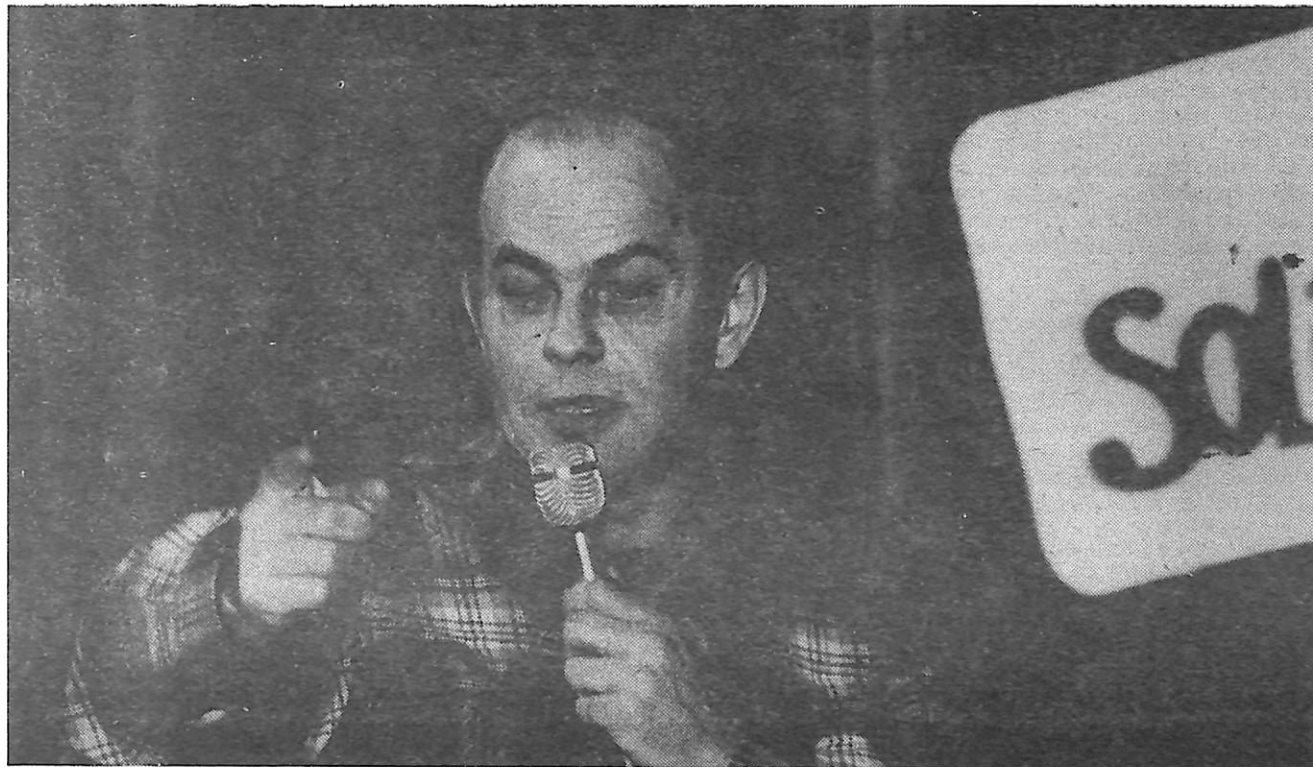
Pour l'instant, il nous faut sur ce point maintenir la formule de gouvernement responsable devant la Constituante. D'autant que les variantes d'un éventuel gouvernement provisoire sont multiples. Il se peut notamment qu'un tel gouvernement provisoire soit axé sur l'Eglise, intègre la bureaucratie et réalise sous une certaine forme « l'entente nationale » dans une situation de double pouvoir.

Construire les partis de la IV^e Internationale...

Notre tâche essentielle est la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections. La révolution politique est une composante décisive de la révolution prolétarienne mondiale. La nécessité de la direction révolutionnaire constituée sur la base du programme de la IV^e Internationale, c'est-à-dire des partis de la IV^e Internationale, n'est pas moins grande dans les pays où le capital a été exproprié que là où subsiste le mode de production capitaliste.

C'est seulement le programme de la IV^e Internationale qui situe la révolution politique dans son véritable cadre et sa véritable signification. C'est seulement ce programme qui établit la nécessité du pouvoir des soviets, de la démocratie ouvrière, de l'Etat ouvrier. C'est seulement ce programme qui relie la révolution politique à la révolution sociale, qui exprime la nécessité d'en finir avec la division en deux du prolétariat mondial, européen, allemand, d'en finir avec la division du monde, de l'Europe, de l'Allemagne. C'est seulement ce programme qui ouvre la perspective de la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe et de la République socialiste universelle des conseils. Même la chute de Jaruzelski en Pologne, par exemple, n'épuise pas la révolution politique.

Pourtant, construire des partis de la IV^e Internationale dans les pays de l'Est de l'Europe et en URSS exige de partir des conditions concrètes, de l'état d'esprit des masses dans ces pays. On ne saurait oublier le rôle oppressif et spoliateur que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasitaires jouent dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS contre les masses ouvrières et paysannes, l'oppression et la spoliation nationales des peuples (URSS, près de soixante ans en URSS, depuis 37 ans en Europe de l'Est), cela au nom du marxisme, du léninisme, de la dictature du prolétariat, des soviets, du socialisme.



J. Kuron.

Nous devons nous souvenir que Kuron fut le premier à élaborer une plate-forme d'opposition politique à la bureaucratie stalinienne sur des bases socialistes en 1965 ; que par la suite il rompit avec le marxisme, qu'en 1976, en fondant le KOR, il fournit à l'opposition en Pologne un cadre d'organisation sur la base de la défense des intérêts de la classe ouvrière, que les groupes de *Robotnik* constitués dans le mouvement du KOR fournirent une forme embryonnaire d'organisation politique à la classe ouvrière polonaise. Bien que, dans l'opposition à la bureaucratie dans la période 1969-1980, les positions politiques de Kuron lui-même étaient fondées sur une perspective de compromis avec la bureaucratie.

En 1980, lorsque *Solidarité* se forma, il devint l'un de ses « experts » et de ses dirigeants politiques de premier plan.

En août 1981, des partis politiques commençaient à s'organiser en Pologne. Le KPN militait ouvertement, le PSPP se préparait à se proclamer. Kuron se prononça pour la dissolution du KOR, estimant que l'existence de *Solidarité* ne le rendait plus nécessaire. Dans le même temps, il se prononça pour céder devant le gouvernement sur la question des augmentations des prix des denrées alimentaires et pour que

cessions, à réaliser un compromis. Mais les revendications que *Solidarité* formule, même si elles ne s'opposent pas explicitement à la domination de la bureaucratie, sont incompatibles avec le maintien de Jaruzelski au pouvoir, une grève générale nationale pose la question du pouvoir.

Les trotskystes polonais combattent pour la mobilisation révolutionnaire des masses contre l'état de siège, pour le rétablissement de tous les droits politiques et démocratiques, comme premiers pas vers la chute du régime de Jaruzelski et la mise en place d'organes de pouvoir du peuple travailleur polonais, opposés à ceux de la bureaucratie.

Le fait que Kuron ne se prononce pas pour la destruction du régime ne doit pas être un obstacle à un accord pour un combat commun pour une grève générale.

Dans tous les cas, si une grève générale est lancée, son propre développement soulèvera la question des objectifs de ce mouvement. Nous ne pouvons pas exclure catégoriquement à l'avance même la possibilité temporaire d'un compromis avec le gouvernement, à condition de combattre pour garantir l'organisation indépendante de la classe ouvrière et préserver sa capacité à mener le combat à un niveau supérieur.

duits les plus élémentaires, la faim, le chômage.

Le combat qui correspond aux besoins immédiats des masses polonaises, c'est le combat pour l'unité de tous ceux qui luttent pour forcer le gouvernement à céder à leurs revendications, y compris par l'organisation d'une grève générale nationale.

Les revendications qui concernent les conditions sociales des masses surgiront inévitablement à nouveau. Comme en juillet et en août 1981, et ensuite en décembre, les travailleurs et les paysans soulèveront la question du contrôle de l'économie. Ils poseront le problème de leur propre contrôle sur la production et la distribution par le biais de comités ouvriers et paysans.

Le combat pour les revendications démocratiques restera la force motrice du développement de la révolution politique. Il inclut le combat pour la légalisation de tous les partis constitués par les masses laborieuses en Pologne au cours de leur résistance à la bureaucratie, pour la liberté d'expression, de presse, d'organisation.

Toutes ces revendications sont centralisées dans le combat pour une Assemblée représentative de l'ensemble du peuple polonais, élue au suffrage universel, disposant de

A l'étape actuelle, seule une toute petite minorité peut saisir la fantastique falsification des valeurs, des rapports réels qu'implique cette mystification, surtout dans les pays de l'Est de l'Europe, où les masses considèrent dans leur immense majorité l'URSS comme un « pays impérialiste », infiniment plus exploiteur, oppresseur, plus brutal et cruel que ne le sont les bourgeoisies des pays capitalistes et les grandes puissances impérialistes. Les masses des pays de l'Est de l'Europe estiment que les travailleurs des pays capitalistes dominants bénéficient de la liberté et de conditions économiques infiniment supérieures aux leurs.

Nous ne pouvons non plus oublier la crise de la IV^e Internationale, le rôle plus particulier du Secrétariat unifié en Europe de l'Est, qui défigure la IV^e Internationale et son programme, se dresse comme un obstacle supplémentaire sur la voie de la construction d'authentiques organisations trotskystes.

Il est naturellement indispensable de constituer dans tous les pays de l'Europe de l'Est des noyaux politiques se situant sur le programme de la IV^e Internationale, dans la perspective de la construction de partis de la IV^e Internationale dans leur pays et celle de la reconstruction de la IV^e Internationale. Ces noyaux sont indispensables pour réaliser nos tâches politiques immédiates. Mais celles-ci ne peuvent consister à construire directement des partis trotskystes.

De tels partis (c'est-à-dire organisations acquérant une influence réelle dans les masses et jouant un rôle politique réel) ne peuvent être construits à l'étape actuelle. Par contre, les trotskystes peuvent et doivent appuyer la construction d'organisations politiques ouvrières indépendantes.

La plate-forme de semblables organisations est la suivante : sur la base de la propriété sociale, dans la perspective générale du socialisme, indépendance du prolétariat par rapport à la bureaucratie, à son parti, à ses institutions, constituer des organisations indépendantes du prolétariat et des masses populaires, syndicats, centrales syndicales et partis, libertés démocratiques, droit

de presse, de réunion, etc. ; indépendance nationale, c'est-à-dire droit du peuple à disposer de lui-même, par rapport au Kremlin notamment ; en conséquence, élection d'une assemblée souveraine et constituante au suffrage universel qui nommera un gouvernement responsable devant elle ; pour les revendications de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses populaires ; combat contre le parasitisme, le pillage, le gaspillage de la bureaucratie et pour son expulsion du pouvoir et de la gestion de la propriété sociale.

...sur un programme de rupture radicale avec la bureaucratie

La bataille sur ce programme ne peut manquer de déboucher sur la nécessité de la constitution de conseils, de soviets, sur la nécessité de leur centralisation à tous les niveaux, nationalement. C'est un programme de rupture radicale avec la bureaucratie, de combat contre elle jusqu'à son renversement.

Pourtant nous ne pouvons exclure, mais au contraire il nous faut prévoir et essayer de réaliser une collaboration politique avec les organisations qui, sur la base de la reconnaissance de la propriété sociale, combattent pour la démocratie et l'indépendance nationale, même si elles ne vont pas jusqu'au bout sur la voie de la rupture avec la bureaucratie, même si elles cherchent un compromis avec elle, dans la mesure où elles mènent réellement le combat.

Même aujourd'hui, Jacek Kuron préconise une grève générale dans l'objectif réformiste d'un compromis avec la bureaucratie. Tout en maintenant nos objectifs propres, nous devons collaborer ensemble à la préparation de la grève générale. Nous ne pouvons pas, de plus, dire, « Non, jamais de compromis avec la bureaucratie ! » Tout dépend des circonstances concrètes et du compromis réalisé. D'autant qu'en ce qui concerne la Pologne, sous l'égide de l'Eglise et d'autres forces, des « compromis » ne sont pas à écarter.



Le 1^{er} mai 1982 à Varsovie. Sur la banderole, il est écrit : « Libération des emprisonnés ! »

Il s'agira éventuellement de savoir quel compromis. Est-ce qu'il respecterait l'indépendance du prolétariat et de ses organisations ? Est-ce qu'il présenterait une ouverture pour le prolétariat et les masses ? En tout cas, une chose est claire : même si un tel compromis intervenait, ce ne pourrait être qu'un compromis provisoire, les forces en lutte ne pouvant camper sur leurs positions réciproques, mais devant inéluctablement s'affronter pour décider de la question du pouvoir.

La construction d'organisations de ce type s'inclut totalement dans la perspective et la méthode que signifie l'objectif de la préparation d'une conférence ouverte, s'intégrant dans la marche à la reconstruction de la IV^e Internationale.

La reconstruction de la IV^e Internationale recevra une impulsion déterminante du processus de construction de sections de la IV^e Internationale en Europe de l'Est et en

URSS. La tactique de construction de ces sections doit être particularisée en URSS par rapport aux pays de l'Europe de l'Est où également celle-ci doit se concrétiser pour chaque pays en fonction des données spécifiques. Pour ce qui concerne l'URSS, il faut simplement signaler qu'elle reste le pays de la révolution d'Octobre.

Là aussi se pose la question de l'indépendance du prolétariat, de la construction de ses organisations propres, partis et syndicats, des libertés, des questions nationales, de la rupture totale avec la bureaucratie, son parti, ses institutions, de son expulsion du pouvoir et de la gestion de l'économie planifiée, de la propriété sociale. Cependant, l'URSS est le pays de la révolution d'Octobre, des soviets, du parti de Lénine, de l'Opposition de gauche. Le cheminement vers la construction d'un parti de la IV^e Internationale y est forcément spécifique comme celui de la révolution politique et exige une analyse rigoureuse qu'il nous faudra faire.

Michnik et d'autres encore, nous appuyons le « Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et de tous les emprisonnés en Pologne ».

D'ores et déjà, en France, l'appel du comité a obtenu plus de 19 000 signatures. Cette campagne doit être prise en mains et impulsée par le Centre international de reconstruction et chacune des sections qui y adhèrent. Il faut, dans les plus courts délais, rassembler internationalement 100 000 signatures.

Dans tous les pays, les initiatives doivent être prises pour constituer des comités larges pour la « libération de Walesa, Kuron, Baluka et de tous les emprisonnés de Pologne », composés de militants ouvriers, syndicaux et politiques, de personnalités, quelle que soit leur tendance politique. Il est important de préciser qu'aucune confusion ne doit être permise : ces comités sont ouverts à toutes les personnalités qui combattent contre la répression et pour les libertés aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux où le capital a été exproprié mais où une bureaucratie détient le pouvoir d'opprimer les masses et les nationalités. La réalisation de cette tâche immédiate nous permettra d'établir les conditions de la poursuite et de l'intensification de l'activité internationale.

Cette bataille est une bataille de construction des sections de la IV^e Internationale et de reconstruction de la IV^e Internationale. A partir d'elle peuvent et doivent être organisés pour ce combat jeunes, travailleurs, et militants et les gagner à la IV^e Internationale. Il nous faut éventuellement manifester directement sous nos propres drapeaux. Mais il nous faut également agir en direction des organisations ouvrières, syndicales et politiques, de leurs dirigeants, de leurs militants.

Les contradictions qui se développent à l'intérieur des partis social-démocrates et stalinien, comment elles se recourent à celles de la politique des directions de ces partis et des aspirations que militants et masses ont et dont ils chargent ces partis, ont été soulignées plus haut. La défense de la révolution polonaise ne peut qu'y trouver le plus grand écho. C'est bien normal d'ailleurs : notre défense de la révolution polonaise se recoupe entièrement à l'intervention dans la lutte des classes, aux réponses politiques que nous apportons dans chaque pays. C'est un puissant moyen de combat pour le front unique, pour dégager les aspirations des jeunes, des travailleurs, des militants et les gagner à la IV^e Internationale.

En défense de la révolution politique en Pologne

Il n'y a pas de construction de sections de la IV^e Internationale en Europe de l'Est et en URSS sans défense contre la répression de tous les combattants contre les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin. De ce point de vue, notre tradition est nette et sans équivoque. A l'étape actuelle, il n'y a pas de reconstruction de sections de la IV^e Internationale en Europe de l'Est et en URSS, et également dans les pays capitalistes, sans défense de la révolution politique et de ses combattants en Pologne.

L'axe de ce combat peut être rapidement défini : libération de tous les emprisonnés, reconnaissance des organisations que la classe ouvrière, que le peuple polonais ont constituées entre août 1980 et décembre 1981, à commencer par *Solidarité*, restitution de leurs droits, de leurs biens, liberté totale de fonctionnement, respect de leur indépendance, abrogation de l'état de guerre.

Cette bataille, il faut la poursuivre et l'amplifier. Prenant appui sur toute l'activité antérieure, prenant en compte les mesures récentes prises par Jaruzelski contre un certain nombre d'internés, jetés en prison et isolés, comme Baluka, Kuron,



Dès la proclamation de l'état de guerre en Pologne, le 13 décembre 1981, la classe ouvrière manifestait dans le monde entier sa solidarité avec les ouvriers polonais et leur syndicat indépendant *Solidarité*. Les organisations aujourd'hui membres de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » étaient au premier rang de cette mobilisation. Sur cette photo, le cortège de l'OCI dans la manifestation qui, le 14 décembre, regroupait des dizaines de milliers de travailleurs.

Résolution sur la situation française et la politique du PCI

L'ELECTION de Mitterrand le 10 mai 1981 et la formation d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale représentent des faits fondamentaux qui ouvrent une nouvelle phase dans la lutte des classes en France. Pour la reconstruction de la IV^e Internationale, il s'agit d'un moment exceptionnel, car une situation pré-révolutionnaire en marche vers des crises majeures se combine avec l'existence de la plus importante organisation trotskyste.

Le Comité international, à la réunion du conseil général de mai 1981, a établi la signification de la défaite de Giscard et des partis bourgeois aux élections présidentielles en des termes qui ont été confirmés un mois plus tard, quand les travailleurs français ont obtenu une nouvelle victoire face aux représentants politiques directs du capital en éliminant une majorité écrasante de députés ouvriers à l'Assemblée nationale.

La signification de la défaite de Giscard

Pour le conseil général, « la défaite de Giscard représente une profonde déstabilisation de l'Etat bourgeois dans son ensemble, qui peut déboucher à n'importe quel moment sur une crise révolutionnaire » que le front populaire avec la bourgeoisie cherche à contenir, cela indépendamment des contradictions qui ont surgi, surgissent et surgiront entre le front populaire et la bourgeoisie.

Pour imposer leur volonté, les masses ont dû, en même temps, infliger une défaite au stalinisme qui a servi de soutien à la V^e République par sa politique de division. La portée internationale de la victoire contre Giscard a aussi été signalée par rapport à l'impérialisme et en particulier par rapport à l'impérialisme français, et d'autre part comme expression de la portée de la crise de l'appareil stalinien.

2. En portant Mitterrand à la présidence, les travailleurs voulaient dire : « On ne veut pas des patrons, de leurs partis ou de leurs gouvernements » ; et cette position sur un axe de classe est à la base des victoires de mai et juin 1981.

C'est contre ces conditions imposées par les masses que les dirigeants du Parti socialiste, avec la collaboration active du PCF, ont décidé de former un gouvernement de collaboration de classes, un gouvernement bourgeois de front populaire qui incarne la détermination de ces directions traîtres de sceller une alliance avec la bourgeoisie et d'agir depuis le gouvernement au service des intérêts du capital impérialiste français. Le caractère marginal des ministres radicaux et gaullistes de gauche, bien que non significatif parce que ne représentant qu'un secteur marginal de la bourgeoisie, ne diminue pas la signification de leur présence.

L'ampleur de la crise politique de la bourgeoisie et de ses institutions met en relief l'incapacité du capital de diriger directement le gouvernement par l'intermédiaire de ses partis. La bourgeoisie s'est vue obligée, pour chercher à défaire les masses, d'accepter que le gouvernement soit dirigé par des partis ouvriers. En

même temps, ces dirigeants qui parlent au nom de la classe ouvrière, par l'intermédiaire du front populaire, jouent leur rôle de « dernier recours » pour tenter de sauvegarder l'ordre bourgeois face à la menace de la révolution ou de l'éclatement de la crise révolutionnaire en France.

Surgi dans une situation politique d'initiative du prolétariat qui ne peut manquer de devenir aiguë sur un cours ou des poussées succéderont à des replis sur des délais qui ne peuvent être rapides en raison de l'absence de parti révolutionnaire dirigeant dont la construction incombe au PCI, le front populaire tente de se présenter comme porte-parole ou défenseur des intérêts des exploités pour atteindre ses objectifs de faire reculer la mobilisation.

La politique du front populaire

3. Le gouvernement de front populaire agit dans des conditions de contradictions politiques croissantes qui s'expriment à tous les niveaux. Dans sa majorité, la classe ouvrière, aveuglée par les appareils, considère ce gouvernement comme le sien et espère qu'il lui serve d'instrument pour la satisfaction de ses revendications et pour la défense de ses conquêtes. D'une part, la bourgeoisie, incapable pour le moment de disposer d'un autre gouvernement, exerce toutes sortes de pressions sur lui pour obtenir de nouvelles concessions et pour gagner des positions politiques qui lui permettraient de reprendre l'initiative contre le mouvement ouvrier. La bourgeoisie développe une activité permanente pour que le front populaire contribue à démobiliser le prolétariat et pour créer les conditions de l'offensive contre-révolutionnaire ouverte et afin de reprendre directement le contrôle du gouvernement et de l'ensemble des institutions du régime.

Le gouvernement, tel que nous avons pu l'apprécier en plus d'un an, n'est pas neutre face à la montée du mouvement des masses et à l'action de la bourgeoisie ; au contraire, il joue son rôle en faisant de plus en plus de concessions aux capitalistes. D'autre part, sur le terrain de la défense des intérêts impérialistes de la bourgeoisie française, le gouvernement de front populaire a démontré clairement son caractère contre-révolutionnaire. Les directions du PS et du PCF contribuent sur tous les terrains dans le but de tenter d'immobiliser le prolétariat.

Les affrontements qui se développent entre les classes s'expriment aussi au sein des institutions et dans la crise de l'ensemble du dispositif de la V^e République. Le gouvernement de front populaire en France agit dans le cadre des institutions de la V^e République et pour les préserver, les rapports institutionnels (présidence, Assemblée nationale, etc.) restent fondamentalement inchangés. Néanmoins, à l'intérieur de ces rapports institutionnels, après le 10 mai, tant les contradictions entre les aspirations du mouvement des masses et la politique des directions traditionnelles qui cherchent à toute force à préserver ces institutions, que les contradictions entre la bourgeoisie et le gouvernement bourgeois de front populaire apportent une nouvelle contradiction qui, elle, s'exprime dans

l'existence d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Dans cette situation, le caractère bonapartiste des institutions concentrant tout à la fois sur Mitterrand tous les pouvoirs et la responsabilité de toute la politique du front populaire, et les pressions des différentes classes en lutte, renforcent considérablement son rôle bonapartiste.

Le caractère bonapartiste du pouvoir de Mitterrand l'a amené, tout en défendant les intérêts du grand capital, à tenter de s'opposer à une pression exercée sur lui (cf. sur l'aménagement du temps de travail, les 39 heures), mais fondamentalement, avec le soutien du PS et du PCF, Mitterrand joue un rôle décisif dans la mise en œuvre du plan d'austérité et dans la politique internationale de défense de l'impérialisme français.

Deux variantes possibles

4. La période des 7 à 8 mois qui viennent jusqu'aux élections municipales de mars 1983 sera très importante tant du point de vue des développements de la lutte des classes que pour la construction du PCI. Parmi les variantes possibles, cette période en ouvre plus particulièrement deux.

Les masses laborieuses et la jeunesse, confrontées à une offensive sans précédent de la bourgeoisie, dirigée par le front populaire, peuvent être amenées à déclencher les plus gigantesques luttes de classe et infliger une nouvelle défaite à la bourgeoisie, transformant l'actuelle situation de crise pré-révolutionnaire en crise révolutionnaire ouverte. Alors la crise révolutionnaire remettra directement en cause les institutions bonapartistes, ouvrant le plus large champ au combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, en raison même de l'expérience acquise par les masses dans ces dernières années.

Une autre variante se présente, qui, toutes conditions restant relativement égales, si le front populaire et les appareils du PCF et du PS réussissent à contenir la lutte de classes, voit le RPR et l'UDF (Chirac-Giscard) remporter une victoire électorale aux élections municipales, qui serait ressentie momentanément par les masses comme un échec. Il serait néanmoins totalement erroné de considérer cet échec comme une défaite. Cela en raison de ce que premièrement s'ouvrira une situation de conflit ouvert entre la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et la majorité que le RPR et l'UDF remporteraient aux élections municipales, conflit qui ne peut amener qu'une situation de crises politiques aiguës, une situation de déstabilisation accentuée des institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois, où la classe ouvrière pourra à chaque moment reprendre l'initiative dans la lutte de classes.

Deuxièmement, la « victoire » électorale du RPR et de l'UDF, toutes les élections (cantonales et partielles) le montrent, traduit très certainement un mouvement vers la droite, encore limité mais réel, de couches de la petite bourgeoisie qui ont voté l'année passée pour Mitterrand, mais les défaites électorales du PS et du PCF sont avant tout le fait que d'importants secteurs de la classe ouvrière et des jeunes, tout en refusant de voter pour la droite,

refusent également de voter pour le PS et le PCF. Ce fait doit être mis en relation avec ceux qui se sont développés depuis la grève générale de mai-juin 1968.

Les appareils et l'Union de la gauche-front populaire ont réussi à contenir les développements de la lutte des classes directe en utilisant les illusions électorales des masses. C'est ainsi que depuis la victoire du 10 mai, des 14 et 21 juin, la politique bourgeoise de front populaire amène les masses laborieuses à chercher l'issue dans la lutte des classes directe. Sans pour autant considérer que le combat politique du PCI sur le terrain électoral ait fait son temps (cela serait commettre une erreur majeure), bien au contraire, le PCI devra utiliser les élections municipales pour promouvoir sur le terrain de la lutte des classes, sur la ligne du front unique, une politique de rupture avec la bourgeoisie, le combat pour défaire la bourgeoisie que toute la politique du front populaire cherche à fortifier.

Le gouvernement de front populaire dirigé par Mitterrand se voit traversé par une alternative dont on ne s'échappe pas : les concessions croissantes aux capitalistes et la défense de plus en plus ouverte de leurs intérêts signifient que le gouvernement porte des coups aux masses et dans cette voie mine ses propres bases de soutien ; s'il parvenait à avancer dans cet objectif au travers d'un cours saccadé de la lutte des classes, la bourgeoisie trouverait les conditions pour le faire tomber.

D'autre part, si le prolétariat, résistant aux plans d'austérité et aux actions contre-révolutionnaires, arrive par sa mobilisation à rompre la camisole de force des appareils, il sera amené à comprendre par sa propre expérience, et avec l'aide de l'avant-garde révolutionnaire dans ce processus, la véritable nature de ce gouvernement, et à comprendre que pour affronter effectivement la bourgeoisie, il faut le défaire et imposer un gouvernement ouvrier, authentique représentant de ses intérêts, combat que le PCI doit aider en avançant sous des formes tactiques adaptées sur la ligne du front unique et de la rupture avec la bourgeoisie.

La nécessité de la rupture avec la bourgeoisie

5. Dans les conditions actuelles en France, le cours de la lutte des classes se base sur l'extraordinaire tradition de la classe ouvrière qui résistera de plus en plus aux attentats contre les conquêtes arrachées dans le passé sur le terrain des acquis sociaux et des droits politiques et sociaux. Les lois de la lutte des classes sont plus fortes que les appareils. En même temps, les portées de la mobilisation et en particulier les possibilités qu'elle débouche sur l'instauration d'un véritable gouvernement ouvrier sont déterminées par l'intervention du PCI construisant le parti révolutionnaire.

En ce moment, la question capitale de la tactique est de disputer les masses aux directions ouvrières contre-révolutionnaires et d'arriver à ce que, dans le développement de leur action, elles rompent avec leurs propres illusions dans le front

populaire et les appareils qui le soutiennent.

En tenant compte de façon permanente de ces illusions pour définir les mots d'ordre et les tâches, la politique du PCI ne doit pas être déterminée par les illusions des masses par rapport au gouvernement actuel. La politique des trotskystes, en tenant compte des illusions des masses, doit aider les masses à rompre avec le gouvernement et avec les partis ouvriers-bourgeois qui le soutiennent. Cela signifie impulser le mouvement contre la politique du gouvernement de front populaire, en mettant, répétons-le, toujours au centre de l'agitation la nécessité de la rupture politique et gouvernementale avec la bourgeoisie. Cette politique doit s'exprimer à chaque moment à travers une activité d'organisation et de mobilisation des masses dans laquelle les trotskystes dénoncent à tout moment, sous des formes tactiques adaptées, la responsabilité du gouvernement de front populaire dans l'application de la politique patronale et de la politique impérialiste au niveau international.

Avancer en ce moment la tactique face au gouvernement avec des mots d'ordre doctrinaires ou d'affrontement total (« A bas le front populaire », par exemple), sans tenir compte des rapports de force ou des illusions des masses, conduit à une pratique stérile et à l'isolement du parti. La tactique du front unique ouvrier revêt toute son importance à ce niveau en situant l'urgence de mots d'ordre comme ceux de gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois ou défendant les intérêts de la bourgeoisie, ou l'exigence que la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale prenne toutes ses responsabilités.

Ces mots d'ordre ont été avancés par le PCI comme composantes de base de sa politique qui exige l'élaboration d'un véritable programme d'action qui opposera les solutions révolutionnaires du PCI à la politique contre-révolutionnaire du front populaire et des directions traditionnelles.

A la conférence mondiale, une discussion sérieuse s'est menée sur la question de comment affronter le gouvernement de Mitterrand et le front populaire, de quelle façon tenir compte des illusions des masses pour définir la politique.

Des appréciations critiques ont été portées sur la politique actuelle du PCI et la façon dont elle a traité les actions gouvernementales au niveau international et national. C'est une discussion qui doit continuer, et qui est nécessaire tant pour les activités générales de reconstruction de la IV^e Internationale que pour la construction du PCI.

C'est une discussion menée dans un cadre commun de principes qui a montré le caractère criminel de la rupture impulsée par Moreno, qui a tenté de la justifier en niant le caractère trotskyste du PCI et le terrain de principes dans lequel il s'inscrit.

Etant donné l'importance des problèmes et des discussions soulevées sur les développements de la situation politique en France, la conférence mondiale invite le conseil général et le secrétariat international à suivre la politique du PCI en liaison avec celui-ci.

La révolution nicaraguayenne, pivot de la révolution centro-américaine

— Résolution —

Les développements de la révolution centro-américaine connaissent un approfondissement incessant et le niveau de confrontation entre révolution prolétarienne et contre-révolution est sur le point d'atteindre un seuil qualitativement nouveau dans toute l'Amérique centrale.

En dépit de la contre-offensive contre-révolutionnaire déclenchée au début de l'année 1981 par l'impérialisme nord-américain profitant de l'échec de l'« offensive finale » lancée par le FMLN au Salvador, se développe aujourd'hui une situation révolutionnaire dans l'ensemble de l'isthme centro-américain : approfondissement de la révolution nicaraguayenne, décomposition accrue des dictatures salvadorienne et guatémaltèque dans une situation de guerre civile, crise économique et politique au Honduras, au Costa Rica et au Panama.

Il existe en plus dans la région une tendance à la généralisation de la guerre civile, guerre civile que vivent déjà plusieurs pays de l'Amérique centrale, tendance qui est appelée à s'approfondir dans la mesure même où se poursuivraient les agressions contre-révolutionnaires au compte de l'impérialisme.

Le mouvement en cours témoigne de la profonde unité des processus de la révolution prolétarienne en Amérique centrale où la chute de Somoza et l'ouverture de la révolution prolétarienne au Nicaragua ont marqué un tournant décisif. La révolution nicaraguayenne a représenté le point d'appui central de la montée révolutionnaire des masses au Salvador, au Guatemala, dans toute l'Amérique centrale. Ainsi que l'analysait la conférence centro-américaine de « IV^e Internationale (Comité international) » en juin 1981, l'échec de l'« offensive finale » au Salvador comme tout autre coup porté aux masses dans les autres pays ne pouvaient et ne peuvent modifier les rapports d'ensemble établis en faveur de l'initiative des masses tant que ne sera pas infligée une défaite décisive à la révolution nicaraguayenne, véritable pivot de la révolution centro-américaine.

DEPUIS la chute de Somoza, le Nicaragua a connu un développement incessant de la lutte des classes. La puissance de l'activité des masses s'est affirmée dans une situation où, par leur activité révolutionnaire, elles ont détruit la Garde nationale et liquidé toutes les institutions du régime somoziste, institutions qui représentaient l'Etat bourgeois au Nicaragua. L'Etat bourgeois en est sorti totalement démantelé et c'est en cela que réside la force déployée par l'activité des masses, donnant lieu à l'ouverture de la révolution prolétarienne au Nicaragua.

Il faut ici apprécier la profondeur de la vague révolutionnaire qui a jeté à bas Somoza. La grève générale, à l'appel, le 4 juin, du FSLN, va se développer jusqu'au 19 juillet. A travers leur organisation autonome, les masses ont constitué des comités de défense civile, des milices qui constituent la force armée des comités de défense civile, et c'est donc la grève générale, l'armement des masses, l'insurrection dans laquelle participent les actions militaires du FSLN qui en ont fini avec la dictature haïe. Les milices populaires ont tiré leur origine des brigades formées dans les quartiers des villes et les villages pendant l'insurrection. La chute de Somoza et la décomposition de la Garde nationale ont permis que la population civile investisse directement les casernes ; par là même, le nombre de miliciens, la qualité de leurs armements s'accrurent grâce aux armes abandonnées par la Garde nationale.

Dans la plupart des cas, à Managua par exemple, les armes abandonnées tombèrent directement dans les mains de la population. Ce n'est que trois jours plus tard qu'arrivèrent les colonnes organisées du FSLN.

Les milices constituent dès le début l'axe autour duquel les masses se recomposent. Elles organisent les communautés, directement élues dans de nombreux cas ; ce sont elles qui prennent les usines, les terres, les maisons, les moyens de trans-

port, et les autres propriétés de la bourgeoisie. Elles assument les fonctions de surveillance, l'organisation de la défense civile, la distribution des vivres. Il a fallu une longue et dure lutte politique pour que le FSLN obtienne le désarmement des milices que, dès le 20 juillet, il s'était efforcé d'obtenir.

Il faut également apprécier pleinement l'importance qu'a représenté, après la chute de Somoza, tout le mouvement pour la défense des organisations syndicales, des centrales syndicales déjà existantes, tout le mouvement pour leur renforcement, pour la constitution de nouveaux syndicats. Ainsi donc, c'est sur cette profonde vague révolutionnaire que s'est poursuivi le mouvement des masses, et le programme du gouvernement d'union nationale de type front populaire imposé par la direction du FSLN a été, de façon constante, battu en brèche par cette activité des masses.

Le secrétaire général du syndicat des paysans (ATC) déclarait, contre les attaques formulées dans la conférence de presse d'Eden Pastora, ex-commandant Zéro, contre le gouvernement du FSLN : « Ces attaques sont dirigées contre les travailleurs parce que c'est nous qui avons fait pression pour que se réalisent les confiscations de terres, qui avons dénoncé les patrons qui décapitalisent les centres productifs et qui appuient les bandes contre-révolutionnaires. »

Dès mars 1980, la direction du FSLN a dû ratifier et sanctionner légalement par des nationalisations, les occupations « illégales » de terres réalisées dès le début de la révolution de façon permanente par les masses paysannes, allant bien au-delà des limites des seules propriétés appartenant à la famille Somoza, ainsi que cela était établi dans le programme de la JGRN, même si le FSLN a combattu avec acharnement contre ces occupations et a pris ces mesures de nationalisation pour essayer de contenir ce mouvement.

C'est l'incapacité de la direction du FSLN à stopper et à faire refluer



Juillet 1979 : la dictature de Somoza s'effondre. Le FSLN entre à Managua.

le mouvement des masses au Nicaragua qui a conduit la bourgeoisie à décider du retrait de ses représentants du gouvernement de coalition avec le FSLN, le 21 avril 1980, afin de lutter de l'extérieur du gouvernement pour tenter de renverser le cours de la situation politique au Nicaragua, consciente que cela exige d'infliger une défaite militaire et physique aux masses. Comme l'explique dans une déclaration datée du 2 mai 1980 le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale : « Le départ du gouvernement de ces représentants de la bourgeoisie constitue une indiscutable victoire des ouvriers et des paysans du Nicaragua. Il exprime un échec de la politique du FSLN qui visait depuis des mois à endiguer le développement de la révolution prolétarienne, à respecter les limites de l'alliance avec la bourgeoisie, à éviter l'affrontement entre les classes. »

Le FSLN était amené à exercer dès lors son contrôle total sur le gouvernement. La constitution de ce gouvernement encouragea le mouvement des masses à aller plus loin dans un contexte où la pression conjuguée de la bourgeoisie et de l'impérialisme US (sabotage économique, appui aux opérations menées par les bandes contre-révolutionnaires depuis le Honduras, boycott économique, etc.) et la poursuite du mouvement des masses pour la satisfaction de leurs besoins élémentaires conduisaient à une radicalisation et à une mobilisation accrues des masses.

eux, les occupations des entreprises industrielles et commerciales « décapitalisées » se sont multipliées dans le dernier semestre de l'année 1980 et le premier semestre 1981. Cela a conduit le gouvernement du FSLN à prendre des mesures partielles contre la bourgeoisie, faisant échouer la tentative de rétablissement d'un consensus avec la bourgeoisie au premier semestre 1981. Le « forum de discussion des problèmes nationaux » était définitivement abandonné par la bourgeoisie après l'annonce des mesures du 19 juillet 1981 prises par le gouvernement du FSLN.

La loi de décapitalisation permet la confiscation des biens du patronat qui sabote l'entreprise. Cela conduit à la confiscation immédiate de 15 entreprises. Une autre loi prévoit la confiscation des biens des patrons qui sont absents plus de six mois du territoire du Nicaragua, ainsi que la confiscation des biens de ceux qui auraient commis des actes contre-révolutionnaires. Ce type de loi s'étend à la campagne pour les propriétaires fonciers ayant abandonné leurs terres depuis six mois.

Certes, dans le même moment, le gouvernement interdisait toute nouvelle occupation de terres ou d'usines, les arrêts de travail, les grèves et les occupations, exigeant, dans de nouveaux cas de « décapitalisation », que des délégations de travailleurs et de leurs organisations en informent le gouvernement, lui laissant le soin d'agir selon la loi. Mais quand on sait que les patrons et propriétaires ont commencé un mouvement d'émigration important à Miami, au Costa Rica et au Honduras, laissant leurs biens aux mains de gérants, il s'ouvre ainsi tout le champ d'une activité et d'une réflexion systématique des masses ouvrières et paysannes.

En effet, qui, mieux que les travailleurs des usines et des champs, sait et connaît l'activité des patrons et propriétaires fonciers pour lesquels ils travaillent ? Qui, mieux qu'eux, connaît le moindre mouvement de ces saboteurs ? N'est-ce pas grâce à l'activité des comités et syndicats ouvriers occupant les usines que des industries comme La Perfecta (industrie du lait), Procon et Las Tres F (industrie du textile) ont pu voir stopper le processus de liquidation de la production entreprise par leurs patrons, aujourd'hui expropriés, et qu'ils peuvent contribuer à lutter contre leurs plans de déstabilisation ?

N'est-ce pas grâce à l'activité et au contrôle des travailleurs et de leurs organisations que se mène la prévention contre le sabotage dans l'industrie de la banane (Standart Fruit) et du sucre (Ingenio Xavier Guerra), et que les trois entreprises textiles Fenatax (ex-Fabritex), Texnisa (ex-El Prevenir) et Telasa ont repris leurs activités ?

Dès lors, n'est-il pas clair que toute mesure contre la décapitalisation et le sabotage doit s'accompagner de la généralisation du contrôle ouvrier sur la production exercé par les ouvriers et leurs organisations ? Certes, personne n'exige de procéder à des expropriations de manière aveugle. Il s'agit de savoir si l'ensemble des mesures économiques et sociales visent à réorganiser

Des mesures partielles contre la bourgeoisie

Les occupations spontanées des grandes propriétés abandonnées par leurs propriétaires ou sabotées par

(suite page 20)

(suite de la page 19)

profondément la production en faveur des masses contre le sabotage économique des patrons.

Dès lors, quel sens peut avoir la mesure prise récemment, pour « stimuler » l'activité économique, accordant aux industriels et propriétaires fonciers qui produisent pour l'exportation un pourcentage significatif du revenu des exportations « en certificats de disponibilité en dollars US » ?

Comme partie du dispositif impérialiste contre la révolution nicaraguayenne, les attentats, les sabotages et les incursions de bandes contre-révolutionnaires somozistes se sont multipliés à partir du deuxième semestre 1980, avec le développement de manœuvres militaires d'intimidation de l'impérialisme US et l'action armée de troupes du Honduras.

Afflux des masses dans les milices ouvrières

Cela a conduit le gouvernement du FSLN à appeler à la mobilisation des masses dans les milices populaires. Or, c'est la direction même du FSLN qui avait procédé au désarmement des milices d'abord, puis à leur intégration dans l'armée sandiniste pour leur dissolution, quelques mois après la chute de Somoza.

C'est massivement que les masses ont utilisé cet appel pour se mobiliser contre l'offensive contre-révolutionnaire. Les heures de participation à l'activité des milices ouvrières et paysannes doivent être rétribués par le patronat et le gouvernement.

Aujourd'hui, Eden Pastora, qui fut nommé vice-ministre de la Défense chargé de la direction des milices populaires sandinistes, appelle au renversement armé du gouvernement du FSLN et est en pourparlers pour ce faire avec Robelo et d'autres représentants, chefs de la bourgeoisie nicaraguayenne qui ont choisi aujourd'hui de sortir du Nicaragua.

Les masses organisées dans les milices brûlèrent leur vieux carnet de milicien en criant : « Nous ne voulons pas d'un carnet signé par un traître. »

Qui ne comprend l'importance du fait que les masses rassemblées dans les milices populaires contre l'intervention impérialiste élisent elles-mêmes leurs propres comman-

dants, afin d'exercer leur contrôle révolutionnaire pour éviter que des transfuges de cet acabit puissent tenter de porter des coups contre la révolution ?

Alors que, tapis dans l'ombre, encouragés par des Pastora et autres, des commandos assassinent sélectivement des membres des milices, pourquoi laisser les miliciens désarmés, pourquoi ne pas armer les brigades des milices populaires ? Qui, mieux que les travailleurs des quartiers, des usines, des campagnes, connaît et sait où se cachent ceux qui portent des coups contre leur révolution et leurs combattants ?

Les nécessités mêmes de la révolution posent dans toute son ampleur le problème de l'armement des milices et leur organisation démocratique. Aujourd'hui, de toute la situation, surgit la nécessité de la convocation par le FSLN d'un congrès populaire qui soude l'ensemble des masses ouvrières et paysannes autour des acquis de la révolution contre l'offensive contre-révolutionnaire et impérialiste, c'est-à-dire le libre développement du mouvement autonome des masses que la direction du FSLN entrave et interdit à chaque moment.

Crise au sein du gouvernement

Sous la double pression, d'une part, de l'offensive de la bourgeoisie et de l'impérialisme, et d'autre part de l'activité révolutionnaire des masses, qui, si elle nourrit les développements révolutionnaires dans toute l'Amérique centrale, en bénéficie à son tour, le FSLN a été amené à dépasser les limites du programme de collaboration avec la bourgeoisie et de préservation de la propriété privée, à tenir compte du mouvement des masses pour le cours de sa politique, et à aller plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, même si, constamment, il tente de vouloir rétablir les bases d'une collaboration avec elle.

Ce n'est pas un hasard si les critiques de Pastora se concentrent contre les mesures de confiscation et que l'alliance qui se réalise entre Robelo, Pastora et Arturo Cruz se fait sur la base de la défense du programme du premier gouvernement de reconstruction nationale.

Les tentatives du FSLN de rétablir les bases pour une collaboration de classes trouvent une impulsion et un renforcement de grande importance dans la direction cubaine et dans l'influence que

celle-ci exerce sur le sandinisme, et cela agit dans le sens d'une négociation globale avec l'impérialisme dans le cadre de la préservation de la coexistence pacifique avec lui.

Cette situation se traduit par l'éclatement d'une crise au sein du gouvernement du FSLN et du FSLN lui-même, dont le départ de Pastora et les déclarations qu'il a faites sont l'expression la plus connue publiquement. Cette crise ne peut que connaître de nouveaux développements. Outre Pastora, A. Cruz, membre du groupe des 12, ex-membre de la JGRN après la sortie de Robelo et Chamorro, vient de donner sa démission de son poste d'ambassadeur aux USA. L'ensemble de ce processus, où se combinent le cours imposé par le mouvement des masses au FSLN dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie et les pressions de l'impérialisme et de la bourgeoisie, a abouti à ce que le gouvernement du FSLN doit être défini comme un gouvernement de type ouvrier et paysan. Le FSLN se trouve placé devant l'alternative suivante : ou bien aller de l'avant dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie et procéder à son expropriation, ou bien se refuser à l'expropriation totale des capitalistes et des propriétaires terriens (que le FSLN appelle en vain à l'« unité nationale »), et préparer par là la victoire de la contre-révolution et la chute du gouvernement ouvrier et paysan du FSLN.

Guatemala Salvador

Pour l'impérialisme US, les élections du 28 mars au Salvador et celles du 7 mars au Guatemala devaient être une préparation, s'intégrant comme une pièce maîtresse au plan qui vise à infliger une défaite majeure aux masses du Salvador. Cependant, loin d'homogénéiser et de stabiliser ces régimes, les deux événements ont conduit à l'accélération du processus de décomposition des deux dictatures, comme produit des crises des régimes en place et de l'action révolutionnaire des masses.

1. Au Guatemala, l'échec des élections du 7 mars, malgré tout le dispositif policier et militaire (l'absence imposante, la manipulation évidente) a déclenché une crise politique extrêmement profonde, confirmant et amplifiant l'isolement de la dictature, en engendrant un processus de dislocation des forces réactionnaires qui avaient participé aux « élections ».

Une fraction de l'armée a réalisé un nouveau coup d'Etat militaire annulant le résultat des « élections » et suspendant les partis politiques, afin de tenter de contenir le processus de désagrégation du régime. L'impérialisme US qui, à la veille du coup d'Etat, a envoyé une lettre de félicitations au général Guevara, « vainqueur » des « élections », reconnaît le nouveau gouvernement militaire.

Le caractère formel de toutes les opérations électorales et le pourrissement des structures politiques des dictatures en Amérique centrale est ainsi mis à nu. Il s'agit d'un échec retentissant pour l'administration Reagan qui attendait la réalisation de ces élections pour légitimer une reprise massive de l'aide militaire et préparer ainsi l'opération électorale montée par ses soins au Salvador.

La crise économique frappe de plein fouet l'économie guatémaltèque, étroitement soumise à l'impérialisme US, et disloque les différents plans de la bourgeoisie comprador qui, depuis des décennies, a transmis sa puissance politique à un état-major corrompu, divisé lui-même en une multitude de clans liés à des oppositions économiques

Annexe:

La question de la direction révolutionnaire

LA montée révolutionnaire en Amérique centrale, comme dans le monde entier, souffre, comme on peut le déduire de ce qui a été dit auparavant, d'une grande faiblesse, malgré sa force objective : l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Dans la conférence mondiale ouverte convoquée par « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », la discussion a été profonde sur toute une série de questions les plus importantes de la politique mondiale, comme le souligne la résolution générale.

Néanmoins, comme cela est également rapporté dans la résolution générale, il n'a pas été encore possible de placer au centre de nos travaux les problèmes de stratégie et de tactique relevant de la construction des partis dans chaque pays. Ce que nous avons fait est, les résolutions le montrent, important.

Nous pouvons constater la vérité tragique de ce que Trotsky mettait en lumière quand il disait : « La situation politique mondiale dans son ensemble est caractérisée avant tout par la crise historique de direction du prolétariat. » Il existe d'énormes possibilités objectives pour la révolution, cependant, étant donné ce facteur, ces opportunités peuvent ne pas se traduire en révolutions prolétariennes victorieuses. Cette crise de direction est un des facteurs centraux qui facilitent l'action de la contre-révolution impérialiste. Sa résolution est alors une tâche centrale.

Les efforts du trotskysme à travers la construction des sections de la IV^e Internationale en tous les pays sont orientés vers cet objectif. Le programme de la IV^e Internationale est seul capable de le résoudre. La période que nous vivons, celle de la « révolution imminente », facilite comme jamais cette tâche. C'est dans ce cadre que se dirigent les efforts de notre organisation internationale, « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Face à l'absence d'un véritable parti marxiste révolutionnaire ayant une influence de masse en Amérique centrale, le vide a été comblé par des directions de nature nationaliste petite-bourgeoise. Face aux dictatures, ces directions peuvent jouer — et ont joué effectivement — un rôle progressiste comme conséquence de la mobilisation des masses, mais leurs programmes et leurs stratégies politiques ne peuvent que mettre en danger la révolution ou la trahir. En toute clarté, ils s'efforcent de conclure des alliances stratégiques avec la bourgeoisie ou certains de ses secteurs. Il s'agit, comme le dit le Programme de transition, du « front populaire », comme dernier recours, avec le fascisme, que la bourgeoisie utilise contre la révolution ouvrier.

Mais la mobilisation des masses permet, ainsi que nous l'établissons dans la résolution, à les amener à aller plus loin qu'ils ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. De telles directions, laissant de côté le principe d'indépendance de classe des travailleurs, appellent à constituer des gouvernements d'« unité nationale », des « gouvernements démocratiques révolutionnaires », comme solution à la crise ou à la dislocation totale de l'Etat bourgeois à laquelle la montée des masses peut conduire — comme on a pu le voir au Nicaragua.

De cette politique de front populaire, de confiance dans la bourgeoisie, de non-rupture avec elle comme avec l'impérialisme, qui est commune à toutes les directions majoritaires en Amérique centrale, le stalinisme et la direction sandiniste sont responsables en premier lieu. Mais comme nous l'avons établi, et les faits le démontrent, cette politique de front populaire peut être battue en brèche par la mobilisation des masses.

L'URSS et les PC (dont le PC cubain), dans le cadre de la « coexistence pacifique », maintiennent leur ligne de détente avec les Etats-Unis et font des efforts pour assurer la stabilité dans la région. Pour sa part, la social-démocratie joue aussi son rôle de sauvegarde de l'ordre bourgeois.

Ces directions petites-bourgeoises pratiquent en plus une politique nationaliste étroite. Ici s'exprime de façon aiguë la contradiction entre une mobilisation qui tend objectivement à la destruction des piliers de l'Etat bourgeois et qui a fait des pas dans cette direction et les directions petites-bourgeoises reconnues par les masses, qui tentent à tout prix de limiter ces révolutions à un contenu nationaliste et démocratique bourgeois, que néanmoins les masses mobilisées remettent en question.

L'indépendance de classe du prolétariat et l'internationalisme conséquent ne peuvent être assurés que par un parti trotskyste. La construction de ce parti est notre tâche centrale. Elle requiert en premier lieu un programme révolutionnaire et une méthode, ainsi qu'une action planifiée.

Tant que notre organisation n'existe pas en tant que parti ayant une influence de masse, capable de s'imposer comme direction majoritaire, notre programme comprend un tel appel aux directions stalinienne et nationaliste petites-bourgeoises ainsi qu'aux masses, à lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Comme l'indique le programme de fondation de la IV^e Internationale, si de tels gouvernements des directions opportunistes se constituaient, nous n'y participerions pas, ni ne les prendrions politiquement en charge, et nous les soutiendrions contre les agressions de l'impérialisme. Face à la contre-révolution, nous nous engagerions à les défendre.

En accord avec le programme de fondation de la IV^e Internationale, nous disons et nous dirons aux directions stalinienne et petites-bourgeoises : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez en main le pouvoir (...). Dans cette voie, nous vous promettons un appui total contre la réaction capitaliste. En même temps, nous développerons une intense agitation autour des revendications de transition qui devraient former, à notre avis, le programme du gouvernement ouvrier et paysan. »

Nous faisons cet appel aux directions qui, parlant au nom des ouvriers et paysans, pratiquent une politique de conciliation avec la bourgeoisie. En faisant cet appel et en combattant au coude à coude avec les masses mobilisées, nous avançons vers la constitution du parti marxiste révolutionnaire, notre parti, pour aider les masses en termes pratiques à avancer vers la dictature révolutionnaire du prolétariat.

N'oublions pas, avec cela, la lutte pour l'authentique dictature révolutionnaire du prolétariat. C'est un de nos principes programmatiques. Mais cela exige, comme nous l'avons déjà dit, pour sa réalisation pratique, l'existence d'un Parti marxiste révolutionnaire à la tête de la révolution. Sa construction est la tâche centrale dans laquelle nous sommes engagés, et au service de laquelle se trouvent notre programme et toute notre politique.

L'histoire nous a montré que certaines directions petites-bourgeoises, sous la pression des conditions objectives et de l'offensive des masses, se sont vues obligées à s'engager dans le chemin de la rupture avec la bourgeoisie. C'est le cas du « Mouvement du 26 juillet » à Cuba.

Même dans le cas où de telles directions rompraient avec la bourgeoisie, comme le démontre également l'expérience historique, elles établissent des Etats ouvriers bureaucratiques, face auxquels se pose, comme à Cuba, la nécessité de la révolution politique.

Le parti révolutionnaire trotskyste est de plus indispensable pour avancer une politique internationaliste de révolution permanente. Dans un Etat ouvrier sous les directions stalinienne et petites-bourgeoises, non seulement est engendrée une bureaucratie parasitaire et privilégiée dominante, mais en outre, celles-ci, comme condition essentielle de leur existence même, prétendent avancer leur conception de « socialisme national ».

Même si les directions stalinienne et petites-bourgeoises se voient obligées d'établir des gouvernements ouvriers et paysans, le problème de l'internationalisme et de l'extension de la révolution prolétarienne reste posé ainsi que celui de la révolution politique.

Seul, un parti trotskyste ayant une influence de masse pourra conduire la révolution politique en aidant les masses à remporter la victoire. C'est-à-dire à l'établissement d'une dictature révolutionnaire du prolétariat. Si des gouvernements ouvriers et paysans sont établis par les directions opportunistes, la construction du parti marxiste révolutionnaire continue à être posée comme tâche centrale, en accord avec les formulations élaborées dans les Thèses de « IV^e Internationale (Comité international) ».



T. Nava, délégué de la Ligue socialiste (Mexique), intervenant à la conférence mondiale.

diverses gagnées par l'assassinat, le chantage et la corruption.

S'appuyant sur la haine des masses pour le régime le plus sanglant de toute l'Amérique centrale (50 000 morts depuis le renversement du régime de Arbenz sous l'égide de la CIA en 1954, c'est-à-dire 1 % de la population), les opérations des organisations de la guérilla qui viennent de s'unifier dans l'URNG (Union révolutionnaire nationale du Guatemala) atteignent un niveau de masse considérable.

La chute de Somoza a joué ici comme un facteur de radicalisation immense : malgré sa force brutale, la dictature n'est pas invincible, ce qui a pu être obtenu au Nicaragua peut l'être ailleurs.

Renouant avec sa longue tradition de luttes contre l'oppression et contre l'oligarchie et l'impérialisme liée à un patient travail d'accumulation de forces, s'appuyant sur un mouvement ouvrier qui, dans la clandestinité, a pu donner des manifestations éclatantes de sa combativité et de sa capacité organisationnelle, comme la marche des mineurs de Ixtahuacan en 1977 jusqu'à la capitale, la grève des ouvriers des usines Coca-Cola, la grève des ouvriers boulangers, des mineurs d'Oxco (mines de cuivre), celle des ouvriers du barrage hydro-électrique de Chicay, etc., la lutte révolutionnaire a opéré un extraordinaire bond en avant au cours de la dernière année.

Pas à pas, cette montée s'est dirigée autour des réseaux de la centrale syndicale clandestine reconstituée, le CNUS (Comité national d'unité syndicale, 1977), du Comité d'unité paysanne en 1978, du Front démocratique contre la répression (FDCR, en 1979), des organisations populaires de masse regroupées en 1981 dans le Front populaire 31 janvier (FP 31 janvier), et enfin dans le caractère massif des guérillas organisées à partir du milieu des années 1970 pour l'Armée guérillera des pauvres (EGP) et pour l'Organisation du peuple en armes (ORPA), comme héritières de celles des années 1960 pour les Forces armées rebelles (FAR) et autour de la fraction majoritaire du Parti guatémaltèque du travail, PGT, le parti stalinien au Guatemala.

De fait, c'est à une véritable généralisation de la lutte révolutionnaire à laquelle on assiste. Selon l'aveu des militaires eux-mêmes, dix-neuf des vingt-deux départements du pays sont touchés à des degrés divers par les activités de guérilla. Dans certaines régions, on peut parler sans exagérer de guerre civile.

Dans ce contexte, l'hétérogénéité des forces qui tentent de s'unifier autour des dirigeants de la junte militaire du parti fasciste MLN et la coalition démocrate-chrétienne accumule les contradictions qui ne peuvent conduire qu'à de nouveaux éclatements. De bastion contre-révolutionnaire de l'impérialisme US, l'offensive des masses en Amérique centrale transforme le Guatemala en un foyer de la dislocation de la mainmise de l'impérialisme US.

2. Au Salvador, par la voie des résultats officiels de la farce électorale, c'est-à-dire du contrôle du truchement électoral, ce sont les hommes et les partis de l'extrême-droite au service du général Humberto Romero renversé en septembre 1979 par la junte militaire qui sont majoritaires alors que, selon les projets de l'administration Reagan, les élections devaient légitimer la junte dirigée par Napoleon Duarte, née du coup d'Etat militaire de 1979, et donner la majorité à la démocratie chrétienne.

Sous la pression directe de l'administration Reagan et de l'armée salvadorienne, s'est formé début mai, après plus d'un mois de crise politique, un gouvernement composé de l'extrême-droite fascisante, de la démocratie chrétienne

et des « indépendants » nommés par l'armée, c'est-à-dire par les principales tendances politiques représentées à l'Assemblée constituante.

C'est contre la volonté de l'extrême-droite qu'a été imposée la présence de la démocratie chrétienne. L'ex-président de la junte démocrate-chrétienne, Napoleon Duarte, caractérise ainsi la situation du gouvernement :

« Le gouvernement salvadorien miné par des divisions internes sombre dans l'immobilisme, et les divers partis qui le composent, démocratie chrétienne et partis de droite et d'extrême-droite, peuvent arriver à un affrontement.

Dans ce gouvernement n'existe ni pacte ni compromis. ARENA en profite pour tenter de s'imposer. Pour notre part, nous avons accepté de participer au gouvernement pour éviter que l'extrême-droite ne le domine. Actuellement, existe une grande instabilité politique, mais pour que le gouvernement tombe, il faudrait une intervention de l'armée. Or actuellement, l'armée soutient le gouvernement.

Il y a dualité de pouvoir entre le président et l'Assemblée (où la droite et l'extrême droite dominent) qui est élue pour préparer la nouvelle Constitution mais qui s'occupe avant tout de gouverner le pays. Cette dualité de pouvoir et la contradiction entre un Parlement où domine la droite et un gouvernement auquel participent la droite et la démocratie chrétienne peut amener à un affrontement. »

Autour du problème de la remise en cause de la « réforme agraire » de la junte militaire démocrate-chrétienne par la majorité d'extrême-droite de l'Assemblée nationale, se sont déchaînés de graves affrontements. Les assassinats de nombreux maires démocrates-chrétiens par des groupes de l'armée, des groupes para-militaires et d'extrême-droite, témoignent de la profondeur des processus de crise et de ce que la colonne vertébrale de la dictature, l'armée, est gagnée par le processus de décomposition.

De leur côté, s'appuyant sur la profonde résistance et mobilisation des masses, les forces de la guérilla ont reconstitué leur potentiel d'intervention, commencé à rétablir tout un réseau d'organisation et d'appui au sein des villes, dans lesquelles commencent à se développer quelques mouvements grévistes. Les forces de la guérilla ont réussi à infliger une série de revers aux forces de l'armée, à ses bataillons d'élite, directement entraînés dans les casernes US.

Au Honduras, au Costa Rica, au Panama, le mouvement des masses, face à l'extraordinaire crise économique que vivent ces pays et encouragé par le processus révolutionnaire dans l'ensemble de l'isthme, conduit à une crise politique des régimes en place. C'est ainsi que les grèves les plus récentes, comme celles des bananeraies au Costa Rica et celles des enseignants au Panama, rendent plus proches les conditions pour la grève générale et posent sa préparation comme une des tâches centrales dans ces pays.

Au Honduras, les luttes du prolétariat agricole ont été à l'avant-garde de la mobilisation. Dans ce pays comme dans aucun autre sont ressentis les impacts de la guerre civile salvadorienne, ce qui, joint aux affrontements militaires à la frontière avec le Nicaragua comme conséquences des actions des bandes contre-révolutionnaires, tend à incorporer chaque fois plus le Honduras dans un processus de régionalisation sur le plan militaire de la confrontation qui se développe entre la révolution et la contre-révolution. Une situation similaire peut arriver à être connue au Costa Rica, si s'approfondissaient les attaques armées de la contre-révolution.

L'impérialisme prépare les conditions d'une intervention directe...

IV. Cette situation révolutionnaire d'ensemble que connaît aujourd'hui l'isthme centro-américain où la montée des masses tend à repousser et abattre les frontières artificielles imposées par l'impérialisme est absolument intolérable pour l'impérialisme yankee. Il s'agit de la remise en cause de cette chasse gardée que constituent pour lui les pays de cette partie du continent américain, d'un secteur clef de sa domination mondiale et de sa propre existence.

L'impérialisme US ne peut que continuer à vouloir faire du règlement en sa faveur de la situation en Amérique centrale un test mondial de sa capacité à surmonter les conséquences des développements révolutionnaires qui dominent la situation mondiale et porter des coups réels au mouvement ascendant du prolétariat mondial.

Cela exige une escalade supérieure dans la contre-offensive contre-révolutionnaire en Amérique centrale et la nécessité de défaire la révolution au Nicaragua, et en même temps, et sans que cela soit contradictoire, le développement d'une offensive diplomatique diversifiée et intense qui intègre la bureaucratie stalinienne, dans le cadre d'une redéfinition des termes de la coexistence pacifique, au rétablissement de l'ordre dans cette partie du monde.

Mais, on l'a vu, la contre-offensive impérialiste lancée par l'administration Reagan n'a pu s'émanciper des relations politiques nouvelles à l'échelle mondiale. Dans le cadre de son soutien politique inconditionnel de la junte salvadorienne, l'impérialisme américain a été dès lors amené à s'engager chaque fois plus dans son aide militaire aux dictatures militaires centro-américaines, allant jusqu'à une implication directe (conseillers).

Il a été amené à préparer y compris les conditions d'une intervention directe, et en même temps, il a dû développer une intense activité diplomatique, allant même jusqu'à envisager une négociation globale sur l'ensemble de la situation centro-américaine incluant Cuba, le Nicaragua, associant la bureaucratie soviétique.

Bien évidemment, de telles négociations ne pourraient se limiter à l'Amérique centrale. Il s'agirait bien de redéfinir les termes de la « coexistence pacifique » pour donner un coup d'arrêt aux développements révolutionnaires à l'échelle mondiale, la « solution » donnée au Salvador devenant un test mondial pour l'établissement de ses relations avec la bureaucratie du Kremlin.

...sur un terrain instable

Mais le terrain sur lequel s'opère tant l'engagement militaire direct que la perspective de négociations globales est loin d'être stable, comme nous l'avons vu dans les situations créées par les élections guatémaltèques et salvadoriennes, comme par la radicalisation des masses au Nicaragua. Enfin, aux USA mêmes, lié au mouvement de la classe ouvrière face aux mesures d'austérité et aux agressions de l'impérialisme US, le niveau du mouvement contre la guerre atteint

déjà des quotas proches de ceux de la lutte contre la guerre du Vietnam.

Pour l'impérialisme, la débâcle du Vietnam reste présente. Il se souvient en effet qu'en dépit de l'effort fait par la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie chinoise et le PC vietnamien à la Conférence de Paris pour chercher une solution dans la partition du Vietnam, l'effondrement de la bourgeoisie compradore, sans aucune assise sociale au Vietnam du Sud, a entraîné l'effondrement de la solution concoctée à la Conférence de Paris.

De plus, aujourd'hui, tout le dispositif contre-révolutionnaire établi par l'impérialisme US pour préparer les conditions d'une défaite physique tant des masses du Salvador que de la révolution nicaraguayenne, est entré en crise après l'affaire des Malouines.

Il faut remarquer, et ce n'est pas anecdotique, que le seul pays européen qui ait envoyé des observateurs officiels pour donner sa caution à la farce électorale du 28 mars au Salvador est celui du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, et que le principal des gouvernements latino-américains directement impliqué dans les tâches de répression au Salvador est celui de la dictature militaire argentine.

C'est ainsi que les deux piliers du dispositif contre-révolutionnaire mis en place par l'impérialisme US pour liquider la révolution centro-américaine ont été entraînés dans le tourbillon de la crise créée par la tentative de récupération des îles Malouines.

Tous les efforts de l'impérialisme US qui avaient commencé à être mis en pratique pour intégrer les pays de l'Amérique du Sud à la constitution d'une force d'intervention armée inter-américaine pour intervenir au Salvador et au Nicaragua sont aujourd'hui battus en brèche. Par exemple, la junte militaire argentine annonça au cours de la crise des Malouines le retrait de ses conseillers militaires au Salvador, et le gouvernement du Venezuela qui était compromis dans les manœuvres et attentats contre-révolutionnaires au Nicaragua vient de participer au 3^e anniversaire du 19 juillet à Managua.

Le « plan de paix » du gouvernement mexicain

Comme on le sait, l'impérialisme s'est appuyé sur les tentatives de médiation du gouvernement mexicain pour accompagner son dispositif d'agression, de manœuvres diplomatiques. Les propositions de paix formulées en février dernier par celui qui était à ce moment-là le chef du gouvernement mexicain, ainsi que la déclaration franco-mexicaine visant à faire pression sur le FSLN et le FMLN du Salvador pour les amener à céder face à l'impérialisme US, lequel, selon les déclarations du chef du gouvernement mexicain, « n'a pas à s'inquiéter pour ses intérêts » des propositions de ce plan de paix.

A cette pression, la bureaucratie stalinienne et Castro sont loin d'être étrangers. Dans une déclaration commune faite à l'issue du voyage à Cuba de G. Marchais, secrétaire général du PCF, Castro et Marchais ont notamment expliqué : « Dans une situation internationale extrêmement complexe, la déclaration franco-mexicaine et les propositions de paix formulées par le Mexique et le Nicaragua constituent des contributions positives pour le rétablissement de la paix, de la justice et de la liberté en Amérique centrale. Celles-ci ont été soutenues par Cuba, qui, à plusieurs reprises, a proclamé sa volonté de contribuer à

une solution politique du conflit en Amérique centrale. »

Certes, personne ne peut s'opposer à des négociations. Personne ne peut condamner la volonté de la part des dirigeants du FSLN et du FMLN d'exploiter des contradictions inter-bourgeoises et inter-impérialistes pour favoriser et protéger la lutte des masses d'Amérique centrale. Mais l'acceptation du plan Lopez Portillo implique l'acceptation de l'aménagement de la situation dans le cadre d'un remaniement de la junte assassine du Salvador, elle implique aussi la perte de la souveraineté du Nicaragua sur son système de défense. Pour Lopez Portillo, il s'agit de contribuer à ramener la stabilité impérialiste et bourgeoise en Amérique centrale.

Ces propositions ont comme objectif d'être un pont entre les directions des organisations petites-bourgeoises et l'impérialisme. Cette voie ne peut conduire qu'à la défaite des masses salvadoriennes, au désarmement de la révolution nicaraguayenne.

Pour une campagne permanente de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » de solidarité avec la révolution centro-américaine

La conférence mondiale, dont les organisations présentes ont soutenu inconditionnellement la lutte de tous ceux qui, au Guatemala et au Salvador, ont combattu pour le boycott de la farce électorale, dit : il n'y a pas d'autre voie pour défendre les travailleurs d'Amérique centrale que la rupture avec l'impérialisme, la lutte pour dresser l'unité solidaire des travailleurs du monde entier.

Elle s'engage à mener la lutte la plus résolue pour la défense de la révolution nicaraguayenne que l'impérialisme US cherche à déstabiliser pour l'écraser ensuite, pour la défense des masses du Salvador et du Guatemala. C'est une tâche internationaliste urgente, immédiate.

Solidarité internationale avec la révolution centro-américaine ! Solidarité internationale avec les masses du Salvador et du Guatemala ! Non à l'intervention impérialiste au Nicaragua et à Cuba !

Par milliers et par milliers, travailleurs et jeunes des USA ont manifesté le samedi 27 mars pour que cesse l'aide militaire au Salvador, pour que cessent les menaces sur la révolution nicaraguayenne, contre l'intervention impérialiste. D'ores et déjà, un niveau égal à la lutte contre l'intervention US au Vietnam est atteint. Les travailleurs et jeunes des USA indiquent la voie. A Amsterdam, en Angleterre, par milliers, travailleurs et jeunes ont manifesté contre l'ambassade américaine. En Amérique latine, dans le monde entier, les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » seront au premier rang pour la lutte unitaire qui doit dresser la force du prolétariat comme protection pour les travailleurs d'Amérique centrale.

Contre l'impérialisme, soutien inconditionnel au FMLN, au FSLN et au URNG ! Pour la rupture de toutes les relations diplomatiques avec les juntes assassines ! Pour le boycott des juntes contre-révolutionnaires du Guatemala et du Salvador ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale !

La défense de la résistance palestinienne contre l'agression de l'Etat d'Israël

LES vagues incessantes de la révolution mondiale ont trouvé une expression éclatante dans le combat national du peuple palestinien. La lutte nationale du peuple palestinien a constitué depuis 1964 le facteur révolutionnaire permanent de déstabilisation de tous les Etats de cette région du monde, remettant en question la domination des déviles classes bourgeoises et des castes de propriétaires fonciers, instruments d'oppression et d'exploitation des masses.

Le renversement révolutionnaire du régime du chah d'Iran, l'effondrement de l'Etat libanais, les grèves étendues, durement réprimées par Sadate en Egypte, les soulèvements des minorités en Syrie, les durs combats du peuple kurde pour ses droits nationaux. Y compris en Arabie Saoudite ou en Irak, la résistance révolutionnaire des Palestiniens représente une menace mortelle pour les régimes en place.

Les ondes de la vague de fond de la résistance révolutionnaire palestinienne atteignent déjà les peuples du Maghreb qui se dressent contre les gouvernements algérien, marocain et tunisien, accusés à juste titre par les masses d'abandonner le peuple palestinien, ce qui n'empêche pas les « dirigeants arabes » de se répandre en paroles de solidarité creuses et vides.

L'Etat israélien a été édifié et reconnu en 1948 par la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme, cela en vue de constituer l'abcès de fixation pour la sauvegarde des positions de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Le combat national du peuple palestinien, en dépit des coups les plus durs portés à sa résistance révolutionnaire, tant par Israël que par Hussein (Septembre noir) et la Syrie (Tall el Zaatar), en dépit des coups qui lui sont portés dans la guerre actuelle, des coups plus terribles encore qui peuvent lui être portés dans l'avenir, a d'ores et déjà anéanti la prétention de l'Etat d'Israël à régler la « question palestinienne » par la destruction du combat national du peuple palestinien, ce qui entraîne la remise en cause de sa volonté à être le seul abcès de fixation pour la sauvegarde des positions de l'impérialisme au Moyen-Orient.

C'est ainsi que le combat national du peuple palestinien a désarticulé constamment les plans de l'impérialisme, interdisant aussi bien l'application des plans élaborés à Camp David qu'il bloque la volonté d'Israël de tenter d'annexer la Cisjordanie à l'instar du Golan.

La négation des droits nationaux du peuple palestinien

L'Etat d'Israël ne peut survivre que sur la négation des droits nationaux du peuple palestinien. Le combat national du peuple palestinien conduit l'Etat d'Israël à ne pouvoir subsister que sur la base de l'extermination des Palestiniens ; la farouche résistance des Palestiniens ne seulement constitue le barrage majeur aux objectifs d'Israël, mais constitue également, répétons-le, le facteur majeur de déstabilisation de la région.

Tant les conditions de la résistance du peuple palestinien, l'extrême fragilité des Etats du Moyen-Orient, que les conditions internationales se présentent comme des obstacles à la volonté de l'Etat d'Israël d'aller jusqu'au bout dans ses objectifs d'extermination. Dans ces conditions mondiales, et dans les conditions de la région, l'impérialisme, et plus particulièrement l'impérialisme US, étroitement soutenu par la bureaucratie stalinienne depuis 1967, et surtout depuis 1973 sous l'impulsion de Kissinger, s'efforcent de s'engager graduellement vers une solution basée sur la création d'un Etat croupion reconnu par et reconnaissant l'Etat d'Israël.

D'ores et déjà, cette orientation consacre l'impossibilité pour l'impérialisme US de ne s'appuyer que sur le seul Etat d'Israël comme le seul facteur préservant

l'ordre impérialiste dans la région. Pour l'impérialisme US, Israël ne peut rester qu'une des composantes de la préservation de l'ordre impérialiste, l'autre composante peut-être plus décisive étant constituée par tous les Etats arabes de la région (Syrie, Iran, Jordanie, Arabie Saoudite, Egypte, etc.).

Et cette autre composante réactionnaire ne saurait espérer pouvoir jouer son rôle contre-révolutionnaire au service de l'impérialisme qu'en espérant pouvoir ouvrir l'issue de la constitution de l'Etat croupion, dirigée directement contre les aspirations nationales du peuple palestinien.

Il serait vain de chercher à prévoir les combinaisons de circonstances à venir, mais il est possible de dire que la tentative de constituer un Etat croupion sous une forme ou sous une autre en Cisjordanie et à Gaza ne saurait présenter une solution un tant soit peu stable.

Déjà, on voit l'extraordinaire difficulté qui se présente avec la présence des centaines de milliers de Palestiniens au Liban (500 000 à 700 000 au moins), qui ne sauraient pas plus rester au Liban si l'impérialisme veut reconstruire un Etat qu'être accueillis en Syrie ou ailleurs, aucun de ces pays n'étant capable de les intégrer sans immédiatement aggraver la situation de profond chaos social, économique et politique dont ils sont traversés. Il en est de même pour un retour à Gaza et en Cisjordanie.

Il faut le répéter : la constitution éventuelle d'un Etat croupion passerait par un processus d'extermination massive du peuple palestinien.

Sans aucun doute aidé par la bureaucratie du Kremlin et les régimes bourgeois arabes, avec fortes survivances féodales, en s'appuyant sur l'existence de l'Etat d'Israël, les coups les plus rudes ont été portés aux masses, principalement aux masses palestiniennes.

Il y a eu le septembre noir en Jordanie, organisé par Hussein, mais la résistance révolutionnaire palestinienne a poursuivi sa marche. Il y a eu, avec les canons syriens fournis par la bureaucratie du Kremlin, le massacre de Tall el Zaatar en 1976, et la résistance palestinienne a poursuivi sa marche. Tous ces événements, et plus encore dans l'actuelle guerre de génocide engagée au Liban par Israël, ont mis à nu et mettent à nu les mensonges de la « nation arabe », du « Front du refus », mensonges prodigués par les hommes politiques de toutes tendances arabes, par lesquels ils cherchent à travestir la politique contre-révolutionnaire pour conduire à la constitution d'un Etat croupion reconnaissant et reconnu par Israël.

La résistance révolutionnaire du peuple palestinien

Contre cette politique, se dresse la résistance révolutionnaire du peuple palestinien exprimée dans la grève générale nationale qui a dressé le peuple palestinien en mars-avril 1982, puis dans les grèves qui ont éclaté après l'invasion du Liban sur tout le territoire de la Palestine (territoires occupés en 1967, mais aussi territoires sur lesquels l'Etat d'Israël a été constitué), également dans les manifestations anti-guerre qui ont rassemblé 100 000 juifs.

Quelles que soient les difficultés qui se dressent contre la résistance révolutionnaire du peuple palestinien, ces actions traduisent déjà l'impasse des solutions fondées sur la partition qui ne peuvent que vouer à la déchéance et à la décadence les travailleurs arabes et les travailleurs juifs. Ces actions qui constituent un fait nouveau d'une importance considérable pour l'avenir de la lutte nationale en Palestine démontrent que le cours positif de l'histoire ne peut prendre que le chemin du combat pour la reconnaissance de la nation palestinienne incluant ses deux composantes (arabe et juive) dans le respect réciproque des droits, langues et cultures, sur le territoire de la Palestine, nation palestinienne qui ne peut être constituée que

sur la disparition des Etats contre-révolutionnaires d'Israël et de Jordanie ouvrant la voie à la Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

Encore une fois, se vérifie avec l'OLP le fait qu'une direction petite-bourgeoise et bourgeoise du mouvement de libération nationale est conduit à capituler devant l'impérialisme et à se dresser contre le mouvement révolutionnaire des masses en raison de ses liens avec l'impérialisme, par l'intermédiaire des gouvernements pro-impérialistes de tous les Etats arabes.

Le combat pour la Constituante palestinienne

Encore une fois, se vérifie l'absolue nécessité de promouvoir à l'intérieur du mouvement révolutionnaire d'indépendance nationale les mots d'ordre transitoires, et le combat pour la construction d'une organisation indépendante de classe, qui ne saurait être que l'organisation de la IV^e Internationale en cours de construction, dans les feux de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien.

Le caractère et le contenu du combat pour la constitution de la nation palestinienne, analysés dans les points précédents, permettent de préciser le caractère et le contenu des mots d'ordre. Ainsi, la lutte pour constituer la nation palestinienne en Palestine est étroitement reliée au mot d'ordre du « retour des populations dispersées, expropriées, contraintes à l'exil ».

Comment cette revendication, en apparence minime, pourrait-elle être réalisée sans l'expropriation de la bourgeoisie israélienne et ses kibboutz qui ne sont pas autre chose qu'un instrument d'exploitation des travailleurs juifs, qui ne sont pas autre chose qu'une des assises, avec les syndicats intégrés de l'Histadrout, de l'Etat d'Israël, agence directe et réactionnaire de l'impérialisme ?

C'est ainsi que la revendication du retour est étroitement reliée et conditionnée par le combat anti-capitaliste et anti-impérialiste pour l'expropriation des terres d'où les Palestiniens ont été chassés, combat sur lequel la résistance révolutionnaire du peuple palestinien se présente comme une sauvegarde des travailleurs juifs exploités.

Si, en toute circonstance, pour la IV^e Internationale, la revendication de la Constituante est toujours une revendication transitoire, la revendication démocratique de la Constituante présente, pour la solution de la question nationale en Palestine, le contenu direct d'une révolution prolétarienne. En 1968, la charte politique de l'OLP précise son objectif qui est la « constitution d'une Palestine laïque et démocratique », sans néanmoins mettre en avant l'instrument de la réalisation de cette « Palestine laïque et démocratique », la revendication démocratique de la Constituante palestinienne.

A aucun moment du combat la direction de l'OLP, à aucun moment du combat une tendance qui constitue l'OLP n'a cherché à formuler en termes de revendications démocratiques et de luttes politiques pour la Constituante le contenu de l'« Etat laïque et démocratique » revendiqué dans la charte.

La politique de la direction de l'OLP

La raison en est simple : le combat sur la revendication de la Constituante palestinienne n'aurait pu être toléré par les Etats réactionnaires arabes, avec qui l'OLP a toujours cherché l'accord, auxquels en dernière analyse elle a accepté de subordonner le combat libérateur.

C'est le leader présenté comme le leader de l'aile « gauche », G. Habbache, qui déclarait en 1970 avant Septembre noir : « La nature du futur Etat palestinien ne me paraît pas urgente à définir... Actuellement nous avons des problèmes plus urgents à résoudre. »

Au moment même où Habbache faisait cette déclaration, il ajoutait en substance : nous pouvons en finir avec la



Manifestation contre la guerre en Israël. On peut lire sur des pancartes : « Il n'y a pas de consensus pour la guerre ! », « Arrêtez la guerre ! »

monarchie de Hussein, cela n'est pas notre objectif. Quelques jours après, Hussein, armé jusqu'aux dents par l'impérialisme et avec le soutien indirect d'Israël, massacre les Palestiniens installés en Jordanie. Le refus de centraliser le combat sur la revendication de la Constituante palestinienne équivaut ainsi au refus de définir les tâches politiques à accomplir pour l'établissement de la nation palestinienne, en raison même de la subordination de la direction de l'OLP aux gouvernements réactionnaires des Etats arabes, instruments avec Israël du maintien de l'ordre impérialiste dans la région.

C'est un autre dirigeant de la prétendue « aile gauche », Nayel Hawathmeth, qui, le 25 janvier 1976, déclare : « La Syrie, en refusant de conclure un accord comme celui du Sinaï, a adopté une politique conforme à nos intérêts et contraire à la politique américaine des petits pas. »

Quelques jours après, la Syrie faisait canonner les camps de réfugiés palestiniens, organisant le massacre de Tall el Zaatar.

Alors qu'après la disparition de Sadate se multipliaient les grèves dans les territoires occupés, le « plan Fahd », présenté formellement par la monarchie saoudienne, mais directement inspiré par l'impérialisme US, est publié.

Par ce plan, il s'agit d'échanger la reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'OLP contre la mise en place d'un Etat croupion palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Arafat, de retour de Moscou, appuie ouvertement ce plan et décide « d'approuver le plan Fahd qui est une très bonne et très importante plateforme en vue de l'instauration d'une paix durable au Proche-Orient » (octobre 1981).

Arafat est mis en minorité dans les instances de l'OLP. Mais dès le début de l'invasion, après avoir expliqué qu'il attendait de « pied ferme les agresseurs, car il n'y a que des solutions militaires », le leader de la prétendue « aile gauche » Hawathmeth déclarait : « Politiquement, nous sommes tous prêts à rechercher des solutions réalistes intermédiaires. » (27 juin 1982).

Issam Sartou, conseiller de Arafat, tire les conclusions de cette ligne commune qui, contraire aux aspirations et au mouvement révolutionnaire des masses, introduit des contradictions à l'intérieur même des instances dirigeantes, dans la mesure de l'impasse à laquelle conduit l'orientation sur la construction de l'Etat croupion.

Issam Sartou déclare le 27 juillet 1982 : « Aujourd'hui, le mouvement palestinien se prononce pour l'établissement sur une partie de la Palestine d'un Etat palestinien souverain et se déclare

prêt à établir des relations pacifiques et constructives avec l'Etat d'Israël. » Mais cette solution inscrit l'extermination physique comme moyen pour réaliser cet Etat croupion. C'est ainsi que la politique d'extermination physique du peuple palestinien de Begin est la seule réaliste du point de vue de l'impérialisme.

Construire la direction révolutionnaire du peuple palestinien

Mais la politique d'extermination physique se heurte à la résistance révolutionnaire du peuple palestinien qui ne peut trouver une issue positive que dans la constitution de la nation palestinienne. Mais les difficultés surgissent pour réaliser cette politique d'extermination physique en raison de la situation mondiale et de la situation dans la région dont cette résolution fait état dans les points précédents.

Répétons-le, en dépit des coups très durs que la résistance révolutionnaire du peuple palestinien a subis, subit et subira de la part de l'impérialisme, de l'Etat d'Israël et des Etats réactionnaires arabes, ces derniers sont dans une impasse où ils entraînent la direction de l'OLP. Nous allons connaître des crises et des crises, crises dans lesquelles partout déjà des regroupements se constituent qui représentent les premiers et précieux linéaments de la construction de la direction révolutionnaire de l'héroïque résistance révolutionnaire du peuple palestinien.

La conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » invite toutes ses sections à amplifier les actions de solidarité internationale avec la lutte révolutionnaire du peuple palestinien.

- Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !
- Boycott international de l'Etat impérialiste d'Israël !
- Rupture des relations diplomatiques avec Israël !
- Défense de la résistance du peuple palestinien !
- Soutien inconditionnel de l'OLP !
- Constituante palestinienne !
- Droit du peuple palestinien à la nation palestinienne constituée par ses deux composantes arabe et juive dans l'égalité des droits !
- Fédération des Etats-Unis socialistes du Proche-Orient !

« IV^e Internationale (Comité international) » a eu l'immense mérite d'élaborer et d'adopter les Thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme sa plate-forme fondamentale et a établi un premier bilan des enseignements de la période s'écoulant de 1938 à 1980.

La conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » réaffirme son accord avec les Thèses.

En même temps, considérant :

1.- que la période actuelle est celle d'une montée générale du prolétariat mondial et des masses exploitées et opprimées à l'échelle mondiale et dans chaque pays sur un cours qui connaîtra des poussées, des défaites partielles, des reculs, suivis de nouvelles montées.

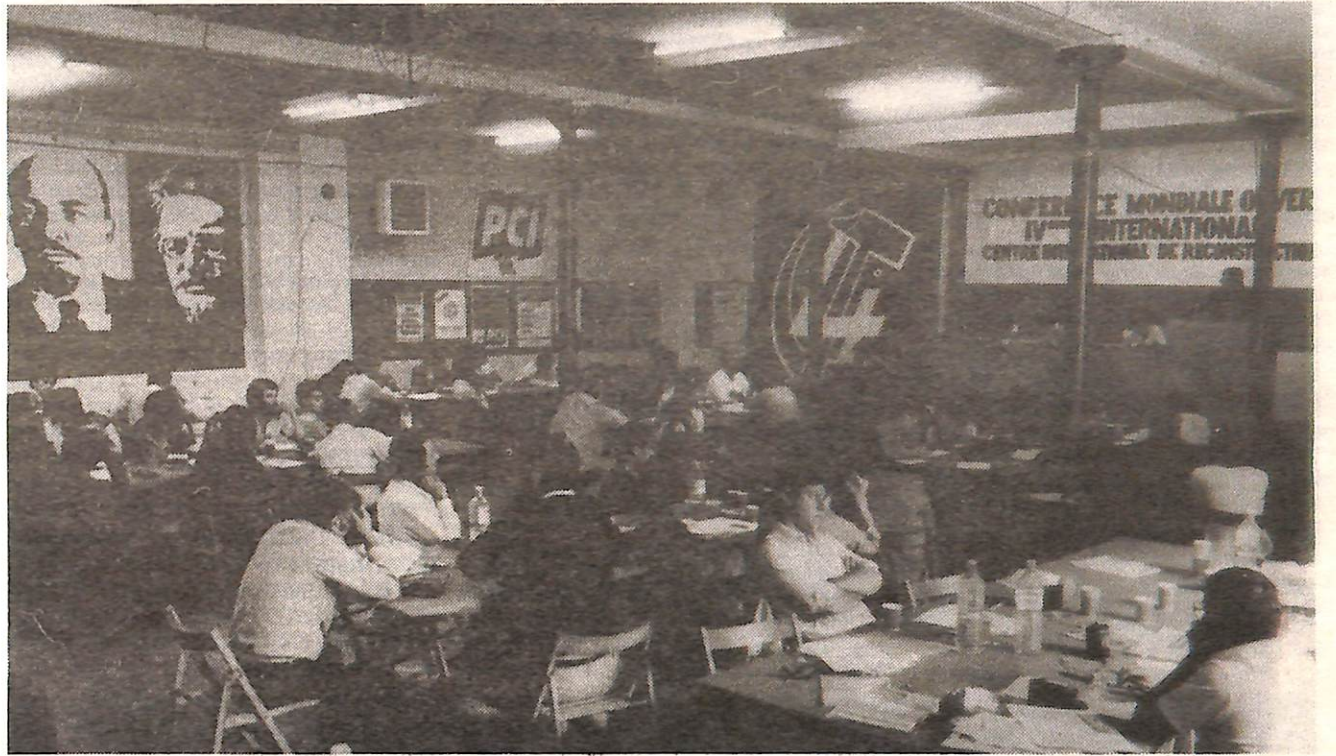
2.- que la marche à la décomposition de tout le système capitaliste mondial exige la victoire de la révolution, seule issue pour sauver l'humanité de l'effondrement de la civilisation.

3.- que le développement de la révolution politique, toute la situation analysée dans les différentes résolutions adoptées par la conférence mondiale mettent à l'ordre du jour la question du pouvoir des conseils ouvriers comme issue à la crise de l'humanité dont la solution réside dans la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de partis révolutionnaires à influence de masse.

La conférence mondiale, qui a largement discuté du projet de résolution intitulé « La révolution mondiale et la IV^e Internationale », décide de poursuivre la discussion dans toutes les sections, de charger le conseil général de mettre à l'ordre du jour d'une de ses prochaines sessions l'adoption d'une résolution définitive comme résultat des discussions dans toutes les sections.

Adoptée à l'unanimité

La révolution mondiale et la IV^e Internationale



CETTE résolution s'inscrit dans la ligne des documents principaux adoptés par la IV^e Internationale, découlant de l'application des principes de son programme de fondation.

Sans les examiner tous, deux d'entre eux présentent pour les participants à la conférence un caractère plus fondamental : les Thèses sur la période de l'imminence de la révolution et les Thèses programmatiques adoptées par la conférence mondiale qui a constitué « IV^e Internationale (Comité international) » en décembre 1980.

Au cours de l'étape historique écoulée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, non seulement s'est manifestée la capacité du prolétariat et des masses laborieuses exploitées et opprimées de s'engager dans les vagues incessantes de la révolution prolétarienne, mais en même temps s'affirmait plus encore la faillite complète des partis dominant le mouvement ouvrier mondial (social-démocrates et stalinien, et, à leur suite, les formations petites-bourgeoises intermédiaires).

Nous le reconnaissons pleinement, si les événements historiques survenus depuis l'adoption du programme par la première conférence mondiale qui, en 1938, a proclamé la IV^e Internationale, n'ont, ainsi que les Thèses programmatiques l'ont établi, en rien contredit les principes marxistes du *Programme de transition*, actuellement, on ne voit pas encore se dessiner les véritables contours de la véritable Internationale reconstruite, qui ne saurait être bâtie que sur le programme de la IV^e Internationale.

Au mouvement ascendant de la révolution mondiale, s'opposent les tentatives constantes des directions traditionnelles pour aider leurs gouvernements et leurs bourgeoisies, tandis que la contradiction entre ce mouvement ascendant de la révolution et la politique des directions traditionnelles dégage au sein du mouvement ouvrier officiel des crises permanentes.

Notre conférence place au centre de ses travaux le combat pour la solution de la contradiction entre le mouvement objectif et la nécessité subjective non encore résolue de la reconstruction de l'Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale.

C'est ainsi que la contradiction entre le mouvement objectif et la nécessité subjective non encore résolue de l'Internationale des partis révolutionnaires, toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de la conférence mondiale la question de la convocation d'une conférence internationale des organisations et partis en voie de rupture ou ayant rompu avec la bureaucratie stalinienne, la social-démocratie et le nationalisme bourgeois.

La tâche centrale de notre époque qui incombe au prolétariat consiste à prendre le pouvoir

La prise du pouvoir par le prolétariat ne peut s'accomplir que sur la base de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. La prise du pouvoir dans les pays où la bureaucratie a exproprié politiquement le prolétariat de ses conquêtes révolutionnaires ne pourra s'accomplir que par la destruction de l'appareil d'Etat bureaucratique. La prise du pouvoir par le prolétariat est et reste l'édification de la République des conseils ouvriers dans chaque pays, dans la marche à la République universelle des conseils.

La montée révolutionnaire du prolétariat, qui poursuit sa marche dans une situation marquée par la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, met à l'ordre du jour, comme une nécessité politique à résoudre par la IV^e Internationale et ses partis, la question des rapports entre la dictature du prolétariat (révolution des conseils) et le gouvernement ouvrier et paysan.

Cette question est en effet au centre de la méthode du *Programme de transition* : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Et « l'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part par la politique de trahison des vieilles

organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques. »

La résolution de la crise de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire la construction de l'Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale, comme Internationale dirigeante de la révolution socialiste mondiale, constituée par des partis révolutionnaires à influence de masse, est la tâche centrale de notre époque. Cette tâche se réalisera sur le terrain donné par le développement de la lutte des classes « plus forte que les appareils bureaucratiques » dans les conditions de décadence et de décomposition du système impérialiste et de crise des régimes bureaucratiques.

C'est cette combinaison qui a chargé d'un contenu concret riche et diversifié l'hypothèse du *Programme de transition* (« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. ») et qui met au premier plan de l'agitation, comme moyen indispensable de la mobilisation des masses et de la construction du parti, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, expression supérieure de la tactique du front unique.

La résolution sur la tactique du IV^e Congrès de l'Internationale communiste comprend un chapitre sur le gouvernement ouvrier que nous reproduisons intégralement ci-dessous.

XI. Le gouvernement ouvrier

« Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande général. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis

(suite page 24)

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité	
10 numéros - 1 an	
France	pli ouvert 100 F pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F pli fermé 450 F
Chèque ou mandat à l'ordre de Gérard Illis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris	

(suite de la page 23)

ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la II^e Internationale cherchent, dans ces pays, à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II^e Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières.

A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données

que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Dans ce cas, les conditions naturelles de la participation des communistes à un semblable gouvernement seraient les suivantes :

1. La participation au gouvernement ouvrier ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation de l'Internationale communiste ;
2. Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent soumis au contrôle le plus strict de leur parti ;
3. Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent en contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses ;
4. Le parti communiste maintient absolument sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation.

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir du prolétariat.

L'Internationale communiste doit envisager les éventualités suivantes :

1. Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie ; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre ;
2. Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne) ;
3. Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc. ;
4. Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;
5. Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un parti communiste.

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces « gouvernements ouvriers » sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus.

Les communistes ne doivent pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux « gouvernements ouvriers ». Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la

majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers, social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux autres types de gouvernement ouvrier auxquels peuvent participer les communistes ne sont pas encore la dictature du prolétariat ; ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes. »

« Un mot d'ordre de politique actuel »

Aussi l'Internationale communiste, dans son IV^e Congrès, pose ainsi la question du « gouvernement ouvrier » dont le contenu et la forme ont été précisés dans la formule « gouvernement ouvrier et paysan ». Il ne s'agit pas encore du gouvernement de la dictature du prolétariat, qui ne peut naître que sur la base de « la destruction de fond en comble de l'appareil gouvernemental bourgeois, dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières » (Lénine).

Il s'agit d'un gouvernement qui « à la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées. »

L'Internationale communiste envisage alors la « possibilité d'un gouvernement de ce genre », soit comme produit de « la lutte des

masses en s'appuyant sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées », soit comme « résultat d'une combinaison parlementaire, qui peut ainsi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire ».

Résumons ce point : le gouvernement ouvrier (ou gouvernement ouvrier et paysan) ne peut être un gouvernement de coalition des partis ouvriers avec les partis bourgeois, gouvernement bourgeois de collaboration de classes.

« Un gouvernement de ce genre » (le gouvernement ouvrier et paysan) est soit le produit de la lutte directe des masses, soit précède la lutte directe des masses. La différence entre un gouvernement de collaboration de classes et un gouvernement de front populaire (qui est également un gouvernement de collaboration de classes obstacle au gouvernement ouvrier) est précisément donnée par le contenu de la situation.

Un gouvernement de collaboration de classes de type classique n'est pas le produit nécessaire d'une situation révolutionnaire, ou même pré-révolutionnaire, bien qu'il annonce comme une possibilité de telles situations.

Le gouvernement bourgeois de collaboration de classes de type front populaire est toujours le produit d'une alliance contre-révolutionnaire des partis ouvriers et de la bourgeoisie dans une situation révolutionnaire (ou pré-révolutionnaire). Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est considéré par nous « comme mot d'ordre de politique actuel. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier (s'inscrivant comme mot d'ordre de rupture dans la coalition de front populaire) est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires. » (Résolution du IV^e Congrès).

Les communistes et le gouvernement ouvrier et paysan

« Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non communistes. » En aucun cas, bien entendu, la participation à des gouvernements bourgeois de collaboration de classes, à des gouvernements bourgeois de type front populaire, n'est acceptable.

Quels sont les cas où la participation des communistes au gouvernement est acceptable du point de vue des principes ? « 3. Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc. 4. Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes... Ces deux types de gouvernement ouvrier auquel peuvent participer les communistes ne sont pas encore la dictature du prolétariat, ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. »

Nous avons là un point capital éclairant la question du gouvernement ouvrier et paysan. En premier lieu, ces deux types de gouvernement auxquels peuvent participer des communistes ne sont pas équivalents au gouvernement de la dictature du prolétariat. Qu'est-ce qui les distingue ? Une première réponse à cette question doit être précisée ainsi :

Dans le processus de la lutte révolutionnaire du prolétariat à la conquête du pouvoir, ce sont des gouvernements nés d'une situation où « la destruction de fond en comble

de l'appareil gouvernemental bourgeois, dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police », n'est pas encore entamée ou à peine entamée. Ce sont deux types de gouvernement qui exercent le pouvoir comme résultat « de la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat (devant) tomber dans les mains de ce gouvernement et les positions de la classe ouvrière en être renforcées ».

A la fin de la deuxième guerre impérialiste, dans les pays de l'Est, nous avons assisté à la formation de gouvernements de ce type, dans un processus qui a été en quelque sorte « inversé » par Staline et la bureaucratie. Dans ce processus, s'appuyant sous une certaine forme sur une mobilisation contrôlée des masses contre la bourgeoisie, on a vu se développer une situation où « tout l'appareil d'Etat est tombé entre les mains du gouvernement ouvrier et paysan », bien que répétons-le, sous une forme pervertie par la bureaucratie stalinienne.

A une autre étape, la mobilisation contrôlée des masses qui s'est déroulée sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin a fait que ce type de gouvernement « ouvrier et paysan » a constitué la transition vers l'expropriation complète des capitalistes qui, néanmoins, contrôlée par la bureaucratie du Kremlin, n'a pu réaliser la dictature du prolétariat et a donné naissance à des gouvernements bureaucratiques. Nous reviendrons dans un autre point sur cette question.

Quoi qu'il en soit, le processus qui s'est déroulé dans les pays de l'Est de l'Europe a confirmé l'analyse et la méthode employée par Léon Trotsky en 1939-1940 dans *Défense du marxisme*.

Sous cet angle, le gouvernement Fidel Castro, au moment où, après la rupture avec Urutia, il prend seul le pouvoir, peut être considéré comme un gouvernement ouvrier et paysan, dans le sens où le définit la résolution du IV^e Congrès de l'Internationale communiste : il prend le contrôle de « tout l'appareil d'Etat », sur la base d'une mobilisation des masses ; une situation se développe où sous la pression de l'offensive de l'impérialisme, la direction castriste est amenée, mobilisant les masses, à prendre des mesures fondamentales d'expropriation.

Face à ces gouvernements auxquels ils apportent leur appui inconditionnel, la IV^e Internationale et ses partis maintiennent intangible le principe de la résolution du IV^e Congrès de l'Internationale communiste : « Le parti communiste (doit) maintenir absolument sa physionomie et l'indépendance complète d'agitation. »

Ces gouvernements n'étant pas des gouvernements de la dictature du prolétariat, ils ne « constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais (peuvent) constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature ». Nous avons vu, après la Deuxième Guerre mondiale, ces gouvernements ne pas constituer une forme de transition nécessaire, mais une forme de transition vers la constitution de gouvernements bureaucratiques expulsant les masses du pouvoir.

Gouvernement ouvrier et paysan et gouvernement de collaboration de classes

Avant de traiter dans un point spécial les rapports entre gouvernement ouvrier et paysan et gouvernement de la dictature du prolétariat, tenant compte qu'un rapport spé-



Les délégués du I^{er} Congrès de l'Internationale communiste à Moscou.

cial est consacré au front populaire, après avoir signalé que tout gouvernement de front populaire est un gouvernement de collaboration de classes, mais que tout gouvernement de collaboration de classes n'est pas nécessairement un gouvernement bourgeois de front populaire, revenons sur la résolution sur la tactique de l'Internationale communiste qui envisage sous le chapitre « gouvernement ouvrier » les considérations suivantes :

« Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire du pouvoir du prolétariat. »

Le passage capital de la résolution sur la tactique énumère 5 éventualités sous la « rubrique » gouvernement ouvrier, la cinquième, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, étant le seul et véritable « gouvernement ouvrier », parce qu'il est le gouvernement qui est la transition nécessaire vers le socialisme, la société sans classes et sans Etat.

Avant de poursuivre, ajoutons à l'adresse des idéologues de tous acabit combien l'Internationale communiste, au temps où elle était révolutionnaire, prenait bien soin de signaler que tout mot d'ordre, même juste et adapté à une conjoncture donnée, peut présenter des dangers (voire être transformé en son contraire).

Comment parer à ces dangers ? D'abord en armant politiquement le parti et ses militants contre toute illusion sur ces « faux gouvernements ouvriers », ensuite en « démasquant impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux gouvernements ouvriers ». Cela sous des formes tactiques appropriées telles que par exemple Lénine les formulait dans les Thèses d'avril pour le combat des bolcheviks contre les illusions : « C'est uniquement en combattant cette aveugle crédulité qu'on ne peut et ne doit combattre que sur le terrain des idées par une persuasion fraternelle en invoquant l'expérience vécue. » (l'expérience vécue souligné par Lénine).

C'est par l'écoute des masses en lutte, écoute que seul le parti révolutionnaire, discutant démocratiquement, sans entraves, par l'intervention politique directe dans la lutte des classes, peut effectuer, qu'il est possible d'éviter « les dangers » de la tactique du front unique et d'ajuster celle-ci aux nécessités de la construction du parti révolutionnaire indispensable à la victoire.

Reprenons : les deux premières éventualités « gouvernement ouvrier libéral » et « gouvernement ouvrier social-démocrate » (Allemagne) sont des « gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires ». Ce sont des gouvernements bourgeois « tolérés dans les périodes de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps avec l'aide des leaders ouvriers corrompus ».

Il y a là distinction entre deux situations — la tactique étant toujours conditionnée par des situations concrètes établies à partir des rapports de force entre les classes : la distinction d'une part entre une situation révolutionnaire où le gouvernement de collaboration de classes est constitué « pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolé-

ariat » (front populaire) et d'autre part une situation où le gouvernement de collaboration de classes est constitué alors que la bourgeoisie est affaiblie pour tromper le prolétariat. (Il s'agit là manifestement d'une autre situation où se prépare « l'attaque révolutionnaire des masses », mais où l'offensive révolutionnaire des masses n'est pas encore engagée. La situation n'est donc pas encore directement révolutionnaire.)

Il reste que constatant qu'à ces deux types de gouvernements « faux gouvernements ouvriers » « les communistes ne doivent pas participer », la résolution indique que « ces gouvernements objectivement peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois ». De là découle une tactique, celle où « dans la période de déclin du capitalisme, la tâche principale (consistant) à gagner la majorité du prolétariat... les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat, les communistes (étant) également disposés dans certaines conditions et sous certaines garanties à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste ».

La nécessité de la rupture avec la bourgeoisie

Cette partie de la résolution se présente comme une conclusion, d'une part sur l'attitude des communistes face aux « deux premiers types de gouvernement ouvrier » qualifiés de « gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires », et d'autre part sur l'attitude que doivent prendre les communistes face aux « deux autres types (le 3^e et le 4^e) de gouvernement ouvrier auxquels peuvent participer les communistes », sans qu'ils « constituent une forme de transition nécessaire vers la dictature du prolétariat ».

Cela atteste qu'il s'agit bien avec les deux premiers types de l'attitude des communistes envers des gouvernements bourgeois constitués par des partis ouvriers ; si les communistes ne sauraient en aucun cas participer à de tels gouvernements, ils peuvent, « dans certaines conditions et sous certaines garanties », leur « apporter leur appui ».

Le fait que, dans certaines conditions, les communistes puissent apporter leur appui y compris à des gouvernements bourgeois de collaboration de classes où participent partis bourgeois et partis ouvriers, sans jamais prendre la moindre responsabilité pour la politique de ces gouvernements, doit être avant tout mis en relation avec des situations politiques concrètes. A savoir par exemple des situations où ces gouvernements sont en conflit direct avec la bourgeoisie qui engage une offensive pour les liquider. Nous sommes dans une situation comparable à celle de Lénine et du Parti bolchevique lors de l'insurrection de Kornilov pour liquider le gouvernement Kerenski, reprise par Trotsky face au gouvernement Blum et au front populaire espagnol.

Répetons-le, les communistes ne peuvent en aucun cas apporter leur soutien politique, c'est-à-dire « faire confiance », à un gouvernement de collaboration de classes. Ils mettent en avant en permanence, quelles que soient les formes tactiques employées, la nécessité de la rupture avec la bourgeoisie.

Comment Trotsky posait la question

Voici par exemple comment Trotsky posait la question à propos du gouvernement Negrin (après mai 1937) :

« 1. La différence entre Negrin et Franco est la différence entre la démocratie bourgeoise pourrissante et le fascisme.

2. Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie bourgeoise pourrissante, mais surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise.

3. Les ouvriers, cependant, ne défendent pas la démocratie bourgeoise par les méthodes de la démocratie bourgeoise (Front populaire, blocs électoraux, coalitions gouvernementales, etc.), mais par leurs propres méthodes : c'est-à-dire par les méthodes de la lutte révolutionnaire de classe. C'est ainsi qu'en participant à la lutte militaire contre le fascisme, ils continuent à défendre en même temps leurs propres organisations, leurs droits et leurs intérêts contre le gouvernement démocratique bourgeois.

vrai que la politique de Negrin-Staline conduit inévitablement au triomphe du fascisme, il est néanmoins complètement erroné d'en conclure que, dans la lutte entre les armées de Negrin-Staline et celles de Franco, le prolétariat pourrait adopter une position de neutralité.

Le prolétariat espagnol, de même que le prolétariat mondial, a intérêt : a) à la défaite militaire de Franco, b) à ce que soit menée dans la guerre civile une politique capable de provoquer dans le délai le plus bref le renversement du gouvernement Negrin-Staline.

7. On peut nous objecter ceci : pendant une guerre entre deux Etats bourgeois, le prolétariat, quel que soit dans son pays le régime politique, doit adopter la position selon laquelle « la défaite de notre propre gouvernement est le moindre mal ». Cette règle n'est-elle pas également applicable à une guerre civile dans laquelle s'affrontent deux gouvernements bourgeois ? Elle ne l'est pas. Dans une guerre entre deux Etats bourgeois, l'objectif en jeu est une conquête impérialiste, non la lutte entre démocratie et fascisme. Dans la guerre civile espagnole, la question est : démocratie ou fascisme.

Pour la classe capitaliste, la différence entre démocratie et fascisme n'est pas décisive. Selon les circonstances, elle utilise l'une ou l'autre à

Critiquant la position de Shachtman qui préconisait le vote pour le budget de guerre de Negrin, Trotsky précisait : « Un vote au Parlement en faveur du budget n'est pas une aide "matérielle", mais un acte de solidarité politique. Si nous pouvons voter pour le budget de Negrin, pourquoi ne pouvons-nous pas déléguer notre représentant dans son gouvernement ? Cela aussi pourrait être interprété comme une "aide matérielle" ».

Les stalinien français ont donné leur confiance au gouvernement de Front populaire, mais n'y participent pas officiellement. Nous appelons cette forme de non-participation la pire, la plus pernicieuse forme de participation. Donner à Blum et à Chautemps tous les moyens dont ils ont besoin pour leur action signifie participer politiquement au gouvernement de coalition.

La question de Shachtman : « Comment pouvons-nous refuser de consacrer un million de pesetas à l'achat de fusils pour le front ? » nous a été posée des centaines et des milliers de fois, à nous marxistes révolutionnaires, par les réformistes : « Comment pouvez-vous voter les millions et les millions nécessaires pour les écoles et pour les routes, pour ne pas parler de la défense nationale ? » Nous admettons la nécessité des écoles et des routes de



Milices ouvrières à Barcelone en 1936.

4. La démocratie bourgeoise se décompose en même temps que le capitalisme qui l'a engendrée. Le fait même qu'une insurrection fasciste contre la démocratie bourgeoise soit possible est un signe que ses jours sont comptés. Aussi la « régénération » de la démocratie bourgeoise ne peut-elle figurer dans le programme du prolétariat. La défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme est seulement un épisode tactique subordonné à notre ligne, laquelle est de renverser la démocratie bourgeoise et d'instaurer la dictature du prolétariat.

5. Une coalition avec la bourgeoisie sous l'étiquette du Front populaire, la participation au gouvernement du Front populaire, le soutien politique à un tel gouvernement, la renonciation à une agitation indépendante et à l'organisation en vue du renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois ne peuvent, dans le meilleur des cas, que prolonger l'agonie de la démocratie bourgeoise et faciliter le triomphe du fascisme.

Non seulement la politique des stalinien et des socialistes, agents directs de la contre-révolution, mais aussi celle des dirigeants de la CNT et du POUM ont été et demeurent nuisibles aux intérêts du prolétariat.

6. Mais s'il est vrai — et il est vrai — que le gouvernement de Negrin-Staline comme celui de Franco sont l'un et l'autre des chiens de garde du capital, s'il est

ses propres fins. Mais, pour les agents petits-bourgeois du capitalisme — les dirigeants de la social-démocratie, les stalinien et les anarchistes — la démocratie constitue la source même de leur existence et de leur influence : le fascisme signifie pour eux débâcle et extermination.

Le prolétariat révolutionnaire ne peut pas mettre les deux camps en lutte dans le même sac : il doit utiliser leur combat pour ses intérêts propres. Il ne peut y réussir par une politique de neutralité, mais en portant des coups militaires à son ennemi n° 1, le fascisme.

8. Franco est évidemment un ennemi mortel direct, haï de la majorité des ouvriers et des paysans. Negrin, Staline, Caballero et Companys sont des ennemis moins évidents en tant que tels, plus camouflés, qui dirigent encore des millions d'ouvriers et de paysans. Avec Franco, le seul combat possible est un combat physique ; avec Negrin, un combat physique est actuellement impossible, parce que les éléments révolutionnaires sont en minorité et que le combat physique — qui est inévitable — doit être préparé politiquement. Les moyens les plus importants pour cette préparation politique consistent à dénoncer et à démasquer la conduite désastreuse de la guerre par le gouvernement, et à expliquer aux masses que la raison en est sa servilité aux intérêts du capital. »

la même façon que nous admettons la nécessité du combat contre Franco. Nous utilisons les chemins de fer « capitalistes » ; nos enfants vont aux écoles « capitalistes » ; mais nous refusons de voter pour le budget du gouvernement capitaliste.

Aucune solidarité politique avec Kerenski

Pendant notre lutte contre Kornilov, nous n'avons jamais voté au soviét d'une façon qui aurait pu être interprétée comme une solidarité politique avec Kerenski.

Du point de vue de l'agitation, nous n'aurions pas aujourd'hui en Espagne la moindre difficulté à expliquer notre vote négatif : « Nous réclamions deux millions pour des fusils et ils nous en ont donné seulement un million. Nous réclamions la distribution des fusils sous contrôle ouvrier, ils nous l'ont refusée. Comment pourrions-nous donner volontairement notre argent et notre confiance à ce gouvernement ? » Tout travailleur comprendrait et approuverait notre action.

Tout ce que fait le gouvernement Negrin, il le fait sous le signe des nécessités de guerre. Si nous accep-

(suite page 26)

(suite de la page 25)

tons une responsabilité politique pour sa propre administration des nécessités de guerre, nous voterions politiquement en faveur de toute position gouvernementale sérieuse. De la même façon, nous les approuverions dans notre presse, dans nos réunions. Ainsi deviendrions-nous un parti gouvernemental à la POUM. Comment, dans de telles conditions, nous préparer à renverser le gouvernement Negrin ? Tout le sens de ma réponse est là : nous combattons militairement Franco, malgré l'existence du gouvernement Negrin et, simultanément, nous préparons politiquement le renversement du gouvernement Negrin. Si nous sommes d'accord sur ce principe de base, nous ne pouvons être en désaccord sur les conséquences pratiques. »

Attitude naturellement différente de celle que les communistes doivent avoir à l'égard d'un « gouvernement ouvrier » qui peut devenir une transition vers la dictature du prolétariat.

Attitude différente aussi (nous reviendrons plus loin sur ce point) de celle que les communistes doivent avoir dans un pays opprimé (colonial ou semi-colonial), où s'est constitué un gouvernement nationaliste révolutionnaire menant effectivement la lutte contre l'impérialisme (et jouant donc temporairement un rôle progressiste, ce qui n'est jamais le cas d'un gouvernement de front populaire), comme ce fut le cas du gouvernement Cardenas, bien qu'il ne saurait être question pour les communistes d'envisager leur participation à un tel gouvernement nationaliste révolutionnaire.

Prendre appui sur la mobilisation des masses

L'attitude tactique formulée par la III^e Internationale et par Trotsky est également motivée par le fait que « les ouvriers, social-démocrates, chrétiens, sans parti, qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat » estiment que la collaboration des « partis ouvriers » au gouvernement bourgeois de collaboration de classes — partis ouvriers que nous considérons comme des partis ouvriers-bourgeois mais que eux considèrent comme « leurs » partis — et voient dans le gouvernement auquel participent les partis ouvriers en quelque sorte « leur » gouvernement. La classe ouvrière considère tel le gouvernement bourgeois de collaboration de classes, parce qu'elle charge ce gouvernement plus ou moins confusément d'un contenu anti-capitaliste.

Il serait erroné de se perdre en conjectures et de tenter de prévoir toutes les situations. Mais la résolution du IV^e Congrès de l'Internationale communiste montre qu'il est conforme aux principes que les partis révolutionnaires de la IV^e Internationale puissent, à partir des aspirations anti-capitalistes des masses et dans certaines conditions, apporter leur appui à ces gouvernements de collaboration de classes dans le cas où ils subissent l'offensive de la bourgeoisie.

Mais cette tactique doit d'une part toujours prendre appui sur la mobilisation des masses, à partir des aspirations révolutionnaires, pour, dans la lutte des classes, aider les masses par leur propre expérience à se dégager de leurs illusions, et d'autre part, être garantie, par la garantie que nous prenons nous-mêmes, de devoir « à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat ».

C'est-à-dire qu'en toutes circonstances le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat reste un « absolu ». C'est cette tactique qui justifie que nous puissions appeler à voter Labour Party ou pour la social-démocratie allemande, et que nous ayons appelé à voter Mitterrand au premier tour des élections présidentielles.

Au sujet du gouvernement Blum, Trotsky définissait clairement le contenu de notre stratégie face à ces deux premiers types de gouvernement bourgeois de collaboration de classes : « Nous devons bien comprendre nous-mêmes que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée non contre le gouvernement Blum, mais contre les ennemis de ce gouvernement : les 200 familles, les radicaux, le Sénat, la haute bureaucratie, l'état-major, etc. Tout l'art de la stratégie consiste à orienter l'avant-garde vers le caractère inéluctable de cette nouvelle lutte acharnée contre les ennemis du prolétariat en dehors du Front populaire, mais aussi dans les rangs mêmes de ce front. »

Il s'agit en somme de préparer la nouvelle grève, ne serait-ce que pour assurer la réalisation des premières conquêtes partielles, sans parler de conquêtes plus importantes. Nous ne mettons pas Léon Blum dans le même sac que les De Wendel et les De La Rocque. Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des De Wendel. Nous devons répéter qu'en dépit de notre opposition irréductible au gouvernement Blum, les ouvriers nous trouveront en première ligne pour combattre ses ennemis impérialistes. C'est là une nuance très importante, décisive même, pour la période qui vient. »

Le front unique anti-impérialiste

Les tâches du combat prolétarien découlant de la lutte pour le front unique anti-impérialiste dans les pays opprimés ont été pour la première fois soulevées dans le mouvement ouvrier mondial dans les Thèses générales sur la question d'Orient du IV^e Congrès de l'Internationale communiste. Si ces thèses ne formulent pas expressément le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, elles permettent néanmoins une approche.

Constatant notamment « l'éveil du mouvement ouvrier dans tous les pays d'Orient », la résolution indique : « Les faits précités sont l'indice d'une modification survenue à la base sociale du mouvement révolutionnaire des colonies : cette modification provoque une intensification de la lutte anti-impérialiste, dont de cette façon la direction n'appartient plus exclusivement aux éléments féodaux et à la bourgeoisie nationale qui sont prêts à des compromis avec l'impérialisme. »

C'est ainsi que dès le premier point, les thèses s'appuient fondamentalement sur La Révolution permanente qui établit qu'à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie nationale « prête à des compromis avec l'impérialisme » s'avérera impuissante à accomplir les tâches non résolues de la révolution bourgeoise (national-démocratique). La référence implicite à la révolution permanente est renforcée au point 2.

« Les classes dirigeantes » craignent la mobilisation révolutionnaire des masses et resteront toujours prêtes à des compromis avec l'impérialisme. Si, en toutes circonstances, nous devons soutenir « tout mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme », nous ne devons jamais « perdre de vue en même temps » que le parti révolutionnaire qui doit en toutes circonstances lutter pour la mobilisation révolutionnaire des masses (incarnée dans son pro-

gramme de revendications sociales) lutte activement pour la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme, cela parce qu'il existe une « liaison entre la bourgeoisie indigène et les éléments féodaux réactionnaires et l'impérialisme ».

Précisant le contenu du front anti-impérialiste unique, la résolution du IV^e Congrès établit un parallèle entre le front unique prolétarien et le fait qu'« il est indispensable à l'heure présente de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte (...) exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires (...). » La résolution précise toute la portée du mot d'ordre du front unique anti-impérialiste :

« De même que ce mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison par les social-démocrates des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. »

Mais « le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit avant tout conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome, dans le front unique anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables ! »

Nous n'irons pas plus avant sur la question du front unique anti-impérialiste, une résolution spéciale sur cette question étant soumise à la discussion de la conférence mondiale. Le front unique ouvrier comme le front unique anti-impérialiste posent bien entendu la question centrale du gouvernement. Concernant l'attitude du prolétariat face aux gouvernements nationalistes bourgeois, la résolution établit le cadre du soutien que les communistes doivent apporter à toutes mesures, mêmes partielles, de rupture avec l'impérialisme :

« Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes. »

Ce cadre établi, Trotsky précisera qu'un parti révolutionnaire ne saurait être représenté dans un gouvernement bourgeois nationaliste, car « un parti représenté au gouvernement est responsable de la politique

tout entière de ce gouvernement comme un tout ».

Le gouvernement nationaliste bourgeois à qui nous devons apporter notre soutien contre l'impérialisme n'est pas un gouvernement ouvrier et paysan.

Le cas du gouvernement Cardenas

Le cas du gouvernement mexicain du général Cardenas, gouvernement nationaliste révolutionnaire devant recevoir contre l'impérialisme et la réaction le soutien du prolétariat se déterminant en toute indépendance, constitue une référence classique pour notre mouvement, mais insuffisamment assimilée en ce qui concerne le « soutien révolutionnaire » que Trotsky a donné à ce gouvernement bourgeois et la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Polémiquant avec une fraction de l'organisation trotskyste mexicaine qui reprochait à Trotsky son soutien au gouvernement bourgeois et son prétendu abandon de la révolution permanente, Trotsky explique :

« Je crois que nos camarades du Mexique et d'autres pays tentent d'omettre des étapes dans l'abstrait par rapport au prolétariat, et y compris par rapport à l'histoire en général. Ils n'essaient pas de sauter au-dessus de certaines étapes, mais par-dessus l'histoire, et surtout par-dessus le développement du prolétariat. »

La classe ouvrière, au Mexique, participe et ne peut que participer au mouvement, à la lutte pour l'indépendance du pays, pour la démocratisation des rapports agraires, etc. De cette façon, le prolétariat peut prendre le pouvoir avant que soit garantie l'indépendance du Mexique et que se réorganisent les rapports agraires. Alors le gouvernement ouvrier peut devenir un instrument pour résoudre ces problèmes.

Cela peut arriver, cela arrivera probablement. Mais il est nécessaire de diriger, de guider les travailleurs, en commençant par les tâches démocratiques, jusqu'à la prise du pouvoir. En ne proposant pas une dictature socialiste abstraite en opposition aux nécessités et désirs réels des masses ; mais en partant de ces luttes quotidiennes pour affronter la bourgeoisie nationale sur la base des nécessités des travailleurs, en gagnant la direction des travailleurs et en prenant le pouvoir. » (Léon Trotsky, 4 novembre 1939).

Par là, Trotsky ne faisait que réaffirmer les thèses de la III^e Internationale sur la question d'Orient et en particulier quand elles affirment :

« Le mouvement révolutionnaire dans les pays arriérés d'Orient ne peut être couronné de succès que s'il est basé sur l'action des multitudes paysannes. C'est pourquoi les partis révolutionnaires de tous les pays d'Orient doivent nettement déterminer leur programme agraire et exiger la suppression totale du féodalisme et de ses survivances qui trouvent leur expression dans la grande propriété foncière et dans l'exemption de l'impôt foncier. »

Aux fins d'une participation active des masses paysannes à la lutte pour l'affranchissement national, il est indispensable de proclamer une modification radicale du système de jouissance du sol. De même, il est indispensable de forcer les partis bourgeois nationalistes à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire. »

Le problème du gouvernement ouvrier et paysan ne peut être posé en faisant abstraction des « étapes nécessaires au développement du prolétariat », face à l'existence d'un gouvernement bourgeois dans un pays opprimé qui est arrivé, à travers les conditions qui opposent la bourgeoisie nationale à l'impérialisme, le prolétariat et les masses paysannes à l'impérialisme et à la bourgeoisie nationale, à faire des pas limités dans l'accomplissement de la tâche de libération du pays de la domination impérialiste.

Nous, les trotskystes, savons qu'un tel gouvernement ne pourra le réaliser jusqu'au bout, parce qu'il est dirigé par la bourgeoisie nationale, cela à la différence des directions petites-bourgeoises qui peuvent être amenées à rompre avec la bourgeoisie.

Être conséquents dans la défense de propositions tendant à aller jusqu'au bout des tâches démocratiques bourgeois et nationales, rivaliser sur ce terrain avec la bourgeoisie nationale pour la direction des masses paysannes et aussi ouvrières, car de nombreuses fois celles-ci ont constitué la majeure partie des adhérents des partis bourgeois qui se réclament de l'anti-impérialisme, voilà qui permet de préparer le terrain au remplacement du gouvernement bourgeois par un gouvernement ouvrier et paysan qui aille jusqu'au bout de la révolution démocratique.

Quel meilleur exemple de la méthode de Trotsky et de sa continuité avec Lénine que son analyse du « plan mexicain de six ans », élaboré par le gouvernement en 1939 et sur lequel Trotsky affirme :

« Les auteurs du programme veulent construire complètement le capitalisme d'Etat dans une période de six ans. Mais c'est une chose de nationaliser les entreprises existantes, c'en est une autre de créer d'autres entreprises nouvelles avec des moyens limités et sur un terrain vierge. L'histoire connaît un seul

Réunion plénière de l'Internationale communiste. De gauche à droite : Trotsky, Paul Lévi, Zinoviev, Kalinine, Radek.





Pérou, juillet 1978 : rencontre nationale pour une Assemblée constituante souveraine.

exemple d'une industrie créée sous la supervision de l'Etat : l'URSS. Mais :

- une révolution socialiste a été nécessaire ;
- l'héritage industriel du passé a joué un rôle important ;
- la dette publique a été annulée (1 500 millions par an).

Malgré tous ces avantages, la reconstruction industrielle du pays a commencé avec l'octroi de concessions. Lénine accordait une grande importance à ces concessions pour le développement économique du pays et pour l'éducation technique et administrative du personnel soviétique. Au Mexique, il n'y a pas eu de révolution socialiste. La situation internationale ne permet même pas le paiement de la dette publique. Le pays, répétons-le, est pauvre. Dans de telles circonstances, ce serait presque un suicide de fermer les portes au capital étranger. Pour construire le capitalisme d'Etat, il faut du capital. »

En ajoutant en conclusion : « Ces notes peuvent paraître empreintes d'un esprit très modéré, presque conservateur en comparaison avec les formulations élevées, mais hélas ! vides, du programme. Nous croyons cependant que notre point de vue est plus réaliste et en même temps plus révolutionnaire. L'axe central du programme est la question agraire. Il est mille fois plus facile de prôner dans le vide la collectivisation totale que d'entreprendre d'une main de fer l'élimination des vestiges féodaux dans les campagnes. Cette opération de nettoyage serait sans aucun doute un excellent programme pour les six prochaines années. La paysannerie comprendrait ce programme, expliqué en dix lignes, et l'accepterait beaucoup plus chaleureusement que cette vague et verbeuse traduction des documents officiels du Kremlin. »

Le gouvernement bourgeois du général Cardenas est-il une exception ? De nombreux aspects de son gouvernement le sont, sans aucun doute, mais dans la catégorie générale que ce gouvernement recouvre, nous pouvons inclure le premier gouvernement Peron, le gouvernement de Nasser et dans une moindre mesure le gouvernement Velasco Alvarado au Pérou lui-même, et d'autres, dont le gouvernement Ben Bella en Algérie.

La question de la Constituante...

Dans la discussion de ces problèmes, l'expérience du combat du POMR et de la constitution du FOCEP est précieuse. Naturelle-

ment, la question de la Constituante ne se pose pas que dans les pays opprimés. Sous des formes qui sont spécifiques, la même question se pose en Pologne. Nous y reviendrons dans le point consacré à la marche de la révolution politique.

La question de la Constituante s'est posée au Portugal comme mot d'ordre transitoire (à un moment central) de la marche de la révolution prolétarienne au Portugal, en relation directe avec la question du gouvernement ouvrier et paysan (la question de la souveraineté de la Constituante concentrait à un moment la question de la rupture avec la bourgeoisie).

Sous des formes différentes et dans des conditions différentes (pré-révolutionnaires), l'actuelle situation française illustre le lien entre des revendications démocratiques et la marche à la révolution. La question du gouvernement ouvrier — opposé au gouvernement de front populaire — et donc de la rupture avec la bourgeoisie ne peut être aujourd'hui posée en ignorant la revendication de la souveraineté de la majorité PS-PCF, directement contradictoire avec le fonctionnement des institutions de la V^e République et donc avec le contenu concret de la collaboration de classes incarnée dans le présent gouvernement de front populaire.

Mais nous savons que la question des revendications démocratiques et nationales en relation avec l'existence de tâches démocratiques non accomplies (souveraineté nationale, question agraire) se pose comme un problème central pour tous les pays dominés par l'impérialisme (colonies et semi-colonies). C'est d'ailleurs là l'expression la plus générale et la plus fondamentale du développement inégal et combiné.

C'est dans le chapitre du Programme de transition consacré aux pays arriérés que la nécessité d'armer les ouvriers du programme « démocratique révolutionnaire », dont le couronnement est le mot d'ordre de l'Assemblée nationale — ou Constituante —, est expliquée :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale ou Constituante a conservé toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale". »

...et la manière dont Trotsky pose la question

Dans des conditions spécifiques, c'est sur cet axe stratégique que le POMR a combattu. Avant d'en venir à certains aspects de ce combat, il faut revenir sur la manière dont Trotsky pose, à de multiples reprises, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante et comment il lui donne un caractère transitoire en relation avec le problème gouvernemental — c'est-à-dire comme l'explique le Programme de transition : « A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère du parti prolétarien. »

Ce n'est pas un hasard si c'est dans *L'Internationale communiste après Lénine*, dans ce document fondamental qui analyse les grandes lignes de la lutte des classes internationale, les axes d'une stratégie révolutionnaire, et qui reprend et généralise, face à l'abandon du marxisme codifié dans le projet de programme pour le VI^e Congrès de l'Internationale communiste, les enseignements du bolchevisme et de la révolution russe, que Trotsky développe le plus complètement la question de l'Assemblée constituante.

« Leur force politique potentielle (celle des masses) tient à leur nombre. Les mots d'ordre de démocratie formelle conquièrent ou sont capables de conquérir non seulement les masses petites-bourgeoises mais aussi les grandes masses ouvrières, précisément parce qu'ils leur offrent la possibilité — du moins apparente — d'opposer leur volonté à celle des généraux, des hobereaux et des capitalistes. »

L'avant-garde prolétarienne éduque les masses en se servant de cette expérience et les mène en avant. L'exemple de la Russie montre que lorsque la révolution progresse, le prolétariat organisé en soviets peut, par une politique juste, dirigée vers la conquête du pouvoir, entraîner la paysannerie, la faire se heurter de front à la démocratie formelle personnifiée par l'Assemblée constituante et l'aiguiller sur le chemin non pas en opposant les soviets à l'Assemblée constituante, mais en entraînant les masses vers les soviets, tout en conservant les mots

d'ordre de la démocratie formelle jusqu'au moment de la conquête du pouvoir et même après. » (*L'Internationale communiste après Lénine*, page 406).

« La lutte pour la conquête des masses est inévitablement liée à la lutte menée contre les violences de la bureaucratie du Kuomintang à l'égard des organisations de masse, de leurs réunions, de leur presse, etc. Au cours de la période qui vient, le Parti communiste va-t-il lutter pour la liberté de presse, ou laissera-t-il cette tâche à un "troisième parti" ? »

Le Parti communiste se limiterait-il à la présentation de revendications démocratiques isolées (liberté de presse, de réunion, etc.) ? Ce qui équivaudrait à du réformisme libéral, ou bien mettra-t-il en avant des mots d'ordre de démocratie plus conséquents ? Sur le plan politique, cela signifie la représentation populaire et le suffrage universel (...). » (idem, page 422).

« Comme on le sait, c'est la dictature du prolétariat qui accomplit la révolution démocratique en Russie. Cela non plus, la direction actuelle de l'Internationale ne veut absolument pas le comprendre. Mais notre parti n'a mené le prolétariat à la dictature que parce qu'il défendit avec énergie, esprit de suite et dévouement tous les mots d'ordre, toutes les revendications de la démocratie, y compris la représentation populaire basée sur le suffrage universel, la responsabilité du gouvernement devant les représentants du peuple, etc. »

Seule une pareille agitation permet au parti de préserver le prolétariat de l'influence de la démocratie petite-bourgeoise, de saper l'influence de celle-ci dans la paysannerie, de préparer l'alliance des ouvriers et des paysans et d'entraîner dans ses rangs les éléments révolutionnaires les plus résolus. » (idem).

Par exemple, dans son article de 1930 sur le « mot d'ordre de l'Assemblée nationale en Chine », Trotsky reprend la question dans les termes suivants : « La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Lorsqu'elles s'éveilleront, elles chercheront à exprimer la force du nombre politiquement par le moyen du suffrage universel. La poignée de communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument du pouvoir bourgeois et que ce dernier ne peut être liquidé que par la dictature du prolétariat. Vous pouvez éduquer le prolétariat dans cet esprit à l'avance. Mais les millions qui forment les masses travailleuses ne seront conduits à la dictature du prolétariat que sur la base de leur propre expérience politique, et l'Assemblée nationale serait un pas progressif dans cette voie. C'est pourquoi nous mettons en avant ce mot d'ordre en liant aux quatre mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine et l'autodétermination des nationalités existant sur le territoire de la Chine. »

Et dans une lettre à l'Opposition chinoise, il explique encore : « Nous ne pouvons arriver à la dictature du prolétariat par le moyen d'un rejet a priori de la démocratie. Ce n'est qu'en luttant pour la démocratie que l'avant-garde communiste pourra rassembler autour d'elle la majorité de la nation opprimée, et, de cette manière, avancer vers la dictature, qui créera également la transition à une révolution socialiste en liaison inséparable avec le mouvement du prolétariat mondial. »

Un mot d'ordre transitoire

Ces quelques citations soulignent l'essentiel : le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souve-

raîne est un mot d'ordre qui, historiquement, relève de la démocratie bourgeoise (c'est l'expression politiquement la plus élevée au sens général de l'action révolutionnaire de la bourgeoisie contre le féodalisme), mais c'est comme revendication transitoire vers et pour la dictature révolutionnaire du prolétariat qu'il répond aujourd'hui aux besoins de la mobilisation des masses contre la domination impérialiste et contre la bourgeoisie.

Ce contenu transitoire, le mot d'ordre de la Constituante ne l'acquiert que s'il est organiquement lié à l'ensemble des revendications transitoires. La revendication de la Constituante ne se sépare pas du « programme démocratique révolutionnaire » dont parle le Programme de transition. C'est pourquoi, se référant à la Chine, Trotsky le relie aux mots d'ordre principaux de la révolution démocratique, parmi lesquels s'inscrit une revendication sociale du prolétariat, la journée de huit heures.

En effet, ce programme ne peut s'énoncer que comme une combinaison de revendications démocratiques, nationales, paysannes et ouvrières. La classe ouvrière ne peut se placer à la tête des masses opprimées (assurer son hégémonie) qu'en menant la lutte pour la défense de l'ensemble des revendications démocratiques et nationales correspondant aux tâches à résoudre, incluant ses propres revendications.

L'Assemblée constituante est un mot d'ordre transitoire, un levier de la mobilisation des masses dans la voie de la révolution prolétarienne, pas une étape intermédiaire nécessaire sur le chemin de la révolution prolétarienne. Indépendamment du fait que le mot d'ordre se « réalise » (que soit ou non réunie une Assemblée constituante), elle n'est pas l'« objectif ». L'objectif poursuivi, c'est l'« apparition », le développement et la centralisation des soviets, car seule la dictature du prolétariat peut régler les questions démocratiques et nationales.

En d'autres termes, le mot d'ordre de la Constituante souveraine exprime précisément le caractère combiné du développement dans des pays capitalistes arriérés, opprimés par l'impérialisme. Les tâches démocratiques et nationales non résolues (avant tout la question agraire et l'affranchissement du joug de l'impérialisme) posent la question de l'achèvement de la « constitution » de la nation.

La lutte contre la domination impérialiste pour la réalisation des tâches nationales et démocratiques implique le combat pour la concrétisation de la souveraineté du peuple (« la représentation du peuple tout entier », dit Trotsky) qui s'exprime dans la revendication de la Constituante souveraine, c'est-à-dire exécutive et législative, forme démocratique la plus avancée, déga-gée (mais rarement réalisée) par les grandes révolutions bourgeoises.

Mais les tâches démocratiques et nationales ne peuvent être accomplies qu'au travers de la victoire de la classe ouvrière, expropriant le capital et détruisant l'Etat bourgeois. L'hégémonie du prolétariat ne constitue pas uniquement une sorte de « résultat final » (la réalisation de la dictature du prolétariat). L'hégémonie du prolétariat doit s'affirmer (et les révolutionnaires doivent combattre pour l'assurer) à chaque moment de la lutte pour l'émancipation nationale.

L'expérience péruvienne...

L'expérience péruvienne illustre parfaitement cette combinaison. Si au Pérou, en particulier, à partir de 1977, les revendications nationales

(suite de la page 27)

et démocratiques concrétisées dans la revendication de la Constituante sont au premier plan, ce n'est pas parce que le mouvement du prolétariat serait faible, qu'il existerait en quelque sorte d'abord une phase purement « démocratique ». C'est tout le contraire.

C'est l'action propre du prolétariat qui aboutit à mettre au premier plan les revendications nationales et démocratiques, la question de la Constituante. C'est la préservation par l'action de classe du prolétariat péruvien de ses organisations syndicales comme cadre d'organisation indépendant, puis la grande grève des pêcheurs en 1976 (qui pose la question d'un « commandement politique unitaire »), conduisant à la grève générale de juillet 1977, qui déterminent les conditions dans lesquelles le régime militaire va être amené à mettre en avant son « plan politique ».

C'est en 1978, dans la grève de Sider-Peru, à Chimbote, que surgit — préfigurant celle de Moquegua — une première Assemblée populaire. Les linéaments du mouvement des masses vers la constitution de ses propres organes sont à l'origine du combat pour la Constituante souveraine « avec pouvoir », opposée à la Constituante octroyée et sans pouvoirs du régime militaire.

A l'origine de la formation du FOCEP, il y a (sous l'impulsion des trotskystes) la décision du VIII^e plenum de la Fédération des mineurs de participer aux élections sur une ligne d'indépendance de classe et qui lie la nécessité de réaliser l'unité sur « une plate-forme... reflétant les aspirations des différents secteurs exploités et opprimés » à la lutte « pour une assemblée qui avance les revendications les plus ressenties par les masses exploitées et opprimées sur le chemin tracé par le prolétariat ».

Ainsi liée aux tâches historiques fondamentales découlant de la domination impérialiste, l'ensemble des questions démocratiques s'imposaient comme une nécessité à laquelle répondait le mot d'ordre de la Constituante souveraine.

Assemblée constituante pour dresser, affirmer, centraliser la volonté anti-impérialiste et révolutionnaire du peuple travailleur et opprimé du Pérou — volonté qui se heurte d'abord à l'obstacle du gouvernement militaire de plus en plus étroitement soumis aux diktats de l'impérialisme ; Assemblée constituante pour concentrer et exiger la réalisation de la volonté de l'écrasante majorité, de tous ceux dont les intérêts sont fondamentalement opposés à l'impérialisme et à la bourgeoisie qui lui est subordonnée.

En maintenant le tryptique : Constituante souveraine, gouvernement responsable devant elle, pour un gouvernement ouvrier et paysan, le POMR définissait sa propre politique indépendante et exprimait en même temps le caractère transitoire du mot d'ordre en relation avec la question du pouvoir.

C'est la même méthode qui sera appliquée, dans une conjoncture concrète différente, au lendemain des élections, par le dépôt de la « motion rouge ». La « motion rouge » exprime les aspirations, les revendications et la volonté des masses. Elle dit : il faut que le gouvernement s'en aille, il faut que l'Assemblée constituante prenne en mains tous les pouvoirs pour appliquer un plan d'urgence incluant la rupture de la subordination à l'égard de l'impérialisme, la réforme agraire, la satisfaction des revendications ouvrières, le rétablissement plein et entier des libertés démocratiques.

Dans le même temps que la majorité de l'Assemblée, en rejetant la « motion rouge », n'ait sa fonction de « représentation du peuple tout

entier », se définissant elle-même comme un rouage subordonné du pouvoir militaire, le combat pour la réalisation de l'unité des organisations ouvrières et anti-impérialistes avait nécessairement comme axe central le combat pour le développement des Assemblées populaires, pour leur centralisation, vers une Assemblée nationale populaire. C'est là l'application de la méthode de Trotsky.

Si même les faiblesses de l'avant-garde n'ont pu permettre une large et complète agitation sur le mot d'ordre d'Assemblée populaire nationale, la nécessité pour le parti de la IV^e Internationale de lier le combat sur ce mot d'ordre à la motion rouge était impérieuse.

Le lien organique entre les différents éléments d'une politique révolutionnaire (front unique anti-impérialiste, Constituante souveraine, soviets) est donné par le mouvement pratique des masses.

... et celle du Nicaragua

« Le départ du gouvernement de ces représentants de la bourgeoisie constitue une indiscutable victoire des ouvriers et des paysans du Nicaragua. Il exprime l'échec de la politique du FSLN qui visait depuis des mois à endiguer le développement de la révolution prolétarienne, à respecter les limites de l'alliance avec la bourgeoisie, à éviter l'affrontement entre les classes. »

Cette citation de la déclaration du Comité paritaire du 2 mai 1980 montre que nous avons parfaitement établi la question clé du développement de la lutte des classes au Nicaragua depuis la chute de Somoza. Cependant, il faut le reconnaître, nous n'avons pas tiré toutes les conclusions qui s'imposaient de cette analyse et de ses conséquences quant à la caractérisation de ce qui était le nouveau gouvernement. Il s'agit bien, à partir de cette date, d'un gouvernement du seul FSLN, mot d'ordre que nous avons avancé dès la chute de Somoza, contre l'alliance avec Chamorro et Robelo.

Si le maintien de la propriété privée, la non-expropriation de la bourgeoisie montrent clairement qu'au Nicaragua, nous nous trouvons face à un Etat bourgeois certes profondément démantelé, il est indiscutable que le gouvernement du FSLN, produit de la victoire des masses contre la bourgeoisie, « contribue à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois ».

Ce gouvernement « ne constitue pas encore la dictature du prolétariat, il ne constitue pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais il peut constituer un point de départ vers la conquête de cette dictature ».

Cependant, le FSLN est clairement, par ses origines et son programme, une organisation petite-bourgeoise dans un pays semi-colonial. La question à laquelle nous sommes confrontés (pour la deuxième fois après Cuba, immédiatement après le renversement de Batista) est le surgissement d'un gouvernement qui, en rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme, correspond à la catégorie d'un gouvernement ouvrier et paysan « que les communistes sont également prêts, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à soutenir », auquel « les communistes peuvent participer » et qui n'est « pas encore la dictature du prolétariat », « ni ne constitue pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature ».

Bien entendu, la participation du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale ne saurait être qu'une supposition. S'il existait un tel parti révolutionnaire — ce qui n'est pas le cas, nous devons le

construire — candidat à la participation au gouvernement du FSLN, cela indiquerait que ce gouvernement ouvrier et paysan entrerait dans la catégorie des gouvernements ouvriers et paysans qui peuvent être un point d'appui vers la dictature du prolétariat, mais dans des conditions où la transition serait considérablement facilitée.

La nature du gouvernement du FSLN

Quoi qu'il en soit, cette supposition permet de mieux cerner la question de la nature du gouvernement du FSLN que nous devons considérer comme un gouvernement ouvrier et paysan, tout en comprenant qu'une telle définition « catégorielle » ne suffit pas à couvrir la vivante réalité de la lutte des classes.

Cette définition catégorielle a néanmoins toute son importance



Juillet 1979 : la dictature de Somoza s'effondre. Le FSLN entre à Managua.

dans ce sens qu'elle permet de distinguer le gouvernement du FSLN du gouvernement d'unité nationale de type front populaire constitué à la chute de Somoza. Répétons-le, si pour apprécier faits et événements du point de vue du marxisme, il est nécessaire d'utiliser les « catégories », il serait complètement erroné de considérer la « catégorie » « gouvernement ouvrier et paysan » en soi.

Déjà, la résolution de l'Internationale communiste mentionne 5 cas, où elle définit la position de principe des communistes. Mais à partir de ces 5 cas, l'histoire ouvre à l'analyse infiniment plus de situations intermédiaires, transitoires. Le marxisme n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action. En assimilant que lorsque l'Internationale communiste établit que ce gouvernement « ne constitue pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature », cela implique que ce type de gouvernement, que nous soutenons inconditionnellement, peut ne pas constituer cette transition « nécessaire ».

Non seulement parce qu'il a en face de lui l'impérialisme mais également en relation avec la pression exercée par la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire relayée par Cuba, les bureaucraties stalinienne et cubaine cherchant à permettre à l'impérialisme de reprendre pied au Nicaragua directement avec un gouvernement bourgeois, lequel liquiderait sous une forme ou sous une autre le gouvernement du FSLN.

C'est ainsi que nous sommes face, avec le gouvernement du

FSLN, à un gouvernement dirigé par une organisation petite-bourgeoise anti-impérialiste avec lequel la réalisation du front unique anti-impérialiste était avant la chute de Somoza et est toujours une nécessité aujourd'hui contre l'impérialisme, qui découle du caractère semi-colonial du pays et des tâches de la révolution (fusion de la révolution démocratique avec la révolution prolétarienne).

La Thèse XXIII adoptée à la conférence mondiale constitutive de « IV^e Internationale (Comité international) » signale à ce sujet : « L'existence dans les pays coloniaux et semi-coloniaux de tâches nationales, démocratiques et anti-impérialistes, en rapport avec le rôle contre-révolutionnaire joué par le stalinisme et la crise de la IV^e Internationale, ont créé une situation dans laquelle existent de nombreuses organisations nationalistes petites-bourgeoises qui jouent un rôle actif dans la lutte contre les dictatures et l'impérialisme (BPR, FAPU, etc., au Salvador ; le FSLN dans la lutte contre Somoza ; le MIR vénézuélien, etc.). »

Il est de notre devoir de lutter systématiquement pour la réalisation du front unique anti-impérialiste avec ces organisations, sur la base d'un programme d'indépendance de classe, avec l'objectif de faire progresser la lutte des masses et en exigeant systématiquement de toutes ces organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans qu'elles rompent avec la bourgeoisie, et s'engagent sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan. »

Le surgissement de gouvernements ouvriers et paysans constitués par des partis petits-bourgeois

Cette question du surgissement de gouvernements ouvriers et paysans constitués par des partis ou organisations révolutionnaires et anti-impérialistes de nature petite-bourgeoise pose un autre problème auquel les trotskystes sont confrontés, en particulier depuis la révolution cubaine.

Les formes de l'Etat ouvrier peuvent être très diverses, comme le signale Trotsky, incluant celle de l'Etat ouvrier dégénéré ou bureaucratique. Selon quels processus sociaux et politiques l'Etat ouvrier bureaucratique de Cuba s'est-il constitué ? Par l'insurrection des masses démantelant partiellement l'Etat bourgeois, la mobilisation anti-impérialiste, la faiblesse de la

bourgeoisie et l'agression américaine, qui ont amené la direction castriste à rompre avec la bourgeoisie.

A la question de savoir si un gouvernement révolutionnaire dirigé par un parti petit-bourgeois nationaliste révolutionnaire peut constituer un Etat ouvrier, la réponse est oui et le cas de Cuba le démontre.

Dans un sens général, cette hypothèse est intégrée par le Programme de transition (« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (...), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie... »). Cela, bien que l'appareil stalinien soit la principale force contre-révolutionnaire à l'échelle internationale.

Dans le cas de Cuba, l'appareil stalinien a joué à fond son rôle contre-révolutionnaire ; après s'être rangé dans le camp de Batista, il est

parvenu, grâce à la fusion avec le courant castriste, à empêcher le développement des organisations soviétiques et à constituer une bureaucratie contre-révolutionnaire subordonnée au Kremlin, bien que remplie de contradictions. Le rôle du PC cubain a été entièrement destiné à combattre le caractère anti-impérialiste et révolutionnaire du Mouvement du 26 juillet qui a été l'instrument des masses pour l'expropriation du capital en 1960-1962.

Les Thèses programmatiques adoptées par la conférence mondiale ont établi qu'après l'impérialisme (réaction sur toute la ligne), la tendance à la réalisation de la barbarie s'est approfondie comme l'attestent les injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie avec leurs conséquences, l'extraordinaire gaspillage et destruction des forces productives accumulées dans la période antérieure, l'extension du parasitisme économique et social (par exemple, l'extraordinaire accroissement de la bureaucratie d'Etat), etc., qui constituent dans l'ensemble une menace terrible contre la substance de la civilisation humaine.

Mais dans ce même mouvement, le prolétariat par sa lutte de classe a arraché dans les pays avancés des conquêtes sociales qui ont été plus importantes que celles que le prolétariat avait arrachées dans la période ascendante du capitalisme ; et dans les pays arriérés et dominés, l'indépendance politique, qui a également constitué une conquête mais qui, pour aboutir à une véritable indépendance nationale, doit être

dépassée par la révolution expropriant les positions du capital financier.

L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne, mais la révolution mondiale a arraché l'expropriation dans les pays de l'Est, la Yougoslavie, la Chine, le Vietnam, Cuba...

La perspective générale de l'histoire

Toute la marche de l'histoire vérifie la prémisses fondamentale de la révolution mondiale : les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux. Mais l'instrument non moins fondamental de la victoire de la révolution universelle, la IV^e Internationale, a subi durant la même période crises sur crises. Il n'y a pas encore de véritable parti révolutionnaire à influence de masse dans aucun pays.

Trotsky le constatait déjà : la construction du parti révolutionnaire n'avance pas aussi vite que « nous l'avions espéré ». Lénine, par avance, a donné une réponse à cette question. Dans un discours au VII^e Congrès du parti (1918), lors de la discussion sur le programme du parti, Lénine établissait la nécessité de maintenir dans le nouveau programme les éléments de l'ancien programme concernant l'évolution du capitalisme « en y ajoutant une définition de l'impérialisme et du début de la révolution sociale ».

Lénine expliquait : « *Quelles que puissent être les destinées de notre révolution, de notre détachement de l'armée prolétarienne internationale, quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la révolution, la situation des Etats impérialistes... est en tout cas objectivement sans issue. Plusieurs étapes transitoires sont encore possibles, avec des destructions massives de valeurs culturelles et de moyens de production, mais il ne peut qu'en résulter un essor des masses laborieuses, de la classe ouvrière, et le passage de l'avant-garde à une situation dans laquelle cette classe prendra le pouvoir pour bâtir une société socialiste.* »

Du point de vue de Lénine

Balayant les élucubrations théoriques de Kautsky sur l'impérialisme (« théories » reprises pour justifier le révisionnisme dans les théories sur le « capitalisme monopoliste » d'Etat, le néo-capitalisme ou la

naissance de nouveaux impérialismes : Iran, Brésil !), Lénine poursuivait : « *Quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la lutte, si nombreux que puissent être les zigzags que nous aurons à parcourir (et il y en aura beaucoup, nous voyons par expérience quels détours gigantesques fait l'histoire d'une révolution, et seulement chez nous pour le moment), les événements seront autrement compliqués lorsque la révolution deviendra européenne (et mondiale - NDLR), il faut, pour ne pas nous perdre dans ces zigzags et ces détours de l'histoire, pour conserver la perspective générale, pour apercevoir le fil directeur, qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme, route qui nous apparaît naturellement comme droite, et que nous devons nous représenter comme telle afin de voir le commencement, la suite et la fin — alors qu'en réalité elle ne sera jamais droite, mais d'une complexité invraisemblable — il faut, pour ne pas nous perdre dans des détours, pour ne pas être désorientés dans les périodes de reculs, de retraite, de défaite momentanée, quand l'histoire ou l'ennemi nous rejettent en arrière, il importe à mon avis, et ce sera la seule attitude théoriquement juste, ne pas abandonner notre ancien programme fondamental. Car nous n'en sommes en Russie qu'à la première étape de transition du capitalisme au socialisme.* »

C'est du point de vue de Lénine, du point de vue de la fidélité au programme de la IV^e Internationale, qui a gardé les « anciens programmes » depuis le Manifeste du Parti communiste, les Thèses et résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale communiste, du point de vue de la marche de « l'histoire universelle » que nous devons considérer comme « droite » mais qui connaît et connaîtra d'innombrables détours, que nous combattons pour l'instauration de la dictature du prolétariat indispensable à l'accomplissement des tâches historiques incombant au prolétariat.

Et c'est en partant de ce point de vue que nous devons aborder le processus d'ensemble — international — de la révolution mondiale. De ce point de vue, l'organisation, les droits, les libertés, les conquêtes sociales qui constituent le prolétariat en tant que classe indépendante représentent et matérialisent les « institutions » ouvrières. Les « institutions » développées du prolétariat international sont l'Etat ouvrier, la dictature du prolétariat qui, par la révolution, modifie « qualitativement » la position sociale de la classe ouvrière.

L'impérialisme s'est assujéti les « institutions » ouvrières en assujétissant les appareils, les appareils

qui « qualitativement » deviennent dès lors des organes, des appareils bourgeois contrôlant les « institutions » ouvrières, lesquelles restent néanmoins des institutions constituant la classe ouvrière comme classe indépendante. En Union soviétique, on est en droit avec Trotsky d'écrire que l'impérialisme s'est « assujéti », dans le processus de dégénérescence de l'Etat ouvrier, l'organe bourgeois que constitue la bureaucratie soviétique.

Mais les conquêtes de la révolution d'Octobre subsistent, avec l'expropriation de la bourgeoisie, « la nationalisation du sol, des moyens de production, des transports et des échanges (continue à former) les bases de la société soviétique. Et cet acquis de la révolution prolétarienne définit à nos yeux l'URSS comme un Etat prolétarien. » (*La Révolution trahie*).

La tendance irréversible de la société bourgeoise à l'époque de l'impérialisme, c'est la barbarie qui s'affirme dans la tendance à la liquidation de tous les acquis antérieurs de la civilisation, dans la tendance à la liquidation des droits, garanties, organisations, libertés, dans la volonté de l'impérialisme de liquider les conquêtes de la révolution d'Octobre, tous éléments constitutifs du combat émancipateur du prolétariat, que nous devons considérer, comme Lénine l'explique, comme un processus d'ensemble, pour conserver « le fil directeur qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme, route qui (doit) nous apparaître naturellement comme droite, et que nous devons nous représenter comme telle afin d'en voir le commencement, la suite et la fin ».

Dans ce processus d'ensemble, le prolétariat international — seule classe historiquement progressive, menacée dans sa substance par la survie de l'impérialisme, époque du capitalisme pourrissant — a accru sa densité sociale et politique, les combats révolutionnaires du prolétariat ont approfondi la crise du système impérialiste, l'impérialisme qui, pour se défendre contre la révolution, corrompt les organes dirigeants des « institutions » de la classe ouvrière internationale, du prolétariat, lequel, par sa lutte révolutionnaire, a arraché de nouvelles conquêtes sociales, y compris les conquêtes sociales qualitativement supérieures que représente l'expropriation dans les pays de l'Est, la Chine, le Vietnam, Cuba...

D'un côté, les conquêtes sociales, y compris les conquêtes sociales gérées, contrôlées par des appareils bourgeois, sont menacées parce que les directions traditionnelles refusent « de se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie ».

De l'autre, ces conquêtes sociales approfondissent la crise de l'impérialisme et, par voie de conséquence, des appareils — organes bourgeois.

L'extension de « combinaisons tout à fait exceptionnelles de circonstances »

C'est dans le cadre de cette analyse que doit être appréciée la possibilité théorique soulevée par le Programme de transition de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.



Le camarade Camilo Gonzalez, délégué de « Convergence socialiste » (Colombie) à la conférence mondiale.

Les « combinaisons tout à fait exceptionnelles de circonstances » ont connu une large extension depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La tendance, sous le poids des « combinaisons de circonstances » (qui est essentielle dans l'analyse de Léon Trotsky), des directions petites-bourgeoises à aller plus loin qu'elles ne l'auraient voulu dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie s'est matérialisée à diverses reprises, tendance que le programme a matérialisée par la ligne de « la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan » et par la tactique qui en découle formulée par « l'exigence » adressée par la IV^e Internationale, au nom de la IV^e Internationale, à « tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom » de « rompre politiquement avec la bourgeoisie ».

Nous avons analysé dans les points précédents cette tendance qui a transformé pour toute une série de pays le pronostic théorique en réalité politique. Le fait que cette « variante » ait été considérée par Léon Trotsky comme « peu vraisemblable » infirme aussi peu le Programme de transition que d'autres variantes considérées par Marx, Engels ou Lénine comme possibles pour l'Angleterre, par exemple.

Seuls peuvent remettre en cause le marxisme les dogmatiques et les sectaires qui ne comprennent pas que « le travail théorique et le travail pratique ne (doivent faire) plus qu'un », comme l'écrivait dès 1894 Lénine qui ajoutait : « *Par cette façon de concevoir sa tâche, la social-démocratie se prévaut contre... le dogmatisme et le sectarisme. Il ne saurait y avoir de dogmatisme là où le critère suprême et unique de la doctrine est dans sa correspondance avec le processus réel du développement économique et social ; il ne saurait y avoir de sectarisme quand il s'agit de contribuer à l'organisation du prolétariat.* »

Les conquêtes sociales, y compris celles plus développées dans les pays où l'impérialisme a été chassé, la propriété privée expropriée, sont autant de positions pour réaliser les tâches historiques, par la dictature du prolétariat. Ces tâches historiques ne peuvent être résolues qu'à l'échelle internationale. Elles sont insolubles dans le cadre des pseudo-théories du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique », camouflage de la défense des privilèges bureaucratiques.

Un même mouvement unifie le cours de la révolution mondiale : les conquêtes et positions arrachées à l'impérialisme dans les pays avan-

cés ne sauraient être « durablement » garanties sans la victoire de la révolution prolétarienne. Les conquêtes sociales d'octobre 1917 préservées par la lutte de classe internationale du prolétariat, sont positions, conquêtes sociales de la révolution mondiale qui seule peut les sauver.

C'est ainsi que la lutte des classes contre les gouvernements bourgeois dans les pays capitalistes concentre et la lutte des classes pour la défense des acquis, et la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre. Tandis que les appareils bourgeois, dans les pays avancés, en URSS et dans les pays où le capital financier a été exproprié, combattent, déforment, trahissent les positions ouvrières, défendant ainsi l'ordre de l'impérialisme mondial.

Parce que pour les masses c'est une nécessité immédiate et urgente de défendre les acquis, le combat de la IV^e Internationale pour aider les masses sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan, le gouvernement du front unique ouvrier, devient également pour la IV^e Internationale et ses sections une nécessité immédiate et urgente.

C'est ainsi que chaque pas en avant dans la lutte effective contre la bourgeoisie représente tout à la fois un pas en avant dans le combat contre les appareils bourgeois dominant le mouvement ouvrier, contre la bureaucratie du Kremlin usurpant les conquêtes d'Octobre, dans un même processus unifié intégrant la révolution socialiste et la révolution politique.

Chaque pas en avant dans la lutte effective contre les bourgeoisies, qui est un pas en avant contre les directions traditionnelles assujétiées à l'impérialisme, nécessite que soit mis en avant le mot d'ordre transitoire du gouvernement ouvrier et paysan, qui donne son expression aux besoins immédiats et historiques des larges masses, lesquelles doivent se convaincre, par leur propre expérience et par l'intervention des organisations de la IV^e Internationale construisant le parti révolutionnaire, de la nécessité de la dictature du prolétariat.

Et dans les pays où sous les formes les plus dénaturées qui soient la lutte des classes s'est développée sur les voies détournées dont Lénine parle, par la « lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat (étant) tombé dans les mains du gouvernement ouvrier », le gouvernement ouvrier et paysan n'a pu et ne pouvait constituer une étape historique prolongée. L'expropriation du capital financier, la destruction des Etats bourgeois ont confirmé sous des formes que nous allons analyser

(suite page 30)



F. Castro avec S. Allende.

(suite de la page 29)

que l'établissement « d'un gouvernement ouvrier n'a représenté qu'un court épisode dans la voie de l'expropriation du capital ».

La marche concrète de la révolution politique

Sur le plan des « tâches concrètes et politiques » que L. Trotsky considérait comme décisif pour apprécier correctement la défense de l'URSS, la marche des événements révolutionnaires depuis Berlin-Est (1953), jusqu'à la grève générale polonaise de 1980, a fourni une vérification éclatante du programme de la révolution politique exposé dans *La Révolution trahie* et le *Programme de transition*.

« La IV^e Internationale, écrit Léon Trotsky dans L'URSS dans la guerre, a depuis longtemps reconnu la nécessité de renverser la bureaucratie par une insurrection révolutionnaire des travailleurs (...). L'objectif que le renversement de la bureaucratie doit permettre d'atteindre, c'est le rétablissement du pouvoir des soviets d'où la bureaucratie actuelle sera chassée (...). Le renversement de la bureaucratie suppose donc que soient préservées la propriété d'Etat et l'économie planifiée.

La dégénérescence du premier Etat ouvrier (...) peut indiquer avec plus de force ce que doit être un Etat ouvrier, et ce qu'il peut être et ce qu'il sera dans des conditions historiques données. La contradiction entre le fait historique et la norme (programmatische) nous a contraints non pas à nier la norme, mais au contraire à lutter pour elle par la voie révolutionnaire. Le programme de la révolution en URSS est défini d'un côté par notre appréciation de l'URSS comme fait historique objectif et de l'autre par la norme que constitue l'Etat ouvrier... Nous indiquons clairement quels sont les éléments de l'Etat ouvrier qui peuvent à un stade donné être préservés, maintenus et développés. »

La marche concrète de la révolution politique vérifie :

1) Le combat pour le pouvoir des conseils est directement opposé au pouvoir de la bureaucratie, pour son renversement : Pologne-Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, comité central de grève de Szczecin 1970-1971 en Pologne, Pologne 1980, sous une forme particulière en relation avec la constitution de *Solidarité*.

2) Le combat pour briser le monopole du pouvoir aux partis stalinien se confond avec le « rétablissement de la liberté des partis soviétiques ». Ce mouvement conduit au combat pour la destruction des « partis » officiels, du parti unique. La voie de la « réforme » du parti stalinien (Gomulka 1956, Dubcek 1968) a démontré rapidement qu'elle conduisait à l'impasse et au rétablissement du parti stalinien dans toutes ses prérogatives.

Destruction du parti stalinien...

La marche de la révolution politique en Tchécoslovaquie a clairement établi, avec le XIV^e Congrès du PC tchécoslovaque, que pour briser le pouvoir de la bureaucratie, pour « renverser » le pouvoir de la bureaucratie, les masses n'avaient devant elles qu'une unique possibilité, celle de détruire le parti stalinien. La construction de partis en Pologne depuis 1980 a vu ces partis

maintenir dans leurs programmes (aussi différents qu'ils soient et même pour certains fort éloignés dans leur formulation du programme socialiste) la défense de la propriété sociale comme point central.

... et construction de partis et syndicats indépendants

3) Un rapport spécial étant dévolu à la montée de la révolution politique en Pologne, nous nous bornerons à examiner les enseignements du combat pour la liberté des syndicats, pour la substitution de syndicats indépendants aux syndicats officiels, organes du pouvoir de la bureaucratie. D'un point de vue théorique, le mot d'ordre « Tout le pouvoir à *Solidarité* » pouvait se justifier.

Il faut néanmoins rappeler que le développement concret de la révolution politique en Pologne dans ses rapports complexes, en particulier avec la bureaucratie du Kremlin et l'Eglise, a permis de dégager une ligne et des mots d'ordre plus adéquats. A partir de *Solidarité*, le combat pour la constitution de comités ouvriers, conseils, et leur centralisation, permet de dégager le rapport entre Etat ouvrier et syndicat.

« En fin de compte, l'Etat ouvrier c'est un syndicat qui s'est emparé du pouvoir », note Léon Trotsky, ce qui ne signifie nullement qu'il y ait identité entre pouvoir des conseils ouvriers et syndicats. D'autant plus qu'en Pologne un des plus puissants facteurs à la base du mouvement de la révolution politique a été, est et reste la haine farouche des travailleurs polonais (et en général dans tous les pays où la propriété privée a été expropriée) contre les syndicats organes de l'Etat bureaucratique, la haine contre les syndicats verticaux, organes du pouvoir totalitaire de la bureaucratie.

Ne pas tenir compte de la profonde aspiration des travailleurs polonais à la constitution de syndicats indépendants du « parti » et de l'Etat bureaucratique aurait constitué plus qu'une erreur. N'oublions pas que lors de la discussion sur les syndicats en 1921, Lénine estimait à juste titre que les ouvriers organisés dans les syndicats devaient pouvoir lutter contre leur propre Etat.

« *Solidarité*, c'est la société », disent des millions d'ouvriers, de paysans, de jeunes, d'intellectuels. Autrement dit, pour les masses laborieuses, *Solidarité* est considéré par elles comme un instrument de rénovation de toute la société. Donc, sous une certaine forme, comme leur représentation politique. Le congrès de *Solidarité* a parfaitement éclairé ce rapport complexe inscrit dans « *Solidarité*, c'est la société ».

Cela a été exprimé par les résolutions adoptées, particulièrement celle relative à l'exigence d'« élections libres », exigence qui n'est pas autre chose qu'une revendication de pouvoir. Sous cet angle, le congrès de *Solidarité*, le congrès des syndicats indépendants de l'Etat, était parfaitement en droit de présenter au peuple travailleur un programme de « pouvoir », que, pour notre part, nous avons formulé comme suit :

« Le congrès de *Solidarité* doit appeler les travailleurs, ouvriers, intellectuels, jeunes, paysans, à constituer dans tout le pays des comités, des conseils ouvriers. Pour sauver le pays de la catastrophe économique que le gouvernement du POUV organise, *Solidarité* doit convoquer un congrès des comités et conseils ouvriers.

L'appel de Solidarité à des élections libres doit devenir un appel pour la Constituante polonaise, pour un gouvernement des travailleurs responsable devant la Constituante, pour un gouvernement ouvrier responsable devant le congrès des conseils ouvriers. »

Il nous faut préciser les relations entre le mot d'ordre de la Constituante et la révolution politique.

La question de la Constituante dans la révolution politique

Lénine écrit en 1920 : « Le marxisme a acquis une portée historique en tant qu'idéologie du prolétariat révolutionnaire du fait que loin de rejeter les plus grandes conquêtes de l'époque bourgeoise, il a bien au contraire assimilé et repensé tout ce qu'il y avait de précieuses dans la pensée et la culture humaines plus de deux fois millénaires. »

Et le suffrage universel est précisément l'une des grandes conquêtes de l'époque bourgeoise. N'oublions pas que la première organisation révolutionnaire de masse, le mouvement chartiste en Angleterre, a ins-

pes, sauf si on transforme le marxisme en dogme. Et avec une pensée dogmatique, on serait amené à ne pas comprendre la signification réelle de la période de transition qui est une période de transition entre le capitalisme et le socialisme. L'Etat ouvrier, a écrit Lénine dans *L'Etat et la révolution*, doit être considéré comme un « Etat bourgeois sans bourgeoisie ». Caractérisation fondamentale, qui constitue la clé théorique majeure pour comprendre la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

L'expropriation du capital constituant le fondement des nouveaux rapports sociaux de production édictés par la révolution prolétarienne, l'instrument pour l'édification du socialisme, du communisme, société sans classes et sans Etat, l'Etat ouvrier doit être caractérisé comme « Etat bourgeois sans bourgeoisie ». Les catégories politiques issues de la société bourgeoise, bien qu'elles changent de contenu (la bourgeoisie étant expropriée), subsistent pour « dépérir » dans la construction du socialisme.

C'est ainsi que nous devons prendre en compte pour ce qui concerne le mot d'ordre de la Constituante ce que Lénine a déclaré dans la discussion sur la révision du programme du parti après la prise du pouvoir : « La privation des droits politiques et les restrictions quelles qu'elles soient apportées à la liberté ne s'imposent qu'à titre de mesures

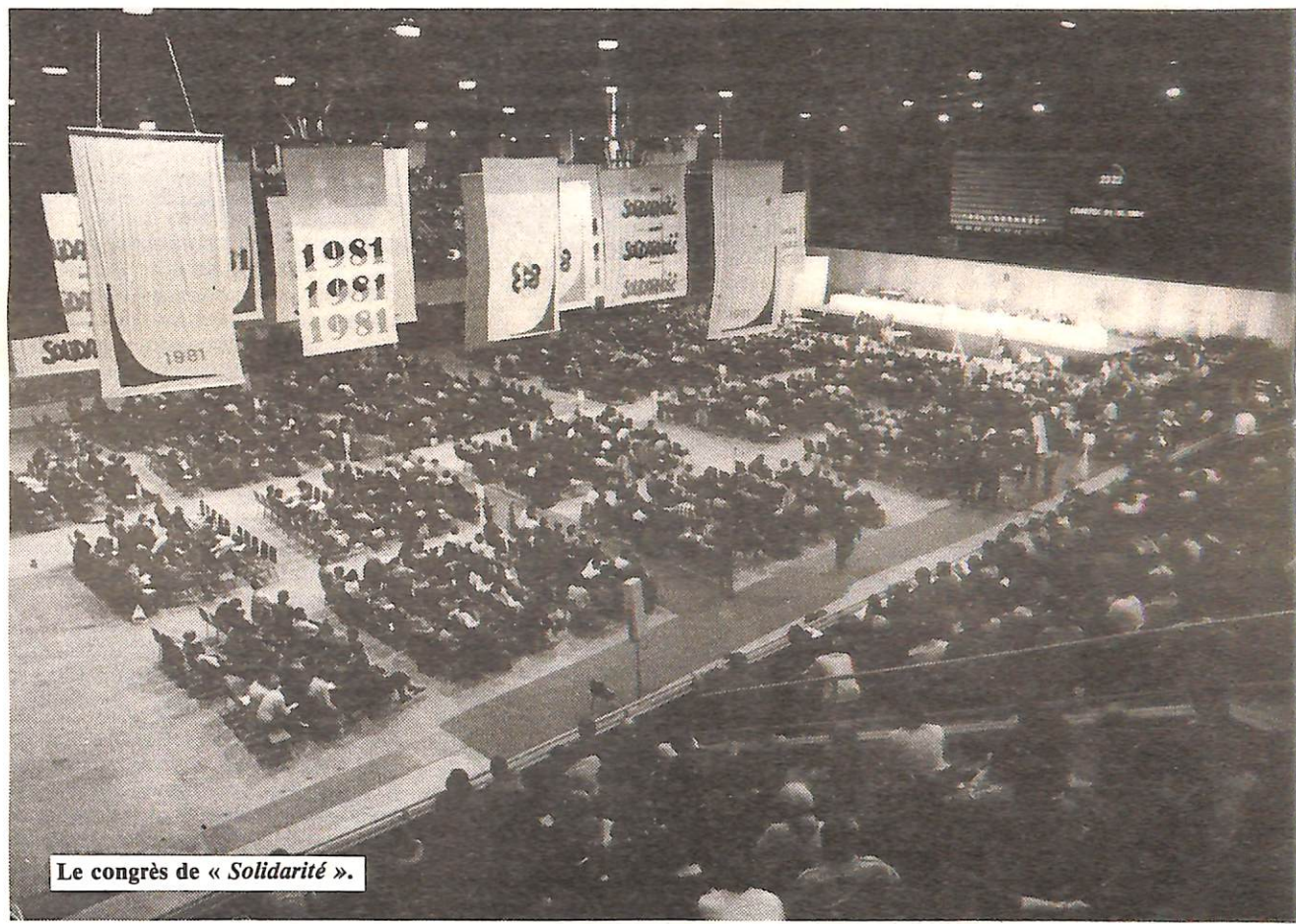
de 35 ans. La bureaucratie parasitaire est devenue aux yeux de tous l'organe qui remet en cause la « propriété sociale ». La constitution de *Solidarité*, organisation de classe, atteste clairement l'« hégémonie » du prolétariat dans la révolution politique.

Dans ces circonstances, l'« égalisation des droits politiques » que suppose le suffrage universel ne peut en soi mettre en danger les relations sociales de production.

C'est au contraire le maintien au pouvoir de la bureaucratie qui représente la plus mortelle des menaces contre les fondements socialistes de l'économie. Dans ce cadre, avec le mot d'ordre de la Constituante, il s'agit d'utiliser le suffrage universel, dans un pays où le capital a été exproprié, comme revendication transitoire dans le combat pour que le pouvoir politique passe des mains de la bureaucratie à celles des ouvriers, paysans et étudiants.

Les relations entre le mot d'ordre « transitoire » de la Constituante et la dictature du prolétariat ont d'ailleurs été clairement exposées dans un article rédigé par Trotsky le 8 janvier 1930. Ce texte donne l'éclairage suffisant à la question :

« Après l'insurrection victorieuse », dit le document que nous avons cité, « une dictature prolétarienne pourrait être instaurée et



Le congrès de « Solidarité ».

crit sur son drapeau, avec l'appui de Marx-Engels, la revendication du suffrage universel.

Bien entendu, pour les marxistes, il ne saurait s'agir de considérer le suffrage universel comme moyen de transformation sociale. Lénine précise en 1919 : « Le suffrage universel atteste le degré de maturité des diverses classes dans la compréhension de leurs tâches respectives. Il montre comment les diverses classes sont disposées à s'acquiescer de leurs tâches. La solution même de ces tâches est donnée non par le vote mais par toutes les formes de la lutte de classes, jusques et y compris la guerre civile. »

Sans donner au mot d'ordre de la Constituante une valeur « universelle » en toutes circonstances pour les pays où la propriété privée a été expropriée, nous avons considéré qu'il devait fournir en Allemagne (Constituante pour toute l'Allemagne) et en Pologne un levier comme mot d'ordre transitoire pour la marche à la révolution politique.

Nous avons considéré que ce mot d'ordre, à contenu transitoire, n'était en rien contraire aux princi-

provisoires. » C'est pourquoi Lénine s'insurgeait contre Kautsky qui prétendait que la dissolution de la Constituante en 1918 avait pour les bolcheviks une portée générale, universelle. Lénine justifiait cette décision prise par le Parti bolchevique en relation avec des circonstances précises. Il refusait de lui donner une valeur pour toutes les circonstances et pour tous les pays.

L'hégémonie du prolétariat dans la révolution politique

En Pologne, la constitution du syndicat *Solidarité* que reconnaissent 10 millions de travailleurs, et dans le même mouvement, la constitution du syndicat étudiant et de *Solidarité paysanne* attestent l'isolement de la clique bureaucratique.

En Pologne, la propriété privée capitaliste a été abolie depuis plus

de 35 ans. La bureaucratie parasitaire est devenue aux yeux de tous l'organe qui remet en cause la « propriété sociale ». La constitution de *Solidarité*, organisation de classe, atteste clairement l'« hégémonie » du prolétariat dans la révolution politique.

Dans ces circonstances, l'« égalisation des droits politiques » que suppose le suffrage universel ne peut en soi mettre en danger les relations sociales de production.

C'est au contraire le maintien au pouvoir de la bureaucratie qui représente la plus mortelle des menaces contre les fondements socialistes de l'économie. Dans ce cadre, avec le mot d'ordre de la Constituante, il s'agit d'utiliser le suffrage universel, dans un pays où le capital a été exproprié, comme revendication transitoire dans le combat pour que le pouvoir politique passe des mains de la bureaucratie à celles des ouvriers, paysans et étudiants.

Les relations entre le mot d'ordre « transitoire » de la Constituante et la dictature du prolétariat ont d'ailleurs été clairement exposées dans un article rédigé par Trotsky le 8 janvier 1930. Ce texte donne l'éclairage suffisant à la question :

« Après l'insurrection victorieuse », dit le document que nous avons cité, « une dictature prolétarienne pourrait être instaurée et

« Après l'insurrection victorieuse », dit le document que nous avons cité, « une dictature prolétarienne pourrait être instaurée et

Même après l'insurrection d'Octobre, les bolcheviks ont dû convoquer l'Assemblée constituante. Pourquoi devrions-nous conclure qu'une telle variante est impossible pour la Chine ? La paysannerie ne se développe pas à la même allure que le prolétariat. Le prolétariat peut anticiper bien des choses, mais la paysannerie n'apprendra que des faits. Il se peut que la paysannerie chinoise ait besoin de passer par l'expérience vivante d'une Assemblée nationale.



Petrograd, octobre 1917.

Comme la bourgeoisie en Russie avait retardé pendant longtemps la convocation de l'Assemblée constituante et que les bolcheviks l'avaient dénoncée pour cela, ils furent contraints, après avoir pris le pouvoir, de convoquer rapidement l'Assemblée constituante, sur la base des vieux résultats électoraux, ce qui les plaça en minorité. L'Assemblée constituante entra en conflit avec les soviets sous les yeux du peuple entier et elle fut dissoute.

En Chine, nous pouvons concevoir une autre variante. Après qu'il ait pris le pouvoir, le prolétariat pourrait, sous certaines conditions, retarder la convocation de l'Assemblée nationale pour plusieurs mois, développer une large agitation dans les campagnes, et assurer une majorité communiste à l'Assemblée nationale. L'avantage serait que le système soviétique serait formellement sanctionné (ou confirmé) par l'Assemblée nationale, ce qui enlèverait immédiatement à la bourgeoisie un mot d'ordre populaire dans la guerre civile.

Bien entendu, il s'agit là de la relation entre le mot d'ordre de la Constituante et les soviets dans un pays où les tâches nationales et démocratiques doivent être accomplies par la révolution prolétarienne. Mais l'analyse effectuée précédemment doit nous permettre de dresser ce mot d'ordre en lui donnant un contenu transitoire dans la marche à la révolution politique contre la bureaucratie totalitaire.

En Pologne, la « société », dans la marche de la révolution politique, rejette la bureaucratie. Une génération profondément structurée sur la propriété sociale pour qui « la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs » (Léon Trotsky). Une génération pour qui c'est une question de vie ou de mort que le maintien de la propriété sociale, la destruction de la propriété sociale signifierait que des centaines de milliers et millions de travailleurs seraient voués à la déchéance.

Dans un tel mouvement et dans une telle conjoncture, l'avantage du combat pour la Constituante en relation avec le combat pour les conseils ne peut être contesté.

L'URSS de 1917 et l'URSS de 1982

C'est une banalité de constater la différence fondamentale entre l'Etat édifié en 1917 comme résultat de la révolution d'Octobre et ce

qu'il est devenu avec la dégénérescence de l'Union soviétique. L'URSS de 1917 et l'URSS de 1982, du point de vue des formes politiques, n'ont rien de commun. Et pourtant, l'expropriation du capital reste la base commune. Avec Trotsky, nous justifions la défense de l'URSS contre l'impérialisme à partir de cette base commune.

« Un régime, écrit Trotsky, qui préserve la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme, cela c'est, indépendamment des formes politiques, la dictature du prolétariat ».

Identifier sous l'angle des rapports de production l'URSS de 1917 à l'URSS de 1982 est donc indispensable. Mais l'URSS de 1917 et l'URSS de 1982 ne peuvent sur le plan des formes politiques être identifiées. Comme conséquence, contre la bureaucratie usurpatrice, pour la défense de la propriété sociale, nous dressons le drapeau du renversement révolutionnaire de la bureaucratie.

S'en tenir uniquement, bien que cela soit indispensable, cela ne nous pas perdre le point de vue de l'« histoire universelle » dont parle Lénine, s'en tenir uniquement à l'identification de l'URSS de 1917 à l'URSS de 1982 à partir des bases sociales, c'est là en dernière analyse le point de vue du révisionnisme de la IV^e Internationale.

Sur le plan des rapports de production, nous devons considérer qu'il n'y a pas de changement qualitatif, cela bien que la bureaucratie et l'impérialisme portent des coups à la propriété expropriée et nationalisée (cf. Hongrie, Pologne, Yougoslavie).

Signalons néanmoins que déjà Trotsky de son vivant faisait état de ce que « les tendances bourgeoises dans l'Etat ouvrier se sont développées à un tel point au détriment des tendances socialistes, qu'elles menacent de faire exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée ».

Ces tendances bourgeoises se sont depuis considérablement développées. Elles n'ont pas remis en cause la nature de l'URSS. Si elles n'ont pas réussi à « faire exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée », cela doit être exclusivement mis au compte des montées révolutionnaires depuis 1943, analysées dans les thèses de la conférence mondiale ayant constitué « l'IV^e Internationale (Comité international) ». Au compte exclusif de l'activité révolutionnaire du prolétariat mondial. Mais sur le plan des formes politiques, il y a un changement qualitatif.

La bureaucratie, « organe de la pression de l'impérialisme »

« L'organe de la domination du prolétariat est devenu l'organe de la pression de l'impérialisme » (Léon Trotsky). Défendre contre l'impérialisme la propriété sociale, c'est donc non seulement lutter contre l'impérialisme, mais c'est combattre pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie.

Si l'ensemble des rapports de production qui forme la structure économique de la société en URSS et dans les pays d'où le capital a été exproprié reste basé sur la propriété expropriée et nationalisée, pour préserver la propriété sociale, l'édifice juridique et politique édifié par la bureaucratie qui a exproprié les masses du pouvoir politique doit être renversé par la révolution politique.

Pour le marxisme, la dictature du prolétariat est le résultat du mouvement historique, non le produit d'un « concept » qui isolerait un de ses constituants — fût-ce le plus fondamental en dehors de tous les constituants qui fondent sa nécessité. On ne peut isoler l'expropriation de la propriété (par laquelle s'exprime la domination de la classe ouvrière sur la société) de la bureaucratie qui, pour exproprié le prolétariat du pouvoir politique, a détruit les soviets.

Parce que le contenu fondamental de la dictature du prolétariat, l'expropriation, reste fondamental, c'est uniquement dans cette limite (défense de la propriété sociale) qu'est donnée sa pleine validation comme dictature du prolétariat.

Mais l'Etat ouvrier édifié par la révolution d'Octobre a dégénéré. C'est uniquement à partir de la dégénérescence de l'Etat ouvrier que l'on peut comprendre la structure et les relations sociales et politiques de tous les Etats (Europe de l'Est, Chine, Cuba, Vietnam) d'où le capital a été exproprié. Sur la base des actions révolutionnaires des masses, dans les conditions concrètes analysées dans les points précédents, les Etats qui se sont constitués dans ces pays après la Deuxième Guerre mondiale et depuis l'ont été comme Etats bureaucratiques.

Toutes les superstructures juridiques, politiques des systèmes bureaucratiques, édifiées sur la base de l'expropriation, doivent être renversées par la révolution politique afin que soit rétabli le pouvoir ouvrier qui « trouve son expression dans le fait que le pouvoir d'Etat suprême est assuré par des soviets constitués des représentants du peuple travailleur (ouvriers, soldats, paysans) librement élus et révocables à tout moment par les masses jusque-là soumises à l'oppression du capital » (Lénine).

Pour en condamner les tâches, l'actuelle direction du SWP « isole » de la nécessité du combat pour la révolution politique, la nécessaire défense à Cuba de la propriété sociale contre l'impérialisme alors que seule la République des conseils ouvriers, se substituant à l'Etat bureaucratique édifié par Castro, peut « valider » Cuba comme Etat ouvrier.

A Cuba, la défense de la propriété sociale est inséparable du renversement de la bureaucratie. Remettre en question cette tâche, c'est comprendre « la défense de l'URSS (comme) un rapprochement avec la bureaucratie du Kremlin, l'acceptation de sa politique » (Léon Trotsky).

Ce qui unit bureaucratie cubaine à la bureaucratie du Kremlin (qui, l'une et l'autre, tirent leur pouvoir de ce que l'une et l'autre

ont exproprié politiquement les masses de leurs conquêtes révolutionnaires) est et reste la politique contre-révolutionnaire de coexistence pacifique qui, se dressant contre la révolution mondiale, se dresse contre l'essence internationale de la dictature du prolétariat.

« La défense de l'URSS se confond avec la préparation de la révolution »

« La défense de l'URSS (de Cuba - NDLR) se confond pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Ne sont admissibles que les méthodes qui ne sont pas contradictoires avec les intérêts de la révolution. La défense de l'URSS (de Cuba - NDLR) a, avec la révolution socialiste internationale, le rapport qui lie une tâche tactique à une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui... Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être en eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou (et du castrisme - NDLR) considérée globalement conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. » (Léon Trotsky).

Ainsi, le contenu fondamental de la dictature du prolétariat, l'expropriation, est toujours valable. Mais ce contenu doit être relié à une situation politique « comme produit de conditions historiques, qui leur donne sa pleine validation (et) dans cette limite » (Léon Trotsky).

La révolution d'Octobre a édifié la dictature du prolétariat. La dégénérescence de l'Etat ouvrier, résultat des conditions historiques, permet, répétons-le, de comprendre la structure sociale et les relations politiques de tous les Etats d'où le capital a été exproprié, où l'expropriation a été le résultat de l'action révolutionnaire des masses (sous diverses formes), lesquelles ont été expropriées par la bureaucratie de leur pouvoir politique.

Les Etats édifiés sur l'éviction des masses se sont constitués d'emblée comme Etats bureaucratiques. Ils ne sont « rien d'autre qu'une dictature totalitaire à charpente policière » (Léon Trotsky).

Les rapports de production édifiés sur la propriété sociale (les travailleurs polonais ont repris une des dénominations de la propriété d'Etat, une formulation de Marx définissant le système de propriété instauré par l'expropriation comme propriété sociale) sont contradictoires avec toutes les institutions de la bureaucratie parasitaire.

Avec Trotsky, nous condamnons les idéologues de la bureaucratie et de l'impérialisme qui prétendent lier les nouveaux rapports sociaux de production au système bureaucratique comme un reflet.

Les tâches de la révolution politique consisteront à remettre en relation les rapports juridiques et politiques avec les rapports de production. La dictature révolutionnaire du prolétariat est l'instrument indispensable et nécessaire pour l'édification de la société sans classes et sans Etat.

Le pouvoir ayant échappé des mains du prolétariat, la dictature de la bureaucratie parasitaire (si elle n'était pas renversée par la révolu-

tion politique) deviendrait une « transition » vers la barbarie impérialiste.

Relations entre révolution politique, révolution sociale et révolution socialiste

Ainsi défini, le contenu de la révolution politique, les rapports juridiques et politiques, les institutions, n'étant pas un simple reflet des rapports de production, il nous faut préciser les relations entre révolution politique, révolution sociale et révolution socialiste.

Trotsky nous a enseigné que la révolution politique renversant la bureaucratie et ses institutions totalitaires n'aurait pas à recourir à des mesures révolutionnaires en matière de propriété. La révolution politique n'aura pas à « changer les bases économiques de la société, (à) remplacer une forme de propriété par une autre » (Léon Trotsky).

De là, Trotsky conclut que le prolétariat soviétique n'aura pas à accomplir une révolution sociale. Sous cet angle, l'analyse et les tâches que Trotsky a assignées à la IV^e Internationale restent intégralement valables. « Révolution sociale » et « révolution socialiste » sont équivalentes lorsqu'elles sont mises en relation avec la question centrale de toute révolution, à savoir le système de propriété. Mais envisagées sur le plan politique, on peut et on doit y apporter un correctif.

Lénine, polémiquant avec un journal bourgeois dans la révolution russe, donne la clé de la solution de ce problème. Ce journal bourgeois avait publié, dans un éditorial du 17 mai 1917, un article où il est écrit : « La révolution politique si désirée de tous et si attendue revêt la forme d'une révolution sociale sans précédent. »

Lénine répond le 1^{er} juin 1917 dans la Pravda : « Il vous plaît de baptiser "révolution sociale" le passage du contrôle de l'industrie aux mains des ouvriers. Ce faisant, vous commettez trois énormes erreurs. En premier lieu, la révolution de février 1917 fut aussi une révolution sociale. Toute révolution politique, si elle ne se réduit pas à une simple relève de coteries, est une révolution sociale, il s'agit seulement de savoir de quelle classe. La révolution de février 1917 a fait passer le pouvoir des mains des féodaux de la propriété foncière, Nicolas II en tête, à celles de la bourgeoisie. Ce fut une révolution sociale de la bourgeoisie. Usant d'une terminologie maladroite, confondant "révolution sociale" et "révolution socialiste", (l'éditorialiste) cherche à cacher le fait évident que les ouvriers et les paysans ne peuvent se contenter de la prise du pouvoir par la bourgeoisie. »

Ces précisions apportées par Lénine permettent d'évaluer l'ampleur de la révolution politique qui, distincte d'une révolution socialiste, n'en implique pas moins qu'elle ne se réduira pas à une « simple relève de coteries ».

La révolution politique fera passer le pouvoir de la caste bureaucratique devenue l'organe de la pression de l'impérialisme aux mains des ouvriers et des paysans. L'expropriation politique de la caste bureaucratique signifiera la destruction révolutionnaire de fond en comble de toutes les institutions de la bureaucratie, cela pour préserver la propriété expropriée et nationalisée.

C'est ainsi que si la « révolution sociale » est considérée comme « révolution socialiste », ce qu'écrit

(suite de la page 31)

Léon Trotsky reste entièrement, complètement, intégralement valable : « Avec la révolution politique, après le renversement de la bureaucratie, le prolétariat n'aura pas à faire une nouvelle révolution sociale, la révolution politique n'aura pas à remplacer une forme de propriété par une autre. »

De même, la justification de la défense de l'URSS, de Cuba et des autres Etats où la propriété privée des moyens de production a été abolie reste la défense d'un « régime qui préserve la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme, (et) cela c'est, indépendamment des formes politiques, la dictature du prolétariat ».

Mais pour respecter les principes défendus par Léon Trotsky, l'Etat bureaucratique et ses institutions totalitaires devront disparaître pour faire place au nouveau pouvoir politique issu des masses organisées dans les conseils, dans des syndicats libres et indépendants de l'Etat. La défense de la propriété sociale exige la destruction révolutionnaire de toutes les institutions politiques de la bureaucratie.

Gouvernement ouvrier et paysan et dictature révolutionnaire du prolétariat

Le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être posé qu'à l'intérieur de la perspective de la révolution mondiale, comme transition vers la dictature révolutionnaire du prolétariat (« nationale dans sa forme, internationale dans son contenu » - Léon Trotsky).

Le sort de la propriété sociale ne peut également être résolu qu'à l'intérieur de la perspective de la révolution mondiale, pour rétablir ou établir la dictature révolutionnaire du prolétariat par la révolution politique. Ce combat est dirigé non seulement contre l'impérialisme mondial, mais aussi contre les bureaucraties contre-révolutionnaires, cela en raison de ce que « sur le terrain de la défense du régime bourgeois, la bureaucratie défend le régime de la propriété privée, (étant) un instrument de la classe bourgeoise, au sens large du terme, non un instrument de la révolution » (Léon Trotsky).

Le fait que des gouvernements ouvriers et paysans du type 3 et 4 n'étaient pas considérés par l'Internationale communiste comme des « transitions nécessaires vers la dictature du prolétariat » signifie qu'ils peuvent faire place à des gouvernements de la contre-révolution bourgeoise, ou à des gouvernements de la dictature du prolétariat.

Sous cet angle, les gouvernements institués après la Deuxième Guerre mondiale en Europe de l'Est, et plus encore le gouvernement Castro qui a eu un contenu plus développé de gouvernement ouvrier et paysan, n'ont effectivement constitué qu'un « court épisode » sur la voie de l'expropriation, qui cependant n'a pas conduit à la dictature révolutionnaire du prolétariat dont « l'essence consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental est l'organisation (autonome) des masses » (Lénine), mais à la dictature de gouvernements bureaucratiques qui ne sauraient être considérés comme des gouvernements ouvriers et paysans.

Les bureaucraties contre-révolutionnaires s'opposent de toutes leurs forces à l'accomplissement des tâches révolutionnaires du prolétariat. Mais tous les événements de la politique mondiale confirment

les immenses capacités de mobilisation des masses : le combat sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est l'instrument de la mobilisation des masses, organiquement intégré à la marche de la révolution politique.

C'est ainsi que la mobilisation révolutionnaire des masses en cours exerce la plus réelle influence, une influence décisive sur la politique mondiale. Et la mobilisation révolutionnaire des masses en cours soulève la question centrale à résoudre de la reconstruction de la IV^e Internationale, la question centrale de la construction des partis de la IV^e Internationale, de leur complète indépendance de classe.

Rôle et place du parti et de l'Internationale

C'est ainsi que pour apprécier la véritable valeur du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, il faut se faire au préalable une conception générale de la place et du rôle du parti et de l'Internationale dans le combat pour la révolution mondiale (la République internatio-

corollaire, la « coexistence pacifique ».

Les gouvernements bureaucratiques barrent la route, pour la défense de leurs privilèges, à l'intensification de la lutte de classe du prolétariat.

Ils craignent par-dessus tout le mouvement révolutionnaire des masses. Ils n'ont ni la capacité, ni le désir, ni la volonté de lutter pour la dictature du prolétariat. Défendant inconditionnellement contre l'impérialisme l'expropriation du capital, nous devons considérer que les gouvernements bureaucratiques ne sont en rien la transition nécessaire (comme le pablisme en 1950 cherchait à le faire admettre à la IV^e Internationale) vers la dictature du prolétariat.

Ils en sont les ennemis mortels. La défense inconditionnelle contre l'impérialisme dans les pays ayant réalisé l'expropriation du capital est considérée par nous comme le point de départ pour la conquête de la dictature du prolétariat par la révolution politique.

Il ne saurait être question de poser correctement, du point de vue

diale rend plus difficile d'utiliser ce que dégage la crise conjointe de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne.

Certes, il y a eu les immenses difficultés de l'avant-guerre, où le stalinisme triomphait sur la base des défaites du prolétariat mondial combinées à l'extermination des vieux bolcheviks, difficultés qui se sont prolongées dans l'immédiat après-guerre étant donné la jeunesse et la faiblesse des cadres de la IV^e Internationale.

Dans la situation présente, à côté de succès réels remportés à telle ou telle étape dans tel ou tel pays dans le combat pour la construction des partis révolutionnaires, la crise de dispersion vient s'ajouter aux anciennes difficultés partiellement surmontées.

La crise de dispersion de la IV^e Internationale et les difficultés dans la construction du parti révolutionnaire qu'elle entraîne nous rappellent que cette tâche de construction du parti révolutionnaire qui doit se construire dans chaque pays, ne peut être coordonnée et harmonisée dans la lutte pour le pouvoir dans chaque pays que sur les tâches du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.



nale des soviets), dont le combat pour la révolution prolétarienne dans chaque pays (dictature du prolétariat) est partie constituante.

Nous le savons, la prise du pouvoir par le prolétariat international ne peut être un acte unique et simultané. Mais les tâches objectives de la révolution dans chaque pays dépassent le cadre national. Sa victoire décisive est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne.

La révolution mondiale a accompli des pas en avant considérables. Mais ces pas en avant du prolétariat international n'ont pas encore réglé définitivement les tâches lui incombant. Dans aucun pays où le capital a été exproprié le prolétariat n'est au pouvoir, dans aucun de ces pays le prolétariat n'exerce politiquement sa dictature.

Car la dictature du prolétariat dans un pays, comme transition vers le socialisme, ne saurait être exercée dans le cadre de la politique contre-révolutionnaire du « socialisme dans un seul pays », et son

des tâches du prolétariat, la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat (intégrant le combat sur le mot d'ordre transitoire du gouvernement ouvrier et paysan) sans poser au préalable la lutte pour l'Internationale des partis révolutionnaires, qui, pour nous, est équivalente au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de partis révolutionnaires de la IV^e Internationale dans chaque pays.

Construction du parti et reconstruction de la IV^e Internationale

Pour bien comprendre tout ce qui se passe dans la IV^e Internationale, il ne faut pas oublier que la dispersion des forces se réclamant de la IV^e Internationale à l'échelle mon-

En d'autres termes, la crise actuelle de dispersion de la IV^e Internationale représente quelque chose de différent des crises infantiles de notre passé.

La construction du parti révolutionnaire est subordonnée et liée à la reconstruction de la IV^e Internationale, de laquelle nous ne pouvons dans chaque pays nous détacher. C'est ainsi que le point faible du combat pour la construction de partis révolutionnaires nationaux, indépendamment des difficultés dressées sur le chemin des masses par les appareils, réside dans la crise de dispersion de la IV^e Internationale.

Cela veut dire que dans chaque pays, on ne peut profiter des ressources politiques que représenterait une IV^e Internationale combattant pour la révolution sur les bases du centralisme démocratique.

Mais ces difficultés sont précisément dressées par la marche en avant de la révolution et ces difficultés affaiblissent nos possibilités de profiter des avantages de la situation mondiale, dans des condi-

tions où le prolétariat, les masses laborieuses révolutionnaires sont en fermentation et en mouvement.

Résoudre la crise de la direction révolutionnaire

D'où l'impérieuse nécessité de résoudre « la crise historique de l'humanité (qui) se résout à la crise de la direction révolutionnaire ». Il est impossible de comprendre réellement, en marxistes, le moindre événement de la politique mondiale et dans chaque pays sans partir du combat pour résoudre, par les solutions vivantes données par le Programme de transition, la crise de la IV^e Internationale.

Surmonter la crise de la direction révolutionnaire, c'est la condition pour résoudre la crise historique de l'humanité. Il nous faut en conséquence intégrer la crise de dispersion de la IV^e Internationale dans les difficultés qui surgissent, alors que dans nombre de pays nous tendons déjà à dépasser le cadre d'organisations de propagande.

Pour surmonter ces difficultés, ou même pour les atténuer, il est indispensable de ne jamais perdre de vue le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La reconstruction de la IV^e Internationale représente du point de vue de la révolution mondiale une nécessité absolue, contre laquelle se dresse la pression de l'impérialisme, de la social-démocratie, du stalinisme, du castrisme, des diverses variétés de centrisme et du révisionnisme.

Si l'on se proposait de construire des sections nationales sans clairement délimiter le champ de la reconstruction de la IV^e Internationale, on dresserait des obstacles majeurs au développement de nos sections. Résoudre la crise de la IV^e Internationale, c'est pour la conférence mondiale fournir à toutes les sections les moyens de construire des partis révolutionnaires qui ne peuvent être véritablement construits qu'en tant que partis de l'unité mondiale de la lutte des classes que la IV^e Internationale et son programme expriment.

Le marxisme, comme théorie et pratique de la révolution prolétarienne que la dictature du prolétariat incarne, procède de l'Internationale considérée non comme la simple addition de ses sections nationales, mais comme une nécessité créée par la marche de la révolution mondiale et dans chaque pays.

Cela, tout en respectant l'activité propre des sections nationales. Répétons-le : nous l'admettons, la crise de dispersion de la IV^e Internationale ne saurait être résolue dans le cadre de la conférence mondiale.

Nous sommes réalistes : nous ne proposons pas de parvenir en conclusion de ses travaux à la proclamation de la IV^e Internationale reconstruite. Nous affirmons néanmoins que combattant pour la continuité de la IV^e Internationale proclamée en 1938, reconstituée en 1943-1946, dispersée en 1950-1953, le but que nous proposons est de chercher les rythmes les meilleurs pour avancer vers la solution de la crise de la IV^e Internationale.

Notre objectif doit être d'avancer dans la capacité de diriger la construction de partis nationaux sur la ligne générale que prend le mouvement révolutionnaire des masses posant le problème du pouvoir.

De ce point de vue, les tâches de toutes les organisations et partis se réclamant de la IV^e Internationale ne peuvent être orientées que sur une même direction, certes adaptée aux conjonctures et situations nationales concrètes, mais toujours orientée sur les problèmes du pouvoir.